

# La campagne: une lutte acharnée, axée sur l'idée de l'indépendance

par Réal PELLETIER

Indigeste et terne par son langage souvent chiffré et technocratique, la campagne électorale qui prend fin aura néanmoins donné lieu à une lutte des plus acharnées tant au plan des ef-

forts de propagande qu'au plan plus discret et terre-à-terre de la sollicitation du vote, électeur par électeur.

De fil en fil, une question aura dominé toutes les autres: celle de l'indépendance du Québec. A la différence de la campagne de 1970 où le projet péquiste occupait déjà une large place, l'argumentation cette année a nettement changé de caractère, des colonnes de chiffres, coiffés de vocabulaires hautement techniques, s'étant substituées au vocabulaire politique habituel. Là où on parlait de "dignité" ou de "réalisme" en 70, on en est venu cette fois à des digressions élaborées sur le "coefficient d'élasti-

cité ou le "taux de croissance prévisible du PNB".

Comme la radio et le petit écran sont singulièrement réfractaires aux chiffres et au langage spécialisé, le Parti québécois a eu largement recours à l'imprimé pour défendre sa thèse, comme en font foi les pages d'annonce dans les quotidiens ces derniers jours. Chez les libéraux, on a préféré l'audio-visuel: pour répondre bien sûr, mais surtout pour convaincre de "l'absurdité" du projet d'indépendance.

Il aura suffi que le Parti québécois évoque la présentation d'un budget de

l'An I du Québec souverain pour que le premier ministre, dès l'ouverture des hostilités, appelle la publication de ce document de tous ses vœux. A peine publié, le "budget" devait tomber rapidement en désuétude, pour faire place au débat sur les implications monétaires du document. Et finalement: troisième temps fort de cette campagne: publication, coup sur coup, par les péquistes et les libéraux, de documents sur la rentabilité du fédéralisme.

Une campagne en somme passablement éloignée des besoins immédiats des gens. Unionistes et créditistes, traditionnellement plus sensibles à

cette dimension de la vie politique, n'en ont pas moins emboîté le pas aux libéraux dans la croisade anti-péquistes, en s'attardant moins cependant que ces derniers aux aspects économiques et davantage au "péril socialiste" qu'ils décèlent dans le projet du Parti québécois.

Mais les coups de griffe répétées des unionistes et des créditistes contre leurs adversaires n'ont pas réussi à camoufler durant toute cette campagne leur inquiétude face au verdict du 29 octobre.

Le leader créditiste, M. Yvon Dupuis, a par moments donné l'impression de faire une campagne au leader-

ship plutôt qu'à une élection générale. L'effort qu'il a déployé pour se rapprocher du militant de base a sérieusement compromis le programme créditiste visant à envahir, en 1973, les

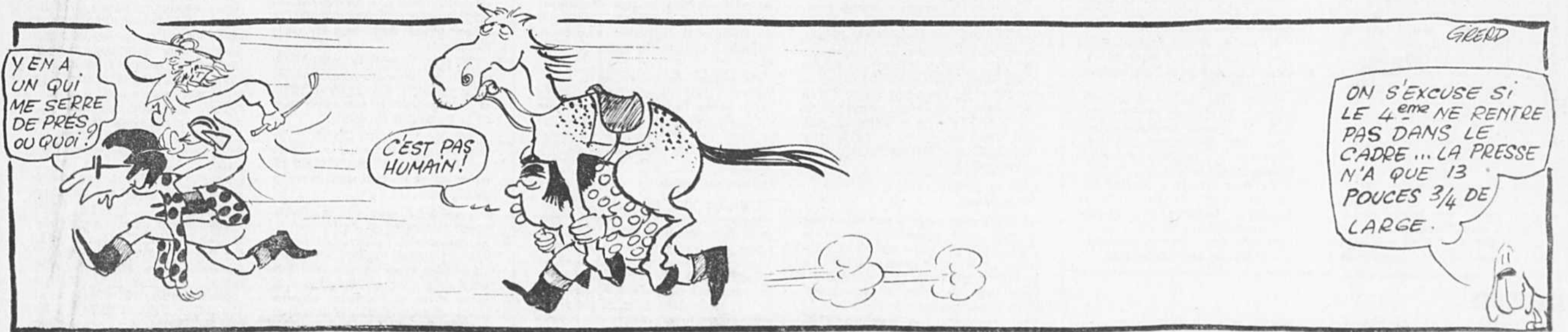
Voir **CAMPAGNE**, page A 2

**Lévesque: pas d'indépendance sans un référendum**

— page B 14

**Bourassa: au Québec de choisir entre l'aventure et la stabilité**

— page B 14



ON S'EXCUSE SI LE 4<sup>ème</sup> NE RENTRE PAS DANS LE CADRE... LA PRESSE N'A QUE 13 POUCE 3/4 DE LARGE.

**Bourassa devra comparaître**

par Léopold LIZOTTE

Le chef du parti libéral du Québec, M. Robert Bourassa, devra comparaître dans les prochains jours devant un tribunal pour faire face à une accusation possible d'outrage au tribunal à la suite de la publication de son livre sur le

Voir **BOURASSA**, page A 2

## Le Venezuela hausse de 56% le prix de son pétrole

CARACAS (UPI, AFP) — Le gouvernement du Venezuela a décidé hier, d'augmenter de 56 pour cent le prix de son pétrole à l'exportation. Le prix du baril est donc fixé à \$7.24.

Cette mesure touchera durement le Québec et les provinces atlantiques qui importent quotidiennement plus de

430.000 barils par jour du Venezuela. L'augmentation frappe aussi les États-Unis, principal importateur de pétrole brut du Venezuela.

Le Canada importe environ 800.000 barils de pétrole brut par jour afin de ravitailler le Québec et les provinces de l'Atlantique. Environ 53 pour cent

de ce pétrole vient du Venezuela, 25 pour cent des États arabes du Golfe Persique et le reste, de Colombie, du Niger et de l'Iran.

Cette augmentation, qui est la dixième à être annoncée cette année par le Venezuela, survient dix jours

Voir **VENEZUELA**, page A 2

# 29 OCTOBRE

## La fin de la campagne

La campagne électorale se termine comme elle avait commencé: l'enjeu consiste à trouver un vrai deuxième.

L'élection 1973 aura été, en ce sens, la continuation de celle de 1970 et c'est pourquoi les thèmes principaux qui ont été développés au cours du dernier mois furent sensiblement les mêmes que ceux de la campagne précédente.

Les deux principaux adversaires, le Parti libéral et le Parti québécois ont adopté chacun une stratégie simple qu'ils ont suivie jusqu'à la fin.

Le Parti créditiste et l'Union nationale ont également obéi à un plan bien défini arrêté au début de la campagne: il s'agissait pour ces deux partis de concentrer leurs efforts dans les régions où leurs chances de succès s'avéraient possibles.

### L'angle économique

La stratégie libérale, axée exclusivement sur l'utilisation des moyens de communication audiovisuels, a consisté à faire porter le débat de l'indépendance sur l'angle économique, ce qu'il n'a pas éprouvé de difficultés à réaliser puisque le Parti québécois avait en quelque sorte accepté à l'avance de jouer sa crédibilité sur cette question.

Les quatre étapes de la campagne libérale se reconstituent de la façon suivante: la première semaine a été consacrée au raffermissement de l'image de leadership du chef Robert Bourassa, ce qu'il a fait en développant le thème de la loi et de l'ordre. Ce faisant il a identifié, en s'attaquant aux dirigeants syndicaux, un premier camp ennemi: celui du socialisme.

La deuxième semaine a permis à M. Bourassa d'encercler le deuxième camp ennemi: celui de l'indépendantisme, tout en préparant sa prochaine manœuvre. Pendant toute cette deuxième semaine, M. Bourassa a réclamé à grand cri la

publication du budget type du PQ pour pouvoir ensuite le critiquer.

La troisième semaine ayant été utilisée à attaquer la position péquistes sur la question monétaire et sur l'évaluation des revenus dans un Québec indépendant, celle qui se termine aujourd'hui s'est voulue la plus positive, en particulier par la publication d'un document destiné à prouver, à l'encontre de la thèse souverainiste, la rentabilité financière du fédéralisme canadien.

### L'image rassurante du PQ

Le Parti québécois a fait servir la première étape de sa campagne à bien asseoir l'image rassurante que le parti voulait imposer. La présentation du budget type d'un Québec indépendant a constitué le sommet, mais non la fin, de la campagne péquiste. La présentation et la défense de ce budget ont été suivies par la présentation de programmes de développement régionaux plus concrets et précis.

La dernière semaine de la campagne du PQ a été marquée d'un retour à l'idée du départ, c'est-à-dire à l'opération sécurisation, Operation poussée à son extrême dans la publicité de dernière heure: "Une chose à la fois, dit-elle. Un vote pour le PQ le 29, est un vote pour élire un gouvernement provincial. Ce n'est qu'en 1975, par référendum, que les électeurs seront appelés à se prononcer sur l'indépendance du Québec".

### UN et PC

Les campagnes respectives de l'Union nationale et du Parti créditiste ont démarré en retard sur les deux autres.

Dans le cas de l'UN, M. Gabriel Loubier a été manifestement pris par surprise au moment du déclenchement des élections. Tout au long de sa campagne, M. Loubier a été obligé de se défendre contre les affirmations de débandade de son parti.

En ce qui concerne le PC, M. Yvon Dupuis a dû consacrer les dix premiers jours de la campagne à parfaire son organisation et à s'installer comme chef. M. Dupuis, comme M. Loubier, a effectué une tournée qui visait tout autant à le faire connaître de ses propres troupes qu'à faire campagne contre des adversaires.

En conclusion, il semble que le Parti libéral ait plus ou moins maintenu ses positions de 1970 quant au vote global; que le Parti québécois ait progressé; que l'Union nationale ait poursuivi un recul amorcé en 1966; et que le Parti créditiste — qu'on sous-évalue toujours avant le scrutin — n'ait pas réalisé les grandes percées escomptées par M. Dupuis.

Claude BEAUCHAMP

## ELECTIONS 73

Elections 73: A 2, A 3, A 6, A 7, A 8 et B 14



LA PRESSE publie aujourd'hui un cahier de 12 pages consacré aux élections provinciales.

Dans ce cahier, intitulé "29 octobre", les lecteurs trouveront une foule d'informations:

- une historique des quatre partis;
- la liste complète des candidats dans les 110 circonscriptions électorales;
- des analyses préparées par les envoyés spéciaux de LA PRESSE dans toutes les régions du Québec;
- les circonscriptions à surveiller au soir du scrutin;
- la façon de voter;
- un résumé de la loi électorale;
- des commentaires sur la campagne qui s'achève.

## AUJOURD'HUI

A minuit, ce soir, n'oubliez pas de reculer d'une heure les aiguilles de vos montres. On revient à l'heure normale.

**Watergate: Nixon nommera un nouveau procureur spécial**

— page G 1

**CP Hotels construira un hôtel de \$9 millions**

— page F 1

## SOMMAIRE

- Arts et Lettres: E 1 à E 17
- Bandes dessinées: C 12
- Bâtir au Québec: F 1
- Bricolage: F 2
- Bridge: C 13
- Cinéma: E 8
- Décès, naissances, etc.: G 15
- "Dites-moi, docteur": D 5
- Echecs: C 13
- Economie: B 10 à B 12
- Editorial: A 4
- Enigme de la semaine: C 14
- Etes-vous observateur?: G 10
- Horoscope: D 6
- Informations étrangères: G 1
- Jardins et maisons: F 2
- "Le combat magnifique": F 9
- Loisirs et récréation: C 14
- Mon oeil sur Montréal: D 4
- "Mot-mystère": G 11
- Mots croisés: G 12
- Petites annonces: F 3 à F 15, G 3 à G 12
- Polichinelle: C 13
- Radio et télévision: E 17
- Sciences: G 2
- Sports: B 1 à B 6
- Timbres: C 13
- Tribunaux: A 12, C 14
- Vacances-voyage: C 1 à C 11
- Vivre aujourd'hui: D 1 à D 6

## L'unique électeur de Saint-Paulin

par Réal BOUVIER  
envoyé spécial de LA PRESSE

MATANE — Gérard Rouleau, célibataire de 32 ans, cultivateur à Saint-Paulin-Dalibaire, peut se vanter d'être le seul Québécois qui, lundi, aura sa propre boîte de scrutin, un scrutateur et un greffier pour lui seul. Il sera en plus légalement payé pour voter puisque le poll sera installé chez lui.

Parce que "la loi c'est la loi", dira le président d'élections du comté de Matane, il a fallu installer un poll chez M. Rouleau, même s'il est le seul qui y déposera un bulletin le 29. Cette situation est sans précédent dans les annales électorales du Québec.

M. Rouleau vit avec sa mère âgée de 71 ans, mais elle n'a pas été inscrite sur la liste électorale. Saint-Paulin-Dalibaire, située à 25 miles à l'est de Matane, dans l'arrière-pays, est un de ces villages marginaux que l'Office de développement de l'Est du Québec a fermé il y a trois ans dans le cadre de son programme de relocalisation.

On ne peut plus parler de village, puisqu'il ne subsiste qu'une maison, celle des Rouleau, mais au sens de la loi, le village constitue encore une section électorale.

Arrivée dès la fondation du village, il y a 35 ans, la famille Rouleau a refusé de partir malgré l'offre de \$8.000 faite par l'ODEQ.

Mme Rouleau et son fils sont restés attachés à leur terre, per-

Voir **ELECTEUR**, page A 2

**miniloto** TIRAGE 30 VENDREDI 26 OCTOBRE 1973  
25 séries émises — 90.000 chacune  
Possibilité de:

- 66361 — 25 gagnants de \$5.000.
- 6361 — 200 gagnants de \$500.
- 361 — 2025 gagnants de \$100.

**LOTO PERFECTA**

30e course, 25 octobre 1973

ORDRE: \$1,536.20 (97 prix)  
DÉSORDRE: \$47.00 (3171 prix)

VENTES  
TOTALES  
\$620,907.00

### RÉSULTAT

A	B	C	D
8	2	6	3

## mini-presse

### le monde

□ Affirmant qu'il n'avait pas l'intention de démissionner, le président Nixon a annoncé hier soir qu'un nouveau procureur spécial sera nommé la semaine prochaine pour mener à terme l'enquête sur l'affaire du Watergate. Mais il entend continuer de défendre le secret des documents présidentiels autres que les bandes sonores qu'il a accepté de remettre au juge Sirica. La conférence de presse a été marquée d'échanges d'une rare agressivité et M. Nixon l'a terminée abruptement après 40 minutes alors qu'il était pressé de questions embarrassantes par les reporters. Il a fait une violente sortie contre les médias d'information, en particulier la télévision, qu'il tient responsables en grande partie de la crise actuelle.

□ Au sujet du Moyen-Orient, M. Nixon a dit que les perspectives de paix y sont actuellement meilleures que dans les 20 dernières années grâce à ses contacts avec les dirigeants d'éviter un affrontement dangereux soviétiques, qui ont permis eux.

□ Washington a décidé de lever progressivement l'état d'alerte décrété cette semaine, tandis que Moscou annonçait de son côté

l'envoi en Egypte de représentants soviétiques pour surveiller le cessez-le-feu.

□ D'autre part, le Conseil de sécurité a prié le secrétaire général de dépêcher un plus grand nombre de soldats de Chypre au Moyen-Orient comme avant-garde de la force d'urgence qui doit être mise sur pied. M. Waldheim propose une force de 7,000 hommes dont le maintien coûtera 530 millions pour les six premiers mois.

□ L'Egypte a accusé Israël de violer la trêve et de préparer une grande offensive pour s'emparer de la ville de Suez. Israël a répliqué que ses troupes ne font que répliquer aux attaques des Egyptiens.

□ Le conflit du Moyen-Orient a par ailleurs causé un froid entre les Etats-Unis et leurs alliés européens. Certains pays de l'OTAN se plaignent de n'avoir pas été consultés par Washington lorsqu'il décréta l'état d'alerte de ses troupes.

□ Washington reproche à ses alliés de l'OTAN de s'être publiquement désolidarisés des USA au moment d'une épreuve de force avec l'URSS. Ce différend menace de compliquer le dialogue sur la définition des nouvelles relations atlantiques.

# Ottawa ignore encore si le Canada enverra des hommes au Moyen-Orient

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral ignore toujours si le Canada va être invité à faire partie de la force de sauvegarde de la paix de l'ONU au Proche-Orient.

Ottawa n'avait toujours pas reçu de requête en ce sens, hier, après que le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, eut remis un rapport au Conseil de sécurité dans lequel il recommandait la formation d'une force d'urgence de 7,000 hommes.

Le rapport précisait que les hommes devraient provenir de "pays sé-

lectionnés" après consultation entre le conseil et les parties intéressées. M. Waldheim n'a pas identifié les pays.

Il a indiqué cependant qu'il prévoirait une "représentation géographique adéquate".

Les observateurs estiment que M. Waldheim a probablement à l'idée des pays du Pacte de Varsovie et de l'OTAN. Le rapport mentionne que les Etats-Unis sont opposés à cette idée.

Une rumeur, qu'il n'a pas été possible de faire confirmer par Ottawa, veut que l'URSS ait exercé des pressions auprès du secrétaire général des

Nations unies pour que les pays du Pacte de Varsovie soient représentés au sein de la force de sauvegarde de la paix.

C'est peut-être pour cette raison que M. Waldheim n'a pas fait appel aux soldats canadiens stationnés à Chypre. Jusqu'ici, seules des troupes de la Finlande, de la Suède et de l'Autriche, parmi celles faisant partie du contingent de Chypre, ont été envoyées au Proche-Orient.

On croit que le secrétaire général de l'ONU hésitera à envoyer des militaires des pays de l'Alliance atlanti-

que si le Pacte de Varsovie n'est pas représenté.

Le Canada n'écarte pas une éventuelle participation à la force, une fois que sa création aura été approuvée par le Conseil de sécurité.

Le ministre des Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a fait remarquer aux Communautés cette semaine qu'il comprenait très bien que M. Waldheim ne choisisse que des pays neutres à ce stade-ci des discussions.

Il a souligné que le Canada ne pouvait être considéré comme un pays neutre à titre de membre de l'OTAN.

### Le Québec

□ Le chef du Parti libéral a demandé hier à la population du Québec "un mandat clair", afin de mettre fin, a-t-il dit, à l'incertitude causée par le Parti québécois. Parlant à Saint-Jean, M. Bourassa a déclaré que le choix de lundi était entre l'«aventure» et la «stabilité».

Le premier ministre a dit que le scrutin du 29 octobre est le plus important de l'histoire du Québec.

□ M. René Lévesque a réaffirmé hier que la formation d'un gouvernement du Parti québécois le 30 octobre prochain ne signifiera pas que le Québec sera plongé immédiatement dans l'indépendance. Le chef du PQ a déclaré que, vers 1975, un gouvernement péquiste de-

mandera à la population de se prononcer démocratiquement sur la question de l'indépendance.

□ Le maire Marcel Robidas, de la ville de Longueuil, annoncera officiellement aujourd'hui son appui au Parti québécois.

□ Retiré dans son comté de Bellechasse, le chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier, prépare avec soin son intervention d'aujourd'hui à l'occasion du débat télévisé à Sherbrooke.

□ M. Yvon Dupuis a effectué hier une des dernières étapes de sa campagne électorale, en se rendant à Chibougamau et à Val d'Or. Le chef créditiste clôturera sa campagne dimanche soir à Saint-Jean.

### CAMPAGNE

SUITE DE LA PAGE A 1

centres urbains récalcitrants, ceux de Montréal et de Québec en particulier.

L'Union nationale de son côté a rapidement restreint ses ambitions aux quelques régions, les Cantons de l'Est et la Mauricie notamment, susceptibles de lui accorder une représentation minimum dans le prochain parlement. La campagne virulente de l'UN menée contre le PQ, au Saguenay-Lac-St-Jean par exemple, si elle sert les libéraux, peut également être interprétée comme une tentative pour réduire l'écart entre elle et le Parti québécois au soir du 29 octobre.

Le Parti québécois, officiellement déterminé à occuper le rang d'opposition officielle à l'Assemblée nationale, s'est révélé étonnamment impénétrable aux attaques conjuguées de ses adversaires, préférant s'en tenir à l'essentiel de ses propositions. Et en ces derniers jours de campagne, le PQ cultive à fond le thème du passage sans douleur du 28 au 30 octobre, advenant l'élection d'un gouvernement péquiste.

L'art de poser des questions

Les libéraux quant à eux ont relevé le gant avec aplomb, harcelant le Parti québécois sans relâche de questions sur le projet indépendantiste. Le premier ministre en tête, ils ont brillé dans l'art de poser le plus grand nombre de questions possible dans le plus court laps de temps possible, conformément aux exigences de la propagande audio-visuelle. L'effet d'accumulation confine l'auditeur au doute. Et dans un deuxième temps arrive alors la réponse libérale aux questions posées: une réponse brève, cinglante qui transforme alors le doute qu'éprouvait l'auditeur en rejet.

Le chef du parti libéral, plus agressif depuis un mois qu'on ne l'a jamais vu, est passé maître de l'utilisation des techniques audio-visuelles. Les médias ayant décidé de boudier les fameuses "cannettes" d'information, M. Bourassa — qu'à cela ne tienne — a su tirer parti avec une habileté consommée des canaux ordinaires que sont les bulletins d'information et les lignes ouvertes, à l'aide d'un recueil d'exclamations-choch.

En sautant à pleines mains sur la perche "budgétaire" que leur tendait le Parti québécois, les libéraux en auront été quittes pour l'appréhension d'avoir à justifier les décisions administratives prises au cours d'un mandat de trois ans et demi.

C'est ainsi que, aussi étrange que cela puisse paraître eu égard aux fonctions traditionnelles des campagnes électorales, la présente lutte aura à peu près totalement fait abstraction des données suivantes:

- 1) le rôle du gouvernement Bourassa dans la crise d'octobre, fait politique dominant du dernier mandat, sinon du siècle, au Québec;
- 2) l'aménagement de la baie James, initiative économique principale du gouvernement sortant;
- 3) l'engagement libéral de 70 de faire du français la langue de travail au Québec.

Un fantôme

A l'inverse, c'est bien en vain que le leader libéral a essayé de faire surgir dans cette campagne le fantôme de la crise de mai, où le Québec a été un moment menacé de paralysie économique sous la poussée syndicale.

D'ailleurs, l'absence presque complète des chefs syndicaux dans cette campagne étonne d'autant plus que certains d'entre eux s'étaient fait fort, il y a quelques mois à peine, de renverser le régime Bourassa, étape visant tout bonnement à "casser le système". A l'autre extrémité du spectre social, les milieux d'affaires, comme en témoigne l'enquête de LA PRESSE

seulement après que les pays producteurs du Golfe Persique eurent annoncé une augmentation de 70 pour cent des prix. Elle est d'environ 35 cents supérieure à l'augmentation de \$2 annoncée par les producteurs du Golfe Persique.

L'augmentation de 56 pour cent prendra effet le 1er novembre, a indiqué le ministre vénézuélien du pétrole et des hydrocarbures, M. Hugo Perez La Salvia.

Le ministre a indiqué qu'au mois d'octobre, le prix du baril de pétrole vénézuélien s'était établi à \$4.89 mais que les hausses de prix du brut décidées depuis par les pays arabes rendaient possible de porter le pétrole vénézuélien à \$7.24.

M. Perez La Salvia a souligné d'autre part que les impôts sur les bénéfices payés par les compagnies pétrolières opérant dans le pays se sont accrus de 150 pour cent depuis le premier janvier 1973.

Le Venezuela est le deuxième pays fournisseur des Etats-Unis, qui selon les dernières statistiques connues, importent chaque jour environ un million de barils de pétrole vénézuélien, soit juste un peu moins qu'en provenance des pays arabes, soit 1,1 million. Le Canada est le premier fournisseur des Etats-Unis avec 1,4 millions de barils par jour.

Les importations de pétrole en provenance du Venezuela représentent donc à peu près un sixième des importations américaines et environ 6 pour cent de leur consommation intérieure. A ce total doivent s'ajouter les produits raffinés en provenance des Caraïbes où est traité le pétrole vénézuélien.

Cette hausse décidée par le Venezuela et qui succède à celles fixées unilatéralement par les pays arabes et à l'instauration d'une surtaxe sur les exportations pétrolières canadiennes ne peut que contribuer à augmenter le coût des achats de pétrole bruts américains, dans une proportion qu'il est difficile d'estimer.

L'augmentation de prix, qui est supérieure à la hausse décrétée par les pays arabes, avait vraisemblablement pour but au Venezuela de tirer avantage de la proximité géographique de son principal marché, les Etats-Unis, où ce pays exporte plus de 57,5 millions de barils de pétrole brut et de produits raffinés par mois.

Aux termes du système des prix en vigueur au Venezuela, une liste des prix de base a été établie en août dernier pour chaque type de pétrole brut et de produits raffinés; des modi-

### méto

□ Le Conseil scolaire de l'île de Montréal a décidé d'établir une carte de la pauvreté pour permettre l'identification, dans toutes les commissions scolaires, des écoles des milieux défavorisés. Une étude sera entreprise, incessamment, à cette fin.

□ L'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, exhorte les chrétiens et la population en général à aller voter lundi prochain, en raison du

rôle de plus en plus prépondérant de l'Etat moderne dans la vie de chaque citoyen.

□ Le jour des élections, le 29 octobre, tous les corps policiers du Québec seront sur un pied d'alerte. Dans l'île de Montréal, près de 2,000 policiers, en plus des effectifs régiers, seront assignés à la surveillance des bureaux de scrutin et des comités électoraux des différents partis politiques.

### le sport

□ Les Eperviers de Sorel ont fait subir la défaite au Junior de Montréal, 8-6.

□ Les Alouettes disputent un match de toute importance, de-

main, à Ottawa, face aux Rough Riders. L'enjeu: le championnat.

□ Guy Robillard, de Los Angeles, nous entretient de cette fameuse course des champions disputée cet après-midi à la poste Riverside.

## LA METEO

### La sauce se gâte

Nous avons été gâtés, même très gâtés, ces jours-ci, côté temps... mais v'là l'y pas que, selon les météorologistes, la sauce commence à se gâter pour de vrai!

A peu près partout au Québec, il fera aujourd'hui un peu plus froid qu'hier, l'écart, dans certains cas

(par exemple dans l'Outaouais et les Cantons de l'Est), devant s'élever jusqu'à une quinzaine de degrés!

Ne reste plus qu'à souhaiter que Dorval nous ait raconté des salades!

### à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Maximum 55 Minimum 40 Plus froid, éclaircies	Nuageux, possibilité d'averses

### au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	30	50	Nuageux	Ciel variable
Outaouais	40	55	Plus froid	Nuageux, poss. averses
Laurentides	30	50	Nuageux	Ciel variable
Cantons de l'Est	40	55	Plus froid	Nuageux, poss. averses
Québec	35	50	Nuageux	Ensoleillé
Rimouski	35	50	Nuageux	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	35	50	Nuageux	Ensoleillé
Baie-Comeau	35	50	Nuageux	Ensoleillé
Sept-Îles	35	50	Nuageux	Ensoleillé
Gaspé	35	50	Nuageux	Ensoleillé

### au Canada

	AUJOURD'HUI			Min.	Max.
Colon. Britannique	Pluie		Vancouver	47	55
Alberta	Ensoleillé		Edmonton	30	55
Saskatchewan	—	—	Régina	—	—
Manitoba	Dégagement		Winnipeg	27	45
Ontario	Nuageux		Toronto	40	55
Nouveau-Brunswick	Nuageux		Saint-Jean	40	55
Nouvelle-Ecosse	Pluie		Halifax	50	55
Île-du-Prince-Édouard	Pluie		Charlottetown	45	55
Terre-Neuve	Pluie		Saint-Jean	42	48

### si vous partez

Aux Etats-Unis	Min.	Max.		Min.	Max.
New York	52	72	Chicago	47	55
Washington	50	77	San Francisco	49	72
Boston	49	65	Los Angeles	55	84

VERS LES CAPITALES					
Paris	—	52	Moscou	—	36
Londres	—	52	Stockholm	—	52
Rome	—	63	Tokyo	—	59
Berlin	—	52	Athènes	—	59
Amsterdam	—	55	Casablanca	—	82
Bruxelles	—	50	Genève	—	41
Madrid	—	59	Le Caire	—	90

Vers les plans					
Acapulco	77	86	Bermudes	69	78
Mexico	54	75	Barbades	75	86
			Nassau	72	82
			Rio de Janeiro	—	—

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière)

### VENEZUELA

SUITE DE LA PAGE A 1

seulement après que les pays producteurs du Golfe Persique eurent annoncé une augmentation de 70 pour cent des prix. Elle est d'environ 35 cents supérieure à l'augmentation de \$2 annoncée par les producteurs du Golfe Persique.

L'augmentation de 56 pour cent prendra effet le 1er novembre, a indiqué le ministre vénézuélien du pétrole et des hydrocarbures, M. Hugo Perez La Salvia.

Le ministre a indiqué qu'au mois d'octobre, le prix du baril de pétrole vénézuélien s'était établi à \$4.89 mais que les hausses de prix du brut décidées depuis par les pays arabes rendaient possible de porter le pétrole vénézuélien à \$7.24.

M. Perez La Salvia a souligné d'autre part que les impôts sur les bénéfices payés par les compagnies pétrolières opérant dans le pays se sont accrus de 150 pour cent depuis le premier janvier 1973.

Le Venezuela est le deuxième pays fournisseur des Etats-Unis, qui selon les dernières statistiques connues, importent chaque jour environ un million de barils de pétrole vénézuélien, soit juste un peu moins qu'en provenance des pays arabes, soit 1,1 million. Le Canada est le premier fournisseur des Etats-Unis avec 1,4 millions de barils par jour.

Les importations de pétrole en provenance du Venezuela représentent donc à peu près un sixième des importations américaines et environ 6 pour cent de leur consommation intérieure. A ce total doivent s'ajouter les produits raffinés en provenance des Caraïbes où est traité le pétrole vénézuélien.

Cette hausse décidée par le Venezuela et qui succède à celles fixées unilatéralement par les pays arabes et à l'instauration d'une surtaxe sur les exportations pétrolières canadiennes ne peut que contribuer à augmenter le coût des achats de pétrole bruts américains, dans une proportion qu'il est difficile d'estimer.

L'augmentation de prix, qui est supérieure à la hausse décrétée par les pays arabes, avait vraisemblablement pour but au Venezuela de tirer avantage de la proximité géographique de son principal marché, les Etats-Unis, où ce pays exporte plus de 57,5 millions de barils de pétrole brut et de produits raffinés par mois.

Aux termes du système des prix en vigueur au Venezuela, une liste des prix de base a été établie en août dernier pour chaque type de pétrole brut et de produits raffinés; des modi-

## Hausse de salaires pour les forces armées

OTTAWA (PC) — Le ministre de la Défense, M. James Richardson, a annoncé hier, que les membres des forces armées bénéficieraient d'une hausse de solde d'environ 6 1/2 pour cent.

Selon la nouvelle échelle de la solde, une recrue recevra \$330 par mois, soit une augmentation de 13,7 pour cent par rapport à l'ancienne solde de \$290 par mois.

Un sous-officier breveté recevra \$1,295 par mois au regard de \$1,238 précédemment; un capitaine d'artillerie, avec six ans de service, \$1,310 par mois, soit une augmentation mensuelle de \$95; un capitaine d'aviation, comptant trois années de service, \$1,380 par mois, ce qui constitue une hausse de \$80 par mois.

M. Richardson a précisé que toutes les augmentations étaient retroactives au 1er octobre.

## Le combat des "chefs", ce soir

par André BELIVEAU

Dernier soubresaut prévisible de la campagne: les chefs des quatre partis se rencontreront ce soir, à 18 h, dans un studio de télévision de CHLT-Télé 7, à Sherbrooke, et les échos de leur doux gazouillis se répercuteront dans tous les coins du Québec.

Ce sera, prétend la publicité de Télé Média, principal responsable de cette initiative, l'émission de radio et de télévision la plus importante de la campagne électorale.

Intitulée "Face au Québec", l'émission sera transmise en direct sur les ondes de cinq stations de télévision et de neuf stations radio-phoniques.

A Montréal, ceux qui ne peuvent capter le canal 7 (CHLT-Télé 7, Sherbrooke) à l'antenne ou par le câble pourront toujours s'identifier CFCF-TV, canal 12. Et s'ils n'aiment pas entendre les propos de leurs idoles en traduction simultanée — puisque CFCF-TV diffuse en anglais — ils pourront toujours baisser le volume, garder l'image de CFCF-TV et se mettre à l'écoute, simultanément, de CKAC.

La rencontre des quatre chefs ne

prendra pas la forme d'un débat, mais plutôt d'une conférence de presse conjointe, au cours de laquelle une douzaine de journalistes les interrogeront. Un tirage au sort déterminera l'ordre des interventions. Chaque politicien fera d'abord un exposé préliminaire de cinq minutes et se soumettra, pendant 10 minutes, aux questions des journalistes, aucune réponse ne devant prendre plus de deux minutes. Ils auront ensuite droit à un autre exposé de quatre minutes avant que ne s'amorce une autre période de questions. M. Jacques Morency, de Télé Média, agira comme modérateur.

Voici la liste des stations de télévision et de radio qui diffuseront l'émission:

**Télévision:** CHLT-Télé 7, Sherbrooke; CJBR-TV, Rimouski; CKRS-TV, Jonquière; CKRT-TV, Rivière-du-Loup; CFCF-TV, Montréal.

**Radio:** CKAC-73, Montréal; CKCH-97, Hull; CHLT-63, Sherbrooke; CHLN-55, Trois-Rivières; CJB R-90, Rimouski; CKCV-1280, Québec; CJMT-1410, Chicoutimi; CKCN-560, Sept-Îles; et CKTS-90, Sherbrooke.

fications mensuelles sont ensuite annoncées en pourcentage.

Dans les augmentations qui ont été annoncées hier, aucune hausse n'atteignait moins de 70 pour cent des prix de base, les prix du pétrole brut augmentant de 79 pour cent à 95 pour cent.

### BOURASSA

SUITE DE LA PAGE A 1

projet de la Baie James au cours de la campagne électorale.

C'est ce qu'ont décidé le juge en chef Lucien Tremblay et les juges Montgomery et Gagnon, de la Cour d'appel, hier, en rejetant le pourvoi en appel de M. Bourassa contre une décision du juge en chef de la Cour supérieure, Jules Deschênes. Sont également visés les éditeurs, imprimeurs et distributeurs du livre en question.

Le tribunal de deuxième instance a estimé que les appelants n'avaient pas le droit à un appel contre une telle décision.

Dès la déposition du jugement au greffe du Palais, le procureur des Indiens et des Inuits, Me James O'Reilly, a communiqué avec le juge Deschênes pour se mettre à sa disposition afin de déterminer la date exacte de la comparution.

A cette heure-là, toutefois, le magistrat chef de la Cour supérieure a déclaré n'avoir pas encore été mis au courant de la décision rendue par la Cour d'appel.

Il a cependant indiqué au procureur de la poursuite qu'il communiquerait avec lui, dès le début de la semaine prochaine, pour fixer la nouvelle date de la comparution de M. Bourassa devant le tribunal.

Le juge en chef Tremblay, qui a rédigé le jugement, souligne dès le début que la jurisprudence constante, depuis la mise en vigueur du nouveau code de procédure civile, est à l'effet qu'une ordonnance comme celle qui avait signifié à M. Bourassa de se présenter en Cour n'était pas sujette à appel.

"En fait, dit-il, on ne connaît aucun arrêt au contraire."

Les appelants avaient soutenu que le présent cas constituait une exception à la règle générale, et que le droit d'appel existait pour deux motifs différents.

Tout d'abord parce que le premier juge avait tranché le débat sur le fond du litige, dans le jugement qu'il avait prononcé avant d'émettre l'ordonnance.

Le juge Tremblay fait remarquer que le magistrat a bien souligné qu'il n'était chargé que de décider "prima facie".

"Et, de toutes façons, il est clair, dit-il, que les opinions qu'il a pu émettre dans ce jugement ne lient aucunement le juge qui examinera l'affaire au fond."

Les appelants avaient également

prétendu que l'un des appelants, le premier ministre, était investi de droits et prérogatives de la couronne, et ne saurait être contraignable par corps.

A cela le juge Tremblay répond: "Le jugement n'a pas l'effet d'imposer la contrainte par corps, mais seulement d'ordonner aux parties de comparaître devant le juge, afin que celui-ci décide s'il y a lieu de le faire. Cet argument pourra alors être à nouveau soulevé."

En terminant, le juge précise que la présente opinion ne doit être interprétée ni comme une approbation, ni comme une désapprobation des décisions du premier juge.

Toutes les questions déjà soulevées pourront l'être de nouveau si jamais la Cour était saisie d'un appel qui pourrait être interjeté à l'encontre du jugement qui sera prononcé sur le fond du litige.

prétendu que l'un des appelants, le premier ministre, était investi de droits et prérogatives de la couronne, et ne saurait être contraignable par corps.

A cela le juge Tremblay répond: "Le jugement n'a pas l'effet d'imposer la contrainte par corps, mais seulement d'ordonner aux parties de comparaître devant le juge, afin que celui-ci décide s'il y a lieu de le faire. Cet argument pourra alors être à nouveau soulevé."

En terminant, le juge précise que la présente opinion ne doit être interprétée ni comme une approbation, ni comme une désapprobation des décisions du premier juge.

Toutes les questions déjà soulevées pourront l'être de nouveau si jamais la Cour était saisie d'un appel qui pourrait être interjeté à l'encontre du jugement qui sera prononcé sur le fond du litige.

prétendu que l'un des appelants, le premier ministre, était investi de droits et prérogatives de la couronne, et ne saurait être contraignable par corps.

A cela le juge Tremblay répond: "Le jugement n'a pas l'effet d'imposer la contrainte par corps, mais seulement d'ordonner aux parties de comparaître devant le juge, afin que celui-ci décide s'il y a lieu de le faire. Cet argument pourra alors être à nouveau soulevé."

En terminant, le juge précise que la présente opinion ne doit être interprétée ni comme une approbation, ni comme une désapprobation des décisions du premier juge.

Toutes les questions déjà soulevées pourront l'être de nouveau si jamais la Cour était saisie d'un appel qui pourrait être interjeté à l'encontre du jugement qui sera prononcé sur le fond du litige.

### ELECTEUR

SUITE DE LA PAGE A 1

suadés qu'ils ne seraient pas plus heureux en ville. Ils auraient pu garder le service téléphonique, mais après y avoir pensé, ils ont jugé que ce n'était pas indispensable. L'Hydro-Québec a maintenu pour eux son service qui desservait autrefois les 225 habitants de Saint-Paulin.

Les Rouleau regrettent quelque peu les services du village d'antan, mais "après tout, de dire Gérard Rouleau, le village des Méchins n'est qu'à 10 milles d'ici." Le fait que la route ne soit pas déblayée l'hiver ne semble pas l'énerver plus qu'il le faut non plus. "Au début c'était un peu ennuyant, dit-il, mais aujourd'hui nous sommes contents de ne pas être dérangés par les voisins. Ceux qui ont accepté de partir, poursuit-il, ne sont pas mieux que nous; ils ont mangé leur argent et vivent de l'assurance-chômage ou du bien-être.

Demain, le président d'élections ira poser les affiches identifiant le poll et lundi le scrutateur et le greffier apporteront la boîte 31-R. Comme la loi l'exige, le poll restera ouvert de 9 heures à 19 heures, ce qui laissera amplement le temps à M. Rouleau de faire son devoir de citoyen.

Puis, une fois qu'il aura voté, le scrutateur et le greffier pourront, s'ils le veulent, donner un coup de main à M. Rouleau qui est dans son grand ménage d'automne, ou lui aider à traire ses trois vaches.

M. Rouleau sera toutefois le seul citoyen dont le vote ne sera pas secret. Il ne cache pas d'ailleurs qu'il votera pour le Parti libéral, pare que, dit-il, "ça n'a pas marché si mal que ça avec Bourassa". Il avoue qu'en 1970, il a voté pour le Parti québécois mais qu'en définitive "c'est toute la même chose".

Agence "Detec of Canada Ltée"

**PIERRE-D. MASSUE, DÉTECTIVE**

"Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec"

Licencié par la Cité de Montréal

• INVESTIGATIONS • INFIDÉLITÉ CONJUGALE • SURVEILLANCE

• FILATURE • TOUTES PRÉVEUES POUR LA COUR

CONFIDENTIEL • DISCRETION ASSURÉE

**387-8757**

# Le Conseil scolaire: établissement d'une "carte de la pauvreté"

Le Conseil scolaire de l'île de Montréal a décidé hier soir d'établir "une carte de la pauvreté" qui, à partir des données socio-économique du recensement fédéral de 1971, permettra d'identifier, dans toutes les commissions scolaires de l'île, les écoles de milieux défavorisés.

L'étude que doit entreprendre immédiatement le directeur général du Conseil dotera l'organisme métropolitain d'un "premier instrument de gestion indispensable à une planification rationnelle de ses actions", précise la résolution présentée par la présidente de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Mme Thérèse Lavoie-Roux.

Le directeur général doit également mettre sur pied les structures de fonctionnement nécessaires à l'action du Conseil en ce qui concerne le rattrapage des milieux défavorisés, notamment en s'assurant la présence du personnel professionnel et administratif dont le Conseil aura besoin.

À la suite d'un rapport sur les milieux défavorisés, ces deux secteurs — les structures de fonctionnement et l'étude des profils socio-économiques des milieux défavorisés — avaient été reconnus comme prioritaires.

Le Conseil a également formé un comité de cinq membres qui s'occupera du problème des milieux défavorisés.

En font partie, Mmes Thérèse Lavoie-Roux (CECM), Lise Sarrazin (CECM) et Jeanne Lanthier (Sainte-Croix), ainsi que MM. Pierre Légraré (CECM), John Gardiner (PSBGM) et Guy Giroux (Verdun).

Un comité du transport scolaire a également été formé. Les représentants du Conseil sont MM. Pierre DesRuisseaux et Michael McDonald (tous deux de la CECM), Roland Plourde (Sainte-Croix), Gérard Latreille (La-Salle) et Jos. L. Hartt (Lakeshore). Des représentants des commissions scolaires et des parents feront partie du comité.

Au cours de cette réunion spéciale, M. Pierre Légraré a présenté une résolution dans laquelle le Conseil prie le gouvernement du Québec "d'adopter, dans les plus délais, une politique bien définie en matière de langue et touchant tous les aspects du problème".

Comme il s'agissait d'une réunion spéciale et que cette question n'était pas inscrite clairement à l'ordre du jour, le président du Conseil, Me Jacques Mongeau, n'a pas permis que cette question soit débattue hier, puis que certains membres du Conseil étaient absents et n'avaient pas été prévenus qu'il y aurait un débat là-dessus. Les membres du Conseil ont appuyé cette décision de Me Mongeau.

Le Conseil s'est donné des objectifs prioritaires pour l'année scolaire en cours, et il a procédé à la nomination de cinq employés supérieurs — ce qui porte leur total à sept.

Le premier ordre d'objectifs prioritaires concerne l'organisation (administrative, matérielle et financière). Le deuxième ordre concerne des projets spéciaux: la restructuration scolaire, le rattrapage des milieux défavorisés et le transport scolaire.

Trois des cinq employés supérieurs du Conseil qui ont été nommés hier viennent de la CECM (comme les deux qui sont déjà en place).

M. Gérard Saint-Onge, 43 ans, directeur du Bureau du perfectionnement de l'enseignement à la CECM, devient conseiller cadre en pédagogie. M. Bernard Trudeau, 40 ans, sous-directeur général délégué aux immeubles et à l'équipement à la CECM, devient conseiller cadre en équipement. M. Michel Bélanger, 32 ans, conseiller en gestion financière à la CECM, devient contrôleur du Conseil.

M. Yves Julien, 27 ans, analyste financier à la Fédération des caisses populaires Desjardins, a été nommé directeur du financement, tandis que M. Guy D'Amour, responsable du bureau des systèmes et procédures de l'Université du Québec à Montréal, a été nommé conseiller cadre en gestion.

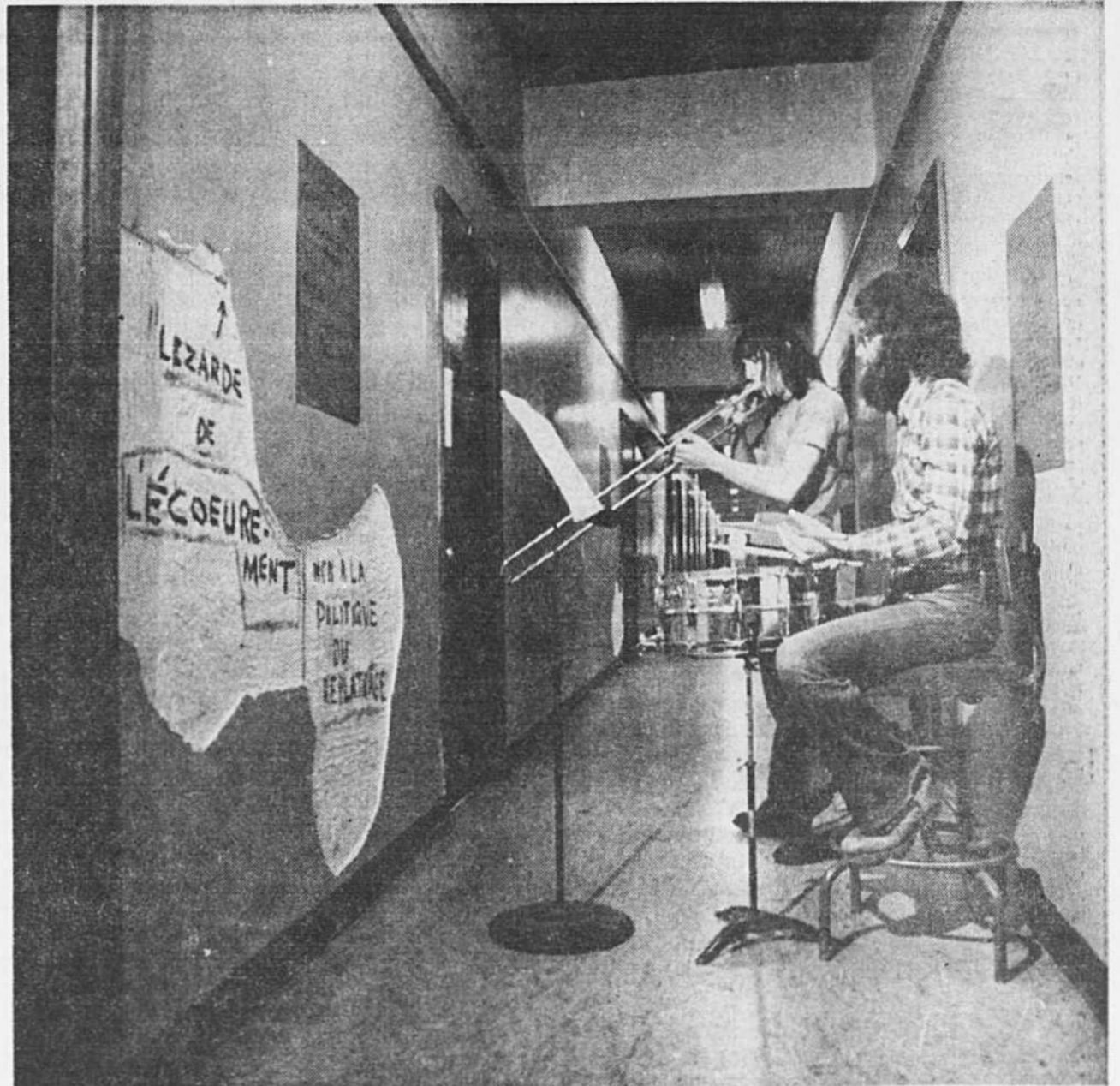


photo Réal St-Jean, LA PRESSE

## Occupation du Conservatoire de Montréal

Dans un geste de solidarité avec leurs confrères du Conservatoire de Hull, qui occupent leurs locaux depuis une semaine, les étudiants du Conservatoire de musique du Québec à Montréal ont boycotté leurs cours, hier.

De plus, les étudiants de Hull, qui protestent contre l'insuffisance des locaux et des professeurs, ont reçu l'appui moral des étudiants du Conservatoire de Chicoutimi.

De leur côté, les étudiants de Montréal ont profité de la circonstance pour faire valoir certains griefs qu'ils accumulent depuis quelque temps déjà.

Leur principale plainte vient du fait que l'ancien Palais de Justice, où ils doivent déménager, ne sera pas prêt à les recevoir avant septembre 1974. Le Conservatoire est présentement situé 1700, rue Berri, et les étudiants estiment que les locaux sont insuffisants et malpropres.

Ils sont 410 étudiants pour partager 36 locaux de répétition dont l'acoustique laisse fortement à désirer. Quant aux murs, partout où le plâtre lézarde, les étudiants ont écrit "Non à la politique du replâtrage".

## Mgr Grégoire exhorte les Québécois à se rendre aux bureaux de scrutin

Dans une déclaration qu'il vient d'émettre sur les élections de lundi, l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, presse les chrétiens et l'ensemble de la population d'aller voter.

C'est, dit-il, "un devoir social très important", en raison du rôle de plus en plus prépondérant de l'Etat moderne dans la vie de chaque citoyen.

"Ce vote doit être éclairé et critique", poursuit Mgr Grégoire. Et pour qu'il le soit, il faut que tout citoyen se fasse "une idée juste et précise des principales tâches auxquelles le Québec est actuellement confronté" et, de même, qu'il s'efforce "d'acquiescer une bonne connaissance des divers partis politiques, de leurs programmes et des candidats, afin de pouvoir juger avec justesse quel parti est mieux en mesure d'accomplir efficacement ces tâches".

Selon Mgr Grégoire, nombreux

sont les secteurs de la vie économique, sociale et politique qui "appellent des mesures énergiques". Par exemple: l'habitation, la famille, les disparités en "matière de revenu, d'éducation, de loisirs, de travail, d'équipement collectif", les conditions de travail ("Il faut procéder à une organisation du travail et des activités de l'homme en fonction non pas des seuls impératifs de la production, mais du développement de l'homme."), l'endettement et la pauvreté ("Il faut adopter des mesures qui s'attaquent concrètement et résolument à ces maux. L'endettement atteint des proportions qui menacent non seulement la sécurité financière et sociale des individus et des familles mais même leur santé psychologique et morale. La pauvreté grandit dans de larges tranches de la population."), et enfin les mœurs politiques. ("Il faut que toutes les décisions administratives et politi-

ques soient prises en fonction des besoins réels de la population et non en fonction d'intérêts partisans obscurs.")

Mgr Grégoire énumère en conclusion quelques critères d'inspiration évangélique susceptibles d'éclairer les chrétiens dans ce domaine:

- "une solidarité réelle et active avec les petits et les pauvres";
- "l'intolérance devant le mal sous toutes ses formes" sans céder pour autant à la tentation du simplisme et du fanatisme;
- "le respect absolu de la vie et de la personne";
- "la collaboration lucide et franche avec les hommes de bonne volonté";
- "la confiance dans l'avenir et la certitude qu'il est possible de construire un monde meilleur";
- "une volonté ferme et inébranlable de justice et de paix, d'amour et de liberté".

## Le 29: tous les corps policiers du Québec seront sur un pied d'alerte

par Michel AUGER

Près de 12,000 policiers seront sur un pied d'alerte lundi à l'occasion de l'élection provinciale.

Dans l'île de Montréal seulement, près de 2,000 policiers seront assignés à la surveillance des bureaux de vote, et des comités électoraux de différents partis politiques en lice, et ce, en plus des effectifs réguliers.

La police de la Communauté urbaine, bien qu'elle n'appréhende aucun trouble, a assigné à la surveillance spéciale tous les policiers et les véhicules dont elle dispose.

Des policiers en uniforme seront placés dans la plupart des bureaux de vote, tandis que des patrouilles supplémentaires feront la navette

entre tous les points où pourront survenir des actes illégaux.

Un centre de contrôle des opérations, muni de tous les dispositifs modernes de communications a été établi au quartier-général de la rue Bonsecours.

De ce centre de contrôle, le directeur adjoint André Guay de la police de la CUM, le responsable de l'opération-élection, pourra se tenir au courant de la situation dans l'île et déplacer son personnel en conséquence.

Outre les patrouilles régulières et supplémentaires, de nombreux policiers, dont les détectives de la Sûreté, seront gardés en disponibilité dans chacun des 35 postes de la police de la CUM.

À Laval, le directeur Léo Lequin a fait savoir que la grande majorité de

son personnel sera en devoir pour la journée.

Dans le reste de la province, la Sûreté du Québec a annulé les congés de ses agents. Tous les véhicules en état de marche seront utilisés pour la surveillance des bureaux de vote. La SQ dispose elle aussi d'un centre d'opération à son quartier-général de la rue Parthenais.

En plus des agents en uniforme, des enquêteurs de la SQ travailleront en civil pour parer à toute éventualité.

La campagne électorale ayant été très calme jusqu'ici, la SQ ne prévoit aucun trouble. "Néanmoins, a dit un porte-parole de la Sûreté du Québec, nous nous préparons comme si des incidents allaient se produire et nous serons assurés ainsi d'avoir le contrôle de la situation."

## Les îlots de Longueuil disparaîtront

par Mariane FAVREAU

Les îlots mystérieux en face de Longueuil sont appelés à disparaître et leur émergence s'explique par des motifs tout à fait naturels!

Voilà qui contentera ceux qui cherchaient une explication à la naissance de ces îles.

Il y avait, comme nous l'avons expliqué hier, un trou à combler dans le fleuve. Trou que l'on comble actuellement avec la terre extraite du parc olympique.

Mais pour se rendre là, les chalands

partant de l'entrepôt 46, à Montréal, devaient se frayer un chemin en eau insuffisamment profonde.

On a donc creusé une sorte de chenal et la terre ainsi extraite a été déposée de part et d'autre de cette voie. À mesure que le niveau de l'eau baissait au cours de l'été, les îlots se sont élevés, les rendant plus visibles.

Selon les responsables des travaux au parc olympique, ces collines sont appelées à disparaître: on les déversera à leur tour dans le "trou" sous-marin que l'on est à combler.

Pourquoi n'a-t-on pas déboulé cette terre au fond de l'eau avant de commencer à y déverser la terre des olympiques, peut-on se demander?

Un ingénieur de la division olympique estime qu'on n'avait peut-être pas

suffisamment de barges pour le faire à ce moment-là. Un autre, à Longueuil, croit que ces îlots peuvent servir à guider les remorqueurs dans le chenal.

## Cartonnerie de Cabano: une décision sera prise

— Saulnier

CABANO (PC) — "Je suis maintenant en mesure de faire état, entre autres, du bien-fondé d'une décision éventuelle de construire une cartonnerie à Cabano".

C'est ce qu'a déclaré le président de la Société de développement industriel (SDI) et négociateur extraordinaire du gouvernement dans ce projet, M. Lucien Saulnier, à la suite des négociations qui viennent de se dérouler à Bruxelles et Copenhague, au Danemark.

Joint au téléphone à Copenhague par un journaliste du quotidien Le Soleil, M. Saulnier a déclaré qu'il avait maintenant en mains tous les éléments qu'il fallait pour présenter un deuxième rapport au ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre.

Il s'est toutefois refusé à tout commentaire en ce qui concerne le résultat des négociations portant sur la commercialisation de la production de la future cartonnerie.

M. Saulnier a également confirmé que le maire de Cabano, M. Guy Michaud, avait assisté aux pourparlers.

**RES**  
ou de  
**forte taille?**  
MONSIEUR,  
LA MODE AUTOMNE '73  
EST ARRIVÉE, VENEZ NOUS VOIR  
2567 EST, RUE ONTARIO  
MONTREAL 134, P.Q.  
527-3601  
**Bovet**

**LE VÊTEMENT FAIT À LA MAIN,**  
c'est notre affaire, nous le connaissons.  
**STRICTEMENT SUR MESURE**  
POUR HOMMES POUR DAMES  
Complets, paletots, etc. haute couture à qualité égale, nos prix seront toujours les meilleurs.  
**JOLY TAILLEURS INC.**  
Spécialiste depuis 30 ans dans le vêtement sur mesure  
251 est, SAINTE-CATHERINE  
**845-1171**  
Stationnement gratuit à l'arrière du magasin. Nous honorons la carte ChargeX.

**SYSTÈME D'ALARME**  
POUR AVOIR UNE PROTECTION SUPÉRIEURE, VOYEZ TOUJOURS DES SPÉCIALISTES COMMERCIAL ET PRIVÉ  
**télétronics**  
INC. 1948 CORPORATION  
4888 ouest, rue Sherbrooke  
**488-9577**

**INVITATION**  
à réciter  
**LE CHAPELET À LA RADIO**  
à CFMB-AM (1410 au cadran)  
à 8 h 45 du soir - tous les jours de la semaine.  
Confions notre bonheur temporel et éternel à la Mère de Dieu.  
LE COÛT DE CETTE ANNONCE A ÉTÉ DÉFRAYÉ PAR UN GROUPE DE LAÏCS.

**L'HOMME ET SA MAISON CONSEIL DE LA SEMAINE**  
**SUGGESTION 30**  
Utilisez un humidificateur. Vous n'aurez pas besoin d'autant de chaleur pour être confortable si l'air est bien humidifié.  
**COURTOISIE DE S. ALBERT**  
CH. LÉVESQUE LTD.  
2511, RUE SAINT-JACQUES  
**appeler 273-6361**  
Daniel J. Albert Norman Spector  
L'HOMME ET SA MAISON — maintenant disponible dans un livre de 320 pages.

**L'ÉVANGÉLISTE NAASSON B. PROSPER**  
poursuit ses CONFÉRENCES d'ORIENTATION à Montréal  
Samedi 27 octobre à 3h p.m.  
La suprême manifestation de Dieu entre hommes  
Dimanche 7.30 p.m.  
Jesus Christ est-il Dieu ou homme?  
Auditorium de l'école Pierre-Dupuis  
2000, rue Parthenais  
8 rues à l'est de la station Metro Papineau  
Autobus 10 et 127  
Stationnement sur Ontario.  
**ENTRÉE LIBRE**

**la presse**

PAUL DESMARAIS  
président du conseil d'administration

ROGER LEMELIN  
président et éditeur

ROCH DESJARDINS  
vice-président

JEAN SISTO  
éditeur adjoint

YVON DUBOIS  
directeur de l'information

VINCENT PRINCE  
éditorialiste en chef

**Le vote de lundi**

Au terme d'une campagne électorale très courte, les Québécois poseront lundi, en votant, un geste lourd de conséquences pour le Québec et le Canada.

Nous devons faire un choix entre deux options fondamentales. D'une part, trois partis, dont le parti libéral qui réclame un renouvellement de mandat, nous proposent l'option d'un fédéralisme canadien plus financièrement rentable et coiffé d'une plus grande souveraineté culturelle pour le Québec.

Les partis fédéralistes sont armés d'une recette éprouvée. Par ce système, qui depuis plus de cent ans a survécu contre vents et marées, nous sommes partie du grand tout économique canadien et américain (nous jouissons des conditions de vie matérielle des peuples les plus riches du monde) et nous profitons des multiples avantages dont peut s'enorgueillir un pays respecté chez toutes les nations du globe. De plus, le Québec possède, au sein du Canada, une force de négociation considérable, qui oblige de plus en plus les autres provinces à tenir compte de ses priorités. Jusqu'à présent, pour la majorité des Canadiens français, l'option fédéraliste a été celle de la grande prudence. L'autre option est celle du Parti québécois, qui prône en gros la séparation.

Le rêve d'un Québec souverain a depuis longtemps hanté un grand nombre de Québécois. Mais, depuis quelques années, ce rêve s'est matérialisé en espérance avec la naissance du Parti québécois. La Révolution tranquille de 1960 a largement contribué à donner aux Canadiens français une conscience beaucoup plus aiguë de leur personnalité comme peuple. Les problèmes de la langue à Montréal particulièrement, où une longue tradition de frustrations devant les privilèges et le comportement de la minorité anglo-saxonne ont profondément marqué les esprits, ont largement contribué à grossir les rangs des péquistes.

Fondamentalement, les péquistes ne croient pas que la survie et l'épanouissement du peuple québécois puissent s'accomplir au sein du fédéralisme. L'appartenance à un pays abstrait, sans profonde passion nationale, ne leur suffit pas. Ils s'impatientent, ils en ont assez de cette survie qui leur semble anémique, ils en ont assez de l'épanouissement de la personnalité québécoise par les dédales, les cheminements tortueux que nous imposent depuis un siècle les compromis toujours recommencés.

Les conséquences pratiques de leur option politique sont pour eux secondaires à une priorité absolue: la libération de l'homme québécois par l'indépendance politique.

Assez curieusement, pour un grand nombre que ces considérations n'intéressent pas, le PQ est apparu comme une panacée universelle capable de régler tous les problèmes, que ce soit celui du taxi à Montréal ou les difficultés économiques des régions défavorisées. Il a polarisé de plus des frustrations de

tous ordres, qui n'ont rien à voir avec cette option politique.

Pendant toute la campagne électorale, nous avons assisté à un dialogue de sourds entre les tenants du langage du compromis fédéraliste et les tenants de la foi péquiste. Souvent nous avons cru assister à un conflit de générations. Autant les fédéralistes ont failli à la tâche d'exalter les grandeurs possibles du Canadien français au sein du Canada, autant les péquistes ont failli à leur mission de prouver que l'homme québécois ne pouvait s'épanouir que dans un Québec souverain.

Les débats se sont enlisés au niveau de la mathématique des budgets. Le fond de la question a été escamoté au profit d'exercices d'arithmétique. Rien n'est éclairci, sauf que le client électoral, peu loquace, a continué de se poser certaines questions, auxquelles le PQ, qui part défavorisé, n'ayant aucun bilan d'expériences à déposer, a plutôt répondu par des professions de foi. Point n'est besoin d'être grand clerc, ni économiste, pour prévoir qu'une monnaie québécoise nous causerait de sérieux ennuis, dont les complications d'ordre juridique ne seraient pas les moindres. En cas de séparation, il y aurait certainement fuite de capitaux, mais à quel degré, et pour combien de temps? Quelle serait l'ampleur des bouleversements sociaux, facilement prévisibles? Un Québec séparé forcerait pour combien de temps le Québécois jusqu'à présent fort bien nourri à se serrer la ceinture? Que deviendra le PQ si René Lévesque n'y est plus? Etc., etc.

Pour calmer les inquiétudes de l'électeur sur ces points majeurs, les dirigeants du PQ, depuis quelque temps, adoucissent le radicalisme de leurs positions. On parle moins de séparation que de souveraineté-association.

L'option PQ continue donc de comporter aux yeux de la population de si grands éléments de risque que les sondages indiquent une réélection de l'équipe libérale, et qu'une forte proportion de Québécois se disent satisfaits de la façon dont M. Bourassa et son équipe ont gouverné le Québec au cours de la crise la plus grave de son histoire, et de leur administration de nos affaires.

Il reste à souhaiter que, lundi prochain, chaque électeur raisonne froidement les conséquences de son choix, laisse de côté toute passion, tout romantisme, pour ne penser qu'au bien commun général, qui peut parfois être bien différent des intérêts particuliers des classes de gens qui, par leur statut ou leurs fonctions, ne courent aucun risque, quelle que soit l'issue de l'élection.

L'enjeu du vote de lundi est le plus grave de notre histoire. Il est souhaitable que le Québec n'en sorte pas profondément divisé, et que ne se perde pas cet idéal d'un Québec français plus grand et plus fort dont tous se sont réclamés.

Roger LEMELIN,  
Editeur et président.

**ce que pense LE LECTEUR**

**Gare aux diplomates**

Il me semble que les sept années grasses (beaucoup de nourriture, beaucoup d'huile, beaucoup de tout) tirent à leur fin, même pour nous au Canada, et nous entrons dans une période de sept années maigres.

Il y a des millénaires, en Égypte le pharaon eut la chance d'avoir Joseph pour le prévenir de ce qui s'en venait. Nous avons présentement besoin d'un Joseph, mais je doute que nous le trouvions dans le Parti québécois. Selon une dépêche récente, M. Parizeau a dit que nous n'avons pas besoin d'un super-port (sur le Saint-Lau-

rent) attendu que nous aurons un pipeline qui nous apportera le pétrole de l'Ouest. Mais si Québec se sépare, qui donc dans le reste du Canada va s'empresser de nous approvisionner en huile?

Peut-être qu'Ottawa (ou l'Alberta) va se doter d'une "diplomatie de l'huile" analogue à celle en honneur présentement dans certains pays du Proche-Orient. Affaire de nous rendre les choses doublement embarrassantes, peut-être que les provinces de l'Ouest vont-elles aussi adopter une petite "diplomatie du blé", une petite "diplomatie de la fève soya" ou une petite "diplomatie de la viande de boeuf". Si ces produits ne venaient pas au Québec, que mangerions-nous? Je ne me préoccupe guère de la langue dans laquelle les mots sortent de ma bouche. Mais je m'inquiète beaucoup des denrées qui y entrent...

Un journal anglophone nous parlait de rationnement l'autre jour. Certains d'entre nous avons déjà expérimenté la chose durant la dernière guerre mondiale, aussi, avons-nous l'impression de revoir un vieux film à la TV, et encore s'agit-il d'un très mauvais film. (Je lis les journaux anglais et américains, car si je me contentais de la diète des journaux locaux, j'aurais des carences de vitamines mentales!)

Mon conseil: se féliciter de faire partie d'un grand pays qui contient des tas de choses précieuses (le Japon paye les yeux de la tête pour la fève soya, etc.) et espérer que cet état de chose se maintienne.

Mme M. BROWER,  
Montréal.

**Billet**

**Dollard des Ormeaux (version 1973)**

Tout bon Québécois a sa petite idée sur l'incident du Long-Sault, lequel possède un côté à la fois fort et pieux (les deux sont étroitement unis, soit dit en passant). Par un hasard bien volontaire, nos seize braves ont des noms pour le moins très connus et se permettent de faire des suggestions à leur chef.

**Trudeau:** "Quand on est minoritaire, il faut faire face à la musique: pense aux gars de la gamme!"

**Bourassa:** "Moi, je consolide les brèches du fort. L'adversaire détruit, je construis. D'ailleurs l'abbé James était prêt à venir mais il fallait la permission de l'évêque... aussi bien Loubier!"

**Pepin:** "On a beau faire front commun, 400 contre 16: trop, c'est

trop! A moins qu'on se batte sur la grève..."

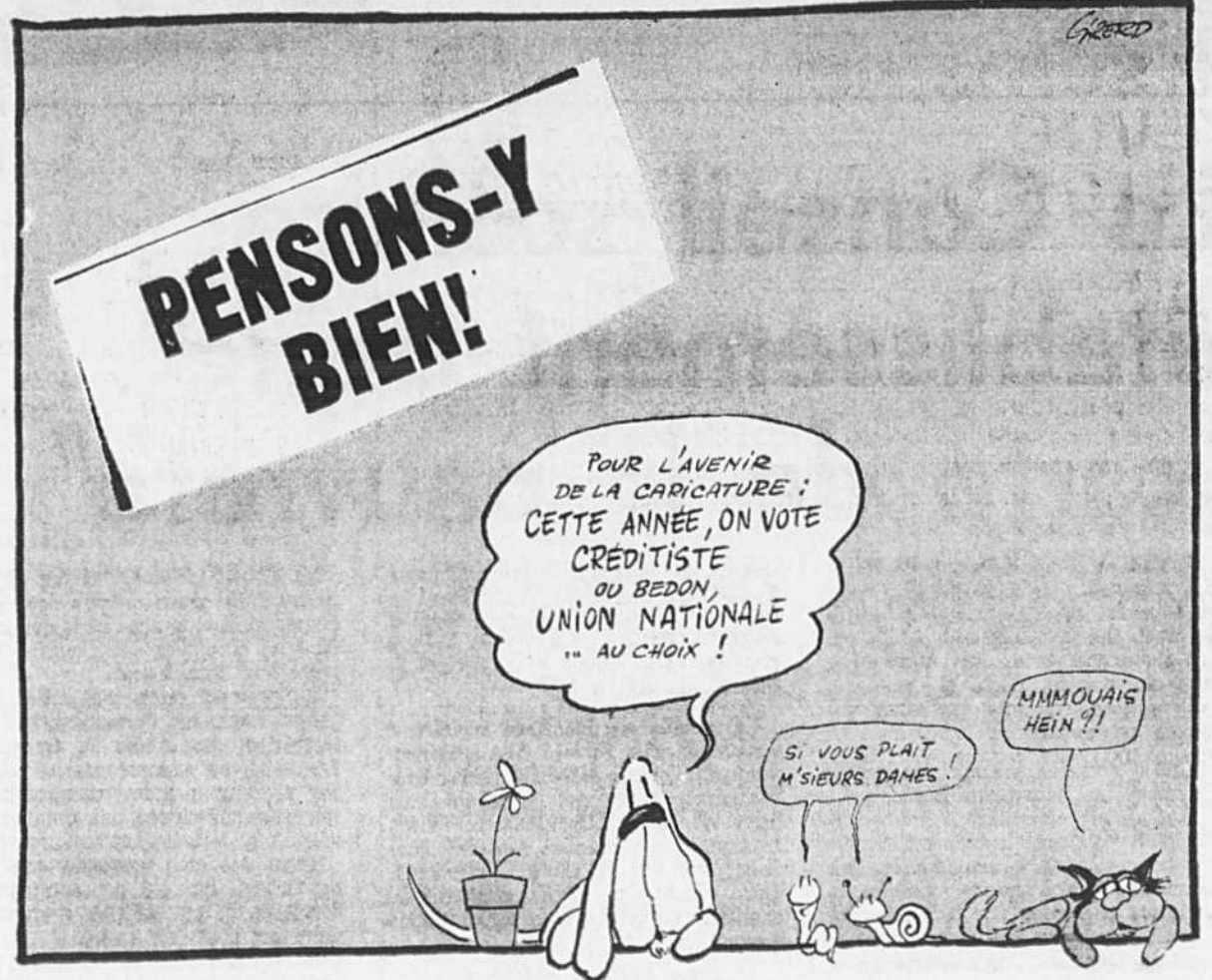
**Drapeau:** "Lance-leur un défi dans une course de canots: on verra bien si leur 'vaisseau dort'..."

**Dupuis:** "Si chaque Indien se change en arbre, on n'est pas sorti du Bois. Au fait, si l'on perdait, pourriez-vous m'indiquer où sont les toilettes?"

**Loubier:** "Moi, j'suis toujours là pour défendre les causes désespérées; le fort, on pourra toujours Paul Sauvé!"

**Lévesque:** "Non, mais même si nous étions appelés à perdre, je suggère qu'on combatte jusqu'au bout. Au moins, ce sera une baisse propre."

Renault Gaudet  
(collaboration spéciale)



Tous droits réservés

**Le sens des mots**

Mise à part la dernière querelle des chiffres sur la rentabilité du Québec, la campagne électorale qui se termine fut plutôt terne. Bien peu de déclarations des chefs de partis ou de leurs candidats ont soulevé les problèmes de fond où l'intelligence aurait pu être satisfaite; bien peu d'argumentations rationnelles, solides et rigoureuses; bien peu d'échanges constructifs ou des idéologies variées se seraient fait face et d'où la lumière aurait jailli avec plus de force. Quelques interviews à la télévision nous ont valu de bons moments. Mais ce que la radio et les journaux nous ont rapporté des assemblées régionales n'a rien de réjouissant.

Pour capter l'attention des électeurs et camoufler la vacuité de leur raisonnement, plusieurs candidats n'ont su trouver de meilleurs instruments que l'injure, l'accusation basse, le mépris et la violence verbale.

Cette violence verbale s'installe de plus en plus dans le

langage courant des hommes politiques. Ainsi, l'adversaire est un "ennemi", ce qu'il dit n'est que "mensonge", et ce qu'il cache, "fourberie" ou "hypocrisie". En fait, il semble n'y avoir qu'une règle: celle de l'excès. Et c'est un excès de haine. Les "honnêtes travailleurs d'église" d'autrefois, avec leurs bâtons et leurs menaces de bagarres, ont disparu pour laisser la place à l'insulte et au mépris. La violence se fait plus raffinée et plus pernicieuse.

Si ce style est à la mode, c'est qu'il doit avoir une certaine force d'appât. On sait que les gens de chez nous deviennent facilement de bons spectateurs de la violence: la violence se fait plus raffinée et plus pernicieuse. Si ce style est à la mode, c'est qu'il doit avoir une certaine force d'appât. On sait que les gens de chez nous deviennent facilement de bons spectateurs de la violence: la violence se fait plus raffinée et plus pernicieuse.

En politique aussi, le sang coule, car la haine fait partie des débats. Même si le catalo-

gue des épithètes haineuses s'insère dans un style oratoire qu'on ne prend pas trop au sérieux, il laisse un goût amer. Chacun des chefs a beau prétendre ne pas s'attaquer à la personne de ses adversaires, il ne peut s'empêcher de leur servir des paroles méchantes ou méprisantes. Serait-il vrai que, pour défendre des opinions différentes, il faille si peu se respecter mutuellement?

Pour l'électeur, le spectacle est désolant. Car il se dit, l'électeur, que l'homme politique qui ne respecte pas les autres hommes n'a pas le droit de les représenter. La haine et l'injure ne font pas partie des valeurs fondamentales de la démocratie. Et celui qui se laisse convaincre par des arguments méprisants se méprise lui-même.

Où bien les mots se sont vidés de leur sens et ne signifient plus rien; ou bien les hommes perdent, en campagne électorale tout au moins, le respect d'eux-mêmes.

Jean-Guy DUBUC

**BILLET**

**Un appel nominal inoubliable**

Les vieux organisateurs politiques gardent tous en mémoire le souvenir de quelques tambeuses "assemblées contradictoires", ces ralliements électoraux qui, autrefois, à l'occasion de l'appel nominal, groupaient autour des candidats "rouge" et "bleu" des foules nerveuses, irritables, passionnées, prêtes à passer aux coups à la moindre incitation.

De l'avis de plusieurs témoins, l'une des dernières — et des plus mémorables — de ces assemblées a eu lieu à Saint-Raphaël-de-Bellechasse lors des élections fédérales de 1949, il y a donc presque un quart de siècle. Elle ne provoqua pas de bagarre, heureusement, mais se déroula dans un climat survolté, devant plusieurs milliers de personnes qui eurent littéralement (et pour pas cher, devrait-on ajouter) le plus extraordinaire "show" de leur vie.

Cela requiert quelques explications.

Précisons tout d'abord que pendant tout leur temps de parole — plus de deux heures au total — le candidat libéral, Me Louis-Philippe Picard, député sortant, ni son adversaire conservateur, un avocat-professeur de Québec parachuté par l'Union nationale (on était au temps de l'axe Drew-Duplessis) ne parlèrent vraiment de politique. Ils s'occupèrent plutôt de leur propre personne, ou plutôt de celle de leur adversaire, qu'ils s'appliquèrent, devant la foule captive, à peindre sous les dehors les plus noirs en usant de paraphrases, de formules indirectes, le tout enveloppé souvent de citations de la Bible!

Pour le candidat conservateur, à la voix un peu aigre mais excellent orateur, il s'agissait de montrer le député fédéral sous les traits d'une espèce d'homme à femmes, de coureur de jupons presque obsédé sexuel qui pouvait constituer pour la vertu des femmes du comté la plus grave des menaces.

En réalité, le porte-parole du parti libéral dans Bellechasse était tout le contraire d'un efféminé. Petit de taille et fort laid, il possédait pourtant un charme dont il savait fort bien user auprès de ces dames. Depuis quelques mois, d'ailleurs, il avait une liaison avec une belle femme de Québec et ne se gênait pas pour s'afficher avec elle dans sa circonscription, malgré les froissements de sourcils que leur passage suscitait ici et là.

Quant au représentant du parti conservateur, il était d'un type bien différent. Demeuré célibataire

après la quarantaine, on ne lui connaissait pas de lien ni de fréquentation avec une personne du sexe opposé, ce qui, surtout en ce temps-là, n'était pas de nature à disposer favorablement les gens à son endroit. Du point de vue sexuel, son statut était vague, donc trouble.

Comme bien on pense, parmi la foule qui se pressait au centre du village, autour de l'église et du presbytère, parmi cette foule qui avait afflué d'un peu partout, même de Québec, à plus de 75 milles de là, rares étaient les personnes qui ignoraient ces détails. Elles s'attendaient même à ce que le jeune orateur se déroulant sur ce plan, car le député libéral, en apprenant l'identité de son adversaire, avait eu soin de faire courir toutes sortes de bruits sur son énigmatique personnalité.

La foule avide de mots, de formules et d'allusions crostillantes à la vie privée des orateurs ne fut pas déçue. Ouvrant ce drôle de débat, le candidat conservateur ne perdit pas grand temps à parler de politique. Il entra tout de go sur le terrain strictement personnel de son adversaire. A mots plus ou moins couverts, utilisant tel qu'indiqué plus haut force citations et extraits de la Bible sur les malheurs réservés à l'adultère, il mit les habitants de Bellechasse en garde contre un député qui ne se ferait pas faute de venir leur dérober leurs femmes sous leur nez, dans leur propre maison!

Le défenseur de la vertu des femmes de Bellechasse obtint un certain succès d'estime, bien inférieur pourtant à celui qu'il avait escompté. Malgré tout, des applaudissements assez nourris assortis de timides "bravos" saluèrent sa péroraison. Fait étrange, installés contortablement sur la "galerie" du presbytère, le curé de la paroisse entouré de plusieurs collègues des paroisses avoisinantes et d'une grappe de vicaires, ne donnèrent à peu près aucun signe d'approbation, voire même de satisfaction. Ils attendaient la réplique de "l'homme à femmes" qu'ils connaissaient bien et estimaient, d'ailleurs.

Elle ne tarda pas à venir, cinglante: "Oui, je ne m'en cache pas, j'aime les femmes!" déclara Me Picard après une brève incursion dans les sentiers de la politique locale et nationale. Pourquoi m'en cacherais-je? N'est-ce pas ce qu'il y a de plus normal? Oui, Messieurs les habitants de Bellechasse, j'aime vos femmes, je les trouve

belles, aguichantes, mais je me garderais bien, comme mon adversaire le laisse entendre bien méchamment, d'avoir envers elles le moindre geste déplacé.

"Oui, j'aime les femmes, poursuivit-il, mais je suis loin d'être, comme l'insinue mon adversaire, un obsédé sexuel."

"Je ne saurais en dire autant à son sujet, nota-t-il avec un air entendu, en faisant appel, lui aussi, à tout un florilège de citations bibliques où l'on décrit les malédictions qui fondent sur les habitants de Sodome et de Gomorre. Messieurs les habitants du beau comté de Bellechasse, est-il besoin de vous fournir des garanties sur mon comportement à l'égard de vos épouses? Vous savez bien que de ma part, un petit baise-main par ici, un petit bec par là sur leurs jolies joues ne saurait leur faire de mal, bien au contraire!"

Mais je vous le dis, Messieurs les citoyens de Bellechasse, si vos femmes et vos filles ne sont aucunement en danger, il n'en est pas ainsi, pères de famille, de vos petits garçons! Je ne saurais vous inciter à trop de surveillance et de précautions lorsque mon adversaire sera dans les environs!" Cette dernière remarque se perdit sous un véritable tonnerre d'applaudissements. On nota aussi que l'approbation la plus bruyante venait de la "galerie" du presbytère...

Est-il besoin de préciser que "l'homme à femmes" écrasa le quasi énuqué aux urnes, le jour du scrutin? Car il avait de son côté à peu près tout le monde: les hommes, les femmes, même les curés et les vicaires. Quant au candidat malheureux, il s'attira peut-être la sympathie de quelques garçons, mais ils étaient trop jeunes pour voter!

C. F.

**la presse**

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E. 7, rue St-Jacques, Montréal. Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Copier de la deuxième classe». Enregistrement numéro 1400. Port de retour garanti.

TÉLÉPHONIQUE (pour tous les services) 874-7272  
 REDACTION 874-7070  
 PUBLICITE 874-7306  
 PETITES ANNONCES 874-7111  
 LIVRAISON À DOMICILE 874-6911

pleins feux sur l'actualité

la semaine revue et résumée

PAR RÉGINALD SPINHAYER



**A** PRES dix-huit jours de combats dont le coût total est sommairement estimé à vingt mille vies humaines et six milliards de dollars en équipement militaire, le quatrième conflit israélo-arabe s'est arrêté cette semaine par la conclusion d'un cessez-le-feu imposé par les grandes puissances et alors que les armées d'Israël, bien que durement éprouvées cette fois, paraissent promises à une autre victoire majeure sur leurs adversaires égyptiens et syriens, lesquels avaient pris l'offensive afin de récupérer leurs territoires perdus durant la guerre de 1967.

Au lieu de cela, après six années de préparatifs et en dépit de l'avantage du nombre et de l'effet de surprise, les protagonistes arabes ont abandonné encore davantage de leur sol aux Israéliens et ceux-ci ont de plus en plus encerclé une armée égyptienne estimée à 20,000 hommes et 200 chars dans le désert du Sinaï, où ce contingent s'était avancé durant les premiers jours des hostilités.

La détente E.-U.-URSS a résisté à la crise

L'issue du moins temporaire de ce nouvel épisode sanglant au Proche-Orient, où les problèmes restent entiers, y compris celui des réfugiés palestiniens (Arabes revendiquant la terre d'Israël), n'est pas intervenue sans heurts pour la détente diplomatique entre l'URSS et les Etats-Unis, où le président Nixon a momentanément ordonné dans la nuit de jeudi une alerte à peu près générale pour la machine de guerre américaine, y compris les forces de frappe nucléaire, en apprenant que Moscou se disposait à expédier des troupes soviétiques "pour superviser le cessez-le-feu, comme l'Egypte le demandait".

Mais le souci de maintenir la paix et le commerce entre les deux super-puissances paraît avoir prévalu, les Nations unies ont dépêché des observateurs plus neutres, seuls "quelques" Soviétiques sont allés sur place, et l'on semble avoir déposé le gros bâton à la Maison-Blanche.

Problèmes pétroliers aux E.-U. et au Canada

Si les canons se sont tus au Proche-Orient, rien n'a toutefois indiqué jusqu'à aujourd'hui que les pays arabes exportateurs de pétrole allaient revenir sur les mesures punitives décidées pour leurs clients dont les gouvernements assistent celui d'Israël, dont évidemment les Etats-Unis, où la menace de disette de produits pétroliers s'est aggravée d'autant.

Le désagrément américain a eu des repercussions au Canada, où un député néo-démocrate a déclaré à Ottawa que deux grandes compagnies pétrolières américaines installées au Canada avaient détourné six chargements de bateaux-citernes au profit des E.-U. Il s'agissait de pétrole provenant du Proche-Orient et le ministre canadien des Affaires étrangères s'est aussi inquiété d'une autre livraison que l'Arabie saoudite aurait empêché de se rendre au Canada, où le Québec et les provinces maritimes consomment de l'"or noir" importé.

... mais pas pour tout le monde! \$!\$!

Mais pendant que le commun des contribuables nord-américains fait la grimace en voyant fondre la valeur de son chèque de paie devant l'inflation, entre autres en achetant de l'essence pour son automobile ou de l'huile à chauffage, cette dernière ayant augmenté de cinquante pour cent depuis 1971 au Québec, divers géants de l'industrie pétrolière des Etats-Unis viennent de publier des bilans fort encourageants pour leurs conseils d'administration et leurs actionnaires.

C'est ainsi que Gulf, Esso, Mobil et Shell ont notamment annoncé des hausses de profits atteignant respectivement 91 p.c., 80 p.c., 64 p.c. et 23 p.c. pour l'exercice du 3ème trimestre de 1973, comparativement à la période correspondante en 1972.

Autres orages sur la Maison-Blanche

Toujours aux Etats-Unis, un porte-parole de la Maison-Blanche a sèchement rejeté des suggestions voulant que le président Richard Nixon ait délibérément grossi l'impact de la guerre du Proche-Orient sur son pays afin de détourner l'attention publique des développements les plus récents et tonitruants du scandale électoral du Watergate.

M. Nixon a en effet soudainement congédié l'enquêteur spécialement désigné par son Cabinet pour tirer l'affaire au clair, ce qui a successivement provoqué la démission du ministre de la Justice, un tollé national d'indignation et l'entrepris d'une procédure constitutionnelle en règle pour obtenir la destitution du président. Devant la violence de cette réaction en chaîne, M. Nixon a subitement dit qu'il se rendrait à l'une des plus pressantes demandes de l'enquêteur congédié, c'est-à-dire de produire en preuve des enregistrements de conversations susceptibles de le compromettre.

Le Québec vote lundi

C'est dans deux jours que la population québécoise doit se rendre aux urnes pour élire son prochain gouvernement provincial et le plus récent sondage scientifique de l'opinion publique, pour ceux qui y croient, n'a forcément pas été encourageant pour toutes les formations politiques en lice.

Il prévoyait notamment 35,2 p.c. des votes pour le parti Libéral du gouvernement sortant, 21,1 p.c. pour le parti Québécois, 9,8 p.c. pour le parti Créditiste et seulement 4 p.c. pour l'Union nationale, tandis que 11,3 p. c. des personnes consultées disaient être encore indécises et que 14 p.c. d'autres refusaient de répondre aux enquêteurs de l'institut responsable du sondage.

Joute comptable entre péquistes et libéraux

La courte et relativement paisible campagne électorale a connu son débat le plus animé, cette semaine, alors que le Parti Québécois a dit prouver la rentabilité de l'indépendance en produisant un rapport provincial officiel selon lequel, d'une part, le gouvernement fédéral du Canada aurait perçu en taxes québécoises \$2,6 milliards de plus qu'il n'a dépensé dans la province entre les années 1961 et 1971, et selon lequel, d'autre part, le Québec aurait de surcroît exporté annuellement un capital de \$428 millions de plus que la somme des capitaux importés simultanément dans la province de 1947 à 1971.

Les conclusions du parti de M. René Lévesque ont aussitôt donné lieu à une réplique libérale selon laquelle la rentabilité du fédéralisme exprimée en chiffres équivalait à \$110 par tête de Québécois.

La crédibilité de Nixon est désormais ruinée

par Charles DAVID

**LES RISQUES** grandissants d'un affrontement entre les deux Grands au Moyen-Orient n'ont réussi, paradoxalement, qu'à polariser les ressentiments amers, désormais clairement exprimés, de la grande majorité du peuple américain à l'égard du président Nixon.

En dépit de son étonnante volte-face qui, visiblement, n'a eu pour but premier que de tenter de briser la vague de récriminations hostiles qui déferle sur la Maison-Blanche, la crise constitutionnelle, politique, judiciaire et morale provoquée par les péripéties du drame du Watergate ne cesse d'éroder, gravement, en pleine tension internationale, l'autorité du président des Etats-Unis.

Cette brutale perte d'un prestige déjà fortement diminué par les remous du scandale mais surtout par la conduite ambiguë et douteuse du président Nixon risque, en effet, de saper, à l'extérieur, toutes les initiatives de Washington, particulièrement dans la recherche d'un compromis dans le conflit du Moyen-Orient et de compromettre dangereusement, aux yeux du peuple américain, le bien-fondé de ses entreprises. Car, désormais, notamment aux Etats-Unis, toutes les démarches de Richard Nixon éveillent une défiance générale.

Une lente descente aux enfers

C'est ainsi qu'au lendemain de la décision du président Nixon de remettre les bandes magnétiques au juge Sirica, se conformant enfin à la volonté des tribunaux, cette surprenante palinodie, compte tenu de son attitude antérieure et de ses fermes déclarations, loin de servir sa cause, apparaît surtout comme une manoeuvre de dernière minute d'un homme politique profondément retors et madré au moment où la meute d'une opinion publique déchaînée et d'un Congrès outragé s'apprêtait à sonner la curée.

Certes, la capitulation du président Nixon a pu le faire bénéficier, à court terme, d'un bref répit dans cette lente descente aux enfers, mais, en tout état de cause, sa crédibilité en sort complètement ruinée.

Ce climat de méfiance appesantie s'est encore lourdement détérioré lorsqu'en moins de quarante-huit heures, par deux fois, le président Nixon devait d'abord modifier le cadre de son intervention, qui d'allocation télévisée se transformait en conférence de presse, et contre-mander, enfin, son rendez-vous avec la nation américaine, son attention et ses activités étant retenues par le brusque aggravement de la situation au Moyen-Orient.

Politique de l'écran de fumée

Cette valse-hésitation, justifiée, suivant les déclarations de la Maison-Blanche, par l'atmosphère d'une conjoncture internationale précaire allant jusqu'à provoquer la mise en état d'alerte de toutes les forces armées dans le monde entier pour contrecarrer une éventuelle intervention soviétique au Moyen-Orient, suscita de nouveaux rumeurs, les uns plus défavorables que les autres, démontrant par là que le peuple américain ne voulait pas participer, sous le couvert du patriotisme, à un éventuel marché de dupes.

Ainsi, au cours de sa conférence de presse où il tenta de dramatiser les événements du Moyen-Orient et

de rehausser l'importance de l'enjeu, le secrétaire d'Etat Henry Kissinger dut faire face à ce courant d'accusations qui tendent à soupçonner fortement la Maison-Blanche d'avoir voulu faire de l'esbroufe, de détourner, par ces mesures, l'attention du peuple américain des graves problèmes domestiques qui embrassent l'Administration Nixon et de bâtir un écran de fumée avec une conduite égoïste en politique étrangère pour dissimuler les avatars d'une politique intérieure désastreuse.

Des risques démesurés

Car les derniers rebondissements de l'Affaire Watergate, notamment le congédiement du procureur spécial Archibald Cox, et malgré le revirement inattendu du président Nixon, venu trop tard pour effacer l'impression définitive et funeste d'une violation délibérée et permanente de la loi, ont désormais soulevé d'autres questions qui, non seulement, concernent l'authenticité des fameuses bandes magnétiques, mais surtout englobent d'autres aspects de la vie publique et personnelle du président Nixon, donnant ainsi les clefs des véritables motifs du renvoi du procureur.

Il serait étonnant, en effet, que les services techniques de la Maison-Blanche acceptent de prendre les risques, au cas où il existerait,

sur ces bandes, des passages pouvant incriminer le président, de remettre intactes et sans examen spécial ces fameuses bandes. Ce serait faire preuve de naïveté évidente que de croire que le président Nixon, après avoir eu tout le loisir d'écouter à satiété les enregistrements, accepterait de se livrer pieds et poings liés à la vindicte publique sans avoir pris certaines élémentaires précautions.

Triste spectacle d'un président usé

Il n'en reste pas moins vrai que l'action incisive du procureur Cox dans certaines sphères bien spéciales des activités particulières de M. Nixon, concernant sa gestion financière personnelle; ses liens avec le financier Rebozo, un ami intime, dans de curieuses tractations, ses promesses, contre espèces sonnantes et trebuchantes aux industries

latières, les rapports de son Administration avec la compagnie ITT... — la liste n'est certes pas exhaustive — a rendu décisive la volonté du président de se séparer de cet homme qui décidément voulait trop savoir et professait un curieux respect de la vérité et de la loi.

Lors de sa conférence de presse, le secrétaire d'Etat Kissinger devait s'écrier, en le déplorant, que "c'est un symptôme de ce qui se passe aux Etats-Unis qu'on en est arrivé à insinuer que le gouvernement a décrété un état d'alerte parmi ses forces armées pour des raisons purement de politique intérieure". Habituellement les symptômes disparaissent avec l'éradication du mal. Malheureusement ce n'est pas le triste spectacle offert, hier soir, par un homme délabré qui puisse convaincre le peuple américain de la profonde vitalité morale de son président.

L'ONU, toujours privée d'une force permanente

PARIS (AFP) — L'ONU ne dispose pas de forces permanentes pour assurer le maintien de la paix, bien que l'envoi d'une force d'urgence au Proche-Orient soit la cinquième du genre, et que la possibilité de telles opérations soit prévue par le chapitre VII de la charte de l'ONU. Selon ce chapitre, les forces de maintien de la paix sont placées sous le contrôle exclusif du Conseil de sécurité, seul habilité à ordonner une opération, définir son but, sa durée, fixer l'importance et la composition des éléments mis en oeuvre, désigner son commandement et en régler le financement.

litaires et moyens de transport, ainsi qu'aux banques pour solliciter des crédits.

Faute de pouvoir donner des tenues identiques à ces troupes venues de plusieurs continents, l'ONU fit peindre en bleu des casques de l'armée américaine trouvés dans un dépôt de New York. Les "casques bleus" étaient nés.

Des forces d'urgence de l'ONU sont toujours présentes en Corée (en septembre 1973 plusieurs pays ont demandé leur dissolution) et à Chypre, où ces forces doivent rester jusqu'à la fin de l'année.

Par contre, elles ont été retirées du Proche-Orient en mai 1967, à la demande du président Nasser, ce qui fut à l'origine de la guerre de Six Jours, et du Congo, le 30 juin 1964, à la demande du gouvernement de ce pays.

Effectifs et financement

Les effectifs de la force d'intervention ont varié entre 3.000 et 6.000 hommes à Chypre et lors de la première intervention au Proche-Orient, et de 5.000 à 20.000 hommes au Congo, où vingt-sept pays, en majorité africains ou asiatiques, envoyèrent des contingents. Les opérations au Congo, qui furent les plus meurtrières (125 tués, 133 blessés, contre 15 tués au Moyen-Orient), mirent en oeuvre un matériel ultra-moderne, chasseurs J29 suédois, hélicoptères, etc.

Le financement des opérations a toujours constitué un problème épineux et jamais complètement résolu. Le fonds spécial créé pour chaque opération d'urgence est le plus souvent alimenté par des contributions volontaires.

Souvent, des pays membres ont refusé de participer à ce financement, tels les pays communistes et arabes en 1956, ou la France et l'URSS en 1960, d'où un déficit important évalué à \$22,4 millions dans le cas de Chypre.



Richard Nixon, gravissant les marches de l'escalier conduisant à l'annexe de la Maison-Blanche, offre le spectacle d'un homme de plus en plus seul, décrié par l'opinion publique et menacé par le Congrès de destitution.

Les canons se sont tus; la parole est aux diplomates

par Fernand BEAUREGARD

**LA GUERRE** d'octobre au Moyen-Orient vient d'être désamorcée. Elle a duré 17 jours, 11 de plus que celle des "Six jours" de juin 1967.

Sur le terrain, c'est-à-dire dans la région du canal de Suez et dans celle (syrienne) du Golan, les responsables de l'agression, ceux qui avaient pris l'initiative des hostilités, se voient en face d'un bilan plutôt décevant.

Egyptiens et Syriens, en se lançant à l'attaque, après de longues et minutieuses préparations, s'étaient donné pour objectif de refouler les Israéliens hors des territoires occupés militairement depuis 1967. Il n'est pas exagéré de dire qu'ils ont raté leur but.

Sauf (et c'est une piètre consolation) une mince bande de terrain désertique dans le Sinaï où les forces du Caire sont en place (ou plutôt encerclées), les Israéliens, au lendemain du cessez-le-feu imposé par l'ONU, occupent en zone syrienne et en zone égyptienne plus de territoire arabe qu'avant le 6 octobre.

Précisons toutefois que sur le plan psychologique, cette confrontation de 17 jours semble avoir eu pour effet de dissiper certains mythes qui hantaient l'âme des Arabes. On s'est aperçu que même s'ils ont encore vaincu, les Israéliens ne sont pas invincibles. On a pu prouver que les soldats arabes savent se battre face à des adversaires aussi coriaces que le sont les forces de l'Etat juif. Et enfin, sur le plan stratégique, l'état-major israélien a démontré, de l'avis même du haut commandement israélien, qu'il avait appris sa leçon.

Voilà donc des humiliations nées de trois conflits antérieurs enfin vengées.

Maintenant, c'est la grande diplomatie qui intervient. On a laissé les belligérants s'en donner à coeur joie, s'entretenir, avec de gigantesques stocks d'armes et d'équipement gracieusement fournis; on a fait l'épreuve sur le terrain d'armement sophistiqué.

Tant que la "détente" USA-URSS n'était pas véritablement menacée, c'était le feu vert aux combattants.

Mais, la guerre prenait une tournure inquiétante. Israël menaçait à

la fois Le Caire et Damas, et le haut commandement arabe, comme dernière ressource, songeait à annihiler, par une pluie de missiles, les grandes villes israéliennes, Jérusalem, la capitale et Tel-Aviv, la métropole.

Face à une si terrifiante alternative et à une situation qui les aurait contraints d'intervenir "avec des troupes", Américains et Soviétiques ont fait jouer la "superdiplomatie".

Sauvegarder la détente

Nixon, déjà empêtré dans le scandale du Watergate, prend quand même le temps de décrocher son "téléphone rouge" et de confier ses inquiétudes à sa contrepartie soviétique, Léonide Brejnev. Ce dernier, tout aussi préoccupé de la situation explosive qu'ils ont laissée se développer au Moyen-Orient, accepte de très bonne grâce d'intervenir.

Du Kremlin et de la Maison-Blanche, des ordres sont acheminés sans délai vers les Kossyguine (qui se précipite au Caire), les Dobrynine (qui passe de longues heures

chez Kissinger), les Kissinger et adjoints (qui accourent à Moscou et font un crochet sur Tel-Aviv).

La machine diplomatique fonctionne à plein rendement. Dans les couloirs du Palais de verre de Manhattan, c'est un va-et-vient incessant entre délégations pour préparer le grand coup que vient de décréter le tandem USA-URSS. On sait le reste. A l'unanimité (14 voix à 0, la Chine s'abstenant) le cessez-le-feu est voté.

Après quelques violations (normales) que s'imputent mutuellement les deux camps qui, en fait, ne veulent que consolider leurs positions, les canons se taisent.

Prochaine étape: comment assurer l'observance stricte de cette trêve?

Coup de théâtre

C'est là qu'intervient une autre "mise en scène" qui, si elle n'a pas été élaborée entre les deux super-Grands, aura quand même fort bien servi leurs intérêts.

Par la voix du président Sadate, Moscou et Washington se voient invités à envoyer leurs troupes pour faire respecter l'arrêt des combats.

Les Soviétiques font mine de trouver cette suggestion acceptable et, sans le dire, laissent entendre qu'ils répondront par l'affirmative à l'invitation égyptienne. Les Américains, par la voix de leur ambassadeur à l'ONU — et 48 heures plus tard par celle du nouveau secrétaire d'Etat, le grand négociateur Kissinger —, refusent catégoriquement, invoquant, à juste titre, le grave danger de confrontation directe qu'impliquerait la présence côte à côte, au Moyen-Orient, de troupes américaines et soviétiques.

Les dirigeants du Kremlin, sans encore le déclarer officiellement, font savoir qu'en dépit du refus des Etats-Unis, des troupes russes seront dépêchées en Egypte et en Syrie pour assurer le respect intégral du cessez-le-feu.

Alors, éclate la bombe qui, nous assurent les média américains, européens et moyen-orientaux, a fait trembler le monde. Le Pentagone déclenche, à 2 heures du matin mercredi, une mise en alerte de toutes les forces américaines. Le scénario de la crise des missiles à

Cuba vient de se répéter et jusqu'au bout.

L'URSS cède à cette apparente menace d'affrontement direct avec les Etats-Unis: il n'y aura pas de "casques bleus" soviétiques au Moyen-Orient. Une nouvelle "crise" est évitée. La détente est saine et sauve.

Le problème reste

Il reste cependant à régler une autre crise, la même qui perdure depuis 1948 et qui met aux prises Israéliens et Arabes contraints de vivre dans un insupportable état de "ni guerre ni paix".

C'est là que se révélera la véritable valeur de la grande diplomatie dont la tâche apparaît clairement: rapprocher deux camps apparemment irréconciliables; faire admettre au camp arabe que la seule voie de la paix reste ce qu'elle a toujours été: la négociation avec Israël, et faire comprendre aux dirigeants israéliens — les Golda Meir, Moshe Dayan et autres irréductibles — que la négociation n'est pas "inflexibilité" mais "compromis".

# Les partis ont confié leur image au "marketing", leur message aux ondes

Une analyse d'André BELIVEAU

**L**E CITOYEN contemporain, déclarait récemment un sociologue américain à l'émission "The Seventies" du réseau CTV, ne vote plus pour un homme, ni pour un parti, ni même pour un programme: il vote pour une image. L'image que politiciens et partis tentent de donner d'eux-mêmes.

Cette observation, pour excessive qu'elle paraisse à première vue, se vérifie tout de même dans une large mesure depuis le début de la présente campagne électorale. Du moins si on en juge par le comportement des partis en lice. Elle ne se rend sans doute pas compte de l'ensemble de la situation, mais le phénomène auquel elle s'attache semble avoir retenu l'attention de tous les partis.

## Une campagne par les ondes

On ne peut toutefois l'appliquer également à toutes les formations. Ainsi, dans le cas du Parti québécois, l'option fondamentale du parti est, au-delà de toute astuce publicitaire, l'élément-moteur déterminant d'une bonne partie de sa clientèle. Mais même le PQ a pris conscience — et pas seulement ces dernières semaines — de l'importance primordiale de présenter à la population une image digeste. Et il a fait ce qu'il fallait pour y parvenir.

Cette campagne, prévoyait-on déjà il y a un mois, se déroulera surtout sur les ondes des stations de radio et de télévision. On ne s'est pas trompé en cela. Même si certains journaux ont couvert l'opération comme cela ne s'était peut-être jamais fait au Québec, et même si, de ce fait, la discussion de fond sur les options offertes au corps électoral a encore eu lieu, pour une bonne part, dans l'imprimé, c'est très majoritairement la radio et la télévision que les partis ont favorisées pour convoier leur propagande.

Outre la traditionnelle publicité payée, les nombreuses périodes gratuites mise à la disposition des partis par les stations ont été un facteur important. Les partis ont également utilisé à fond les possibilités qu'on leur proposait sous forme d'entrevues ou d'invitations aux émissions à ligne ouverte, qui ont pris, particulièrement depuis deux semaines, un ton éminemment partisan.

## Impressionner au lieu d'informer

Mais cela ne suffisant pas, certains partis, et surtout le Parti libéral, ont tenté de s'immiscer intégralement dans le contenu des émissions d'information en offrant aux stations des cassettes préenregistrées de propagande partisane déguisée en éléments de nouvelles. La plupart des grandes stations ont rejeté ces cassettes, mais d'autres, moins scrupuleuses ou prétendument incapables d'affecter des journalistes à la couverture de la campagne, les ont diffusées. Il a fallu une intervention du Conseil de la radio-télévision canadienne pour mettre un frein au moins relatif à cette pratique.

Quant au contenu de ces messages, et à la charge émotive qu'ils charrient — souvent plus impor-



Robert BOURASSA une foudre de guerre



René LEVESQUE une nouvelle patience



Gabriel LOUBIER tout sur le chef



Yvon DUPUIS sage et non violent

tante que le contenu même —, ils varient naturellement avec les partis et les phases de la campagne. Mais ils ont ceci de commun qu'ils tentent tous non pas de présenter au citoyen — cible une information précise sur la personnalité réelle du candidat ou du parti, mais plutôt de créer chez lui une impression, de lui faire gober une image — l'image la plus "efficace" possible au regard de l'objectif à atteindre. Si cette image coïncide avec la réalité, tant mieux. Sinon... tant pis.

Ainsi, tous les partis se sont présentés comme "partis de gouvernement", alors que deux d'entre eux, au maximum, peuvent raisonnablement entretenir une telle prétention.

L'Union nationale, par exemple, dont certains se demandent si elle survivra à cette élection, a démesurément gonflé le ballon sur ce point. Cette semaine encore, son chef Gabriel Loubier encaissait le plus sérieusement du monde que dans plusieurs régions du Québec, les autres partis venaient se greffer à l'UN dans une sainte coalition contre les méchants et que la prise du pouvoir était toute proche.

## Une image au lieu d'un portrait

Le Parti créditiste a joué le même jeu, en en remettant, comme il en a remis sur d'autres

"fixations" de l'UN: les syndicats, les journalistes, les enseignants, etc.

Sur la question constitutionnelle, qui constitue le véritable enjeu de la campagne, ces deux-là ont adopté, au hasard des auditoires auxquels ils s'adressaient, des positions extrêmement variables, qui contredisaient parfois carrément la ligne exposée dans leurs programmes respectifs. Il était amusant de comparer sur ce point les déclarations des unionistes et des créditistes aux stations françaises ou anglaises — ou, dans le cas de M. Dupuis, à la station américaine WPTZ, qui diffuse du Vermont en direction du sud-ouest du Québec.

Leur propagande électronique, fortement axée, comme celle du Parti libéral, sur la personne des chefs, tendait à conférer à ceux-ci un charisme dont on sait bien qu'il n'a guère de fondement dans la réalité. Le phénomène Dupuis est particulièrement remarquable à cet égard. En dépit de toutes les qualités qu'on veut bien lui reconnaître, on sait, pour peu qu'on s'intéresse à la politique depuis quelques années, que l'homme est foncièrement ambitieux, intolérant, hargneux, et cynique. Tout son passé, politique et radiophonique, et la campagne même qu'il a menée sur le terrain en témoignent. Or, toute sa publicité officielle tentait de le faire passer pour sage, vertueux, désintéressé et doux, "énergique mais pacifiste et non violent", une sorte de "Jésus-Christ".

## Métamorphose en studio fermé

A l'autre extrême, le "marketing" de Robert Bourassa a maigri cet homme plutôt inconsistant en un foudre de guerre. Foudre bien coiffé, soit, mais à l'allure quasi-martiale. Son ancienne image bon élève calculateur et de technocrate sympathique ne suffisant apparemment plus à assurer son ascendant, — le "Boubou" dont même ses partisans l'affublent à quelque chose de dérisoire —, et une bonne part de l'opinion lui ayant maintes fois reproché de se laisser manipuler par Ottawa, par les milieux financiers ou par ses collaborateurs immédiats, il fallait lui greffer une épine dorsale, lui donner une personnalité beaucoup plus agressive. D'où, semble-t-il, la virulente campagne contre les chefs syndicaux et les "séparatistes" — terme qui prend, dans sa bouche, une connotation suprêmement méprisante.

La métamorphose s'est effectuée entre les quatre murs des studios d'enregistrement. Puis elle s'est poursuivie sur les tribunes. On s'est rendu compte, tout à coup, que Robert Bourassa avait appris, lui aussi, à marteler les mots et à "frapper des médailles". Mais les médailles venaient toujours directement du producteur au consommateur, sans passer par ces redoutables usines de "transformation" — ou d'analyse — que constituent les conférences de presse bourrées de journalistes bien informés et à l'esprit critique.

La publicité libérale se fonde d'autre part sur une présomption

favorable, celle de la popularité inhérente au pouvoir. Aussi les libéraux n'hésitent-ils pas à recourir à ce procédé qu'on pourrait croire dépassé mais qui conserve encore toute son efficacité — celui qui consiste tout simplement à "donner la main au monde". Je pense par exemple à ces bandes vidéos où l'on voyait un Robert Bourassa déambulant fièrement dans son beau compté de Mercier et se précipitant sur tous les passants pour leur serrer la patte, comme à des vieux amis retrouvés. Même les chauffeurs de taxi se laissaient séduire...

## Adoucir les couleurs, arrondir les angles

Quant au PQ, qui avait à surmonter un obstacle redoutable — la peur, une peur séculaire alimentée par la violence des premiers indépendantistes et par la facile démagogie des adversaires actuels, qui savent bien tabier sur l'instinct de conservation des masses confrontées à l'inconnu que représente tout changement —, il avait commencé bien avant le déclenchement des élections à paver sa voie de bleu royal.

Il ne s'en cache d'ailleurs pas. Contrairement aux propagandistes libéraux, par exemple, qui refusaient carrément au début de la campagne de dévoiler leur stratégie publicitaire, c'est le responsa-

ble du bureau de presse du PQ lui-même qui a publiquement exposé les lignes de force de sa propagande nouvelle manière.

L'indépendance, il y a quelques années, c'était presque la révolution. Aujourd'hui, c'est devenu une opération simple et normale de prise en main de nouveaux pouvoirs. Autrefois, ses principaux promoteurs étaient jeunes, dogmatiques, revendicateurs, et ils descendaient dans la rue pour dénoncer le système en termes parfois très violents. Aujourd'hui, ils sont d'âge mûr, ils portent cheveux blancs, crâne dégarni ou moustaches, ils sont anciens grands commis de l'Etat, et s'ils dénoncent encore, ils proposent surtout des solutions hautement articulées auxquelles les autres sont obligés, à leur tour, de s'attaquer avec violence.

Et ils se sont mis au niveau du peuple. Au début de la campagne, l'émission "Le 60" de Radio-Canada présentait une entrevue avec un militant-organisateur de chaque parti. Il y a quelques années, le représentant péquiste aurait été un jeune homme ardent aux cheveux longs; cette année, le parti était représenté par une bonne vieille dame — à peu près septuagénaire — qui racontait en termes simples son passage du Parti libéral au PQ.

Cette nouvelle image, qui coïncide avec une maturation du parti lui-même, est entretenue par une foule de petits détails: le rouge,

couleur brutale, est presque complètement disparu de la publicité du PQ; les symboles graphiques ont maintenant les angles arrondis; les slogans sont devenus très positifs, presque gentils ("J'ai le goût du Québec..."); les photos publicitaires sont axées sur des valeurs comme la famille, l'enfant, l'homme au travail, du "monde ordinaire".

René Lévesque s'habille mieux, fume beaucoup moins, a acquis une nouvelle patience, et sa nouvelle photo officielle, le montre serein et confiant. "Je ne sais pas si j'ai changé d'image, dit-il, mais j'ai changé d'humeur..." Et, dans toutes les confrontations entre des représentants des quatre partis, il faut bien admettre que le plus calme, le plus maître de lui-même, le plus "paternel" était le candidat péquiste. Tout cela ne découle pas du hasard.

C'est au contraire la voie qu'a choisie le "groupe d'idéation" du PQ pour juguler la peur des Québécois et combattre le terrorisme des adversaires ligés contre lui.

Car dans cette chasse aux votes, chacun, à sa façon, n'a qu'un objectif: attirer les électeurs encore indécis sous son parapluie en dégageant une impression de présence et de puissance.

## On ne se confie qu'à ses amis...

par François TREPANIER

**T**OUTE la publicité du Parti libéral et celle de l'Union nationale a été confiée durant la présente campagne électorale à deux personnalités dont les sociétés ont bénéficié tour à tour des faveurs du gouvernement.

Du côté des libéraux, c'est l'agence Pierre Tremblay et Associés qui s'est vu confier la responsabilité de la publicité.

Cette agence est dirigée par Trois libéraux bien connus: M. Pierre Tremblay, publicitaire de Québec; M. Guy Morin, président de la commission d'information et de propagande du PLQ; et M. Ben Payeur, ex-attaché de presse du ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette.

Depuis l'élection de M. Robert Bourassa en avril 1970, l'agence de M. Tremblay est l'une de celles qui ont obtenu le plus de contrats du gouvernement.

Durant la seule année fiscale 1971-72, cette agence a obtenu des contrats de près de \$1 million et ce, en dépit d'un engagement de M. Bourassa, qui avait promis de mettre un terme au favoritisme politique en matière de publicité.

## Jean Loisel "rides again"

Du côté de l'Union nationale, c'est la Société d'information, de recherches et de publicité qui a la tâche de faire la publicité de M. Gabriel Loubier et de son parti.

Cette société appartient à l'ancien sous-ministre de l'Immigration, M. Jean Loisel, qui avait été l'un des principaux collaborateurs du premier ministre Daniel Johnson.

M. Loisel avait été la cible des critiques du Parti libéral sous le gouvernement de M. Johnson, ainsi que sous le gouvernement de M. Jean-Jacques Bertrand, à cause de ses relations avec la société "SOPEC" qui obtenait à l'époque une bonne partie des contrats de publicité du gouvernement.

Toujours à la même époque, M. Loisel avait formé une société qui, à la demande de M. Johnson, avait effectué une étude des problèmes d'information du gouvernement.

Cette société, la compagnie Inter-média, n'existe plus aujourd'hui, tout comme la compagnie SOPEC.

## Agence pour le PQ

Du côté du Parti québécois, une agence de publicité a également été engagée pour travailler à la campagne publicitaire. Il s'agit de la société Conceptat Inc., propriété de M. Guy Robitaille. Ce dernier n'est pas membre du Parti québécois mais avoue que ses sympathies vont à ce parti.

Dans son travail, M. Robitaille travaille en étroite collaboration avec des publicitaires qui fournissent gratuitement leurs services au Parti québécois.

Chez les créditistes, c'est le journaliste Jacques Matti qui est chargé de la campagne publicitaire du parti. Aucune agence de publicité ne lui prête un coup de main.

## On fait l'unanimité contre l'avortement

par Claudette TOUGAS

**C**EST en cette fin de campagne électorale provinciale (même si l'avortement est de compétence fédérale) que l'AFEAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale regroupant 32.000 femmes membres) a décidé de faire connaître officiellement sa position sur le sujet.

Et son "non" à l'avortement se voulait politisé.

Pour ce faire, l'organisme avait convié une candidate de chacun des partis en lice à participer à un débat public qui avait lieu hier, à Montréal.

Deux candidates seulement ont répondu à l'invitation: Mme Suzanne Touchette, candidate unioniste dans Jeanne-Mance, et Mme Elizabeth Taylor Hall, candidate créditiste dans Notre-Dame-de-Grâces.

Mmes Lise Bacon pour le Parti libéral et Lise Trochu pour le Parti québécois brillaient par leur absence.

Devant une assistance d'une vingtaine de personnes les deux candidates ont tenté de démontrer

comment le programme de leur parti répondait à l'application d'une politique de la famille cohérente au Québec.

Grosso modo, toutes les deux se sont dit d'accord avec une multiplicité à venir des emplois à temps partiel pour les femmes. Même s'il n'en est aucunement question dans leurs programmes de parti.

Au sujet des garderies, l'unanimité a été faite: il en faut.

Les solutions proposées par les membres de l'AFEAS ont semblé plaire aux candidates: pourquoi ne pas recréer des semblants de famille, plutôt que des garderies impersonnelles?

Aux problèmes de garderie, sont venus se greffer tous les à-côtés du si controversé problème de l'avortement. Toutes deux mères de cinq enfants, les deux candidates ont affirmé être contre l'avortement sur demande.

Mme Taylor Hall, bien qu'elle soit contre, a tout de même — et assez subtilement — ramené le problème à des dimensions plus rationnelles qu'émotives.

"En ma qualité d'infirmière, je suis à même d'avoir pu vérifier maintes et maintes fois que de trancher la question radicalement n'est pas une solution."

## Il n'est pas facile de faire parler les chiffres

par Laurier D. CLOUTIER

**L'**UN DES exemples flagrants de l'utilisation abusive de statistiques financières au cours de la campagne électorale concerne le remboursement de la dette par obligations du Québec après la déclaration éventuelle de l'indépendance.

Le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a déclaré devant un auditoire non averti que la déclaration de l'indépendance et la mise en circulation d'une "piastre séparée et dévaluée" gonfleraient démesurément le montant total à rembourser aux pays étrangers.

M. Bourassa a même affirmé que le gouvernement du Parti québécois d'un Québec indépendant devrait rembourser jusqu'au dernier sou de sa dette étrangère de \$3.2 milliards avant de solliciter à nouveau les marchés étrangers avec ses obligations.

Pourtant le dernier gouvernement du Québec, comme tous ses prédécesseurs, a pris soin d'échelonner les remboursements des emprunts par obligations au cours des vingt

prochaines années. La moyenne des échéances des obligations du gouvernement du Québec et de l'Hydro-Québec varie en effet entre 18.7 et 19 ans. On ne rembourserait donc pas des milliards de dollars le lendemain de la déclaration de l'indépendance.

Le chef du Parti libéral n'a pas mentionné que depuis le début de l'année la dette étrangère du Québec s'est considérablement accrue et cela sans déclaration d'indépendance et sans "piastre séparée".

La dette allemande du Québec a en effet grimpé d'environ 40% depuis le début de l'année par suite de la dévaluation du dollar américain (par rapport auquel flotte le dollar canadien) et de la réévaluation du mark de l'Allemagne de l'Ouest.

Si bien que le gouvernement du Québec qui a sollicité les marchés étrangers de capitaux dans le but valable en soi de diversifier ses sources de fonds doit maintenant rembourser à l'Allemagne de l'Ouest \$228 millions, soit \$65 millions de plus que les \$163 millions empruntés, ce qui représente un taux d'intérêt d'environ 17%, digne des compagnies de finance.

pleins feux sur l'actualité

# Que sera le Québec dans dix ans?

## Bourassa et Lévesque répondent

"J'te fais confiance, oublie pas qu'on est en campagne", me dira M. Robert Bourassa, légèrement nerveux, au terme d'une entrevue de 45 minutes, dans l'avion qui amène le chef libéral à Rimouski. "C'est une vraie pelure de banane, votre question", rétorquera pour sa part un René Lévesque étonné, lorsque je lui ai demandé l'entrevue, à l'issue d'une assemblée de quartier dans Dorion.

Cette question, c'est la suivante: "A quoi ressemblera le Québec dans dix ans, aux plans politique, économique, social et culturel?"

Politique-fiction?

Sans doute pour une part. Un certain nombre d'impondé-

Propos recueillis par Réal PELLETIER

rables, économiques principalement, interdisent des prévisions précises. Par contre, il paraît normal de penser que le prochain gouvernement du Québec aura le loisir de façonner, au cours des quatre années de son mandat, l'image politique, sociale, culturelle et dans une certaine mesure économique, que reflétera le Québec de 1983.

Les réponses à la question posée sont susceptibles de mesurer la perspective dans laquelle se situent les chefs des

deux principales formations politiques qui s'affrontent. Elles obligent en tout cas ces chefs à sortir, un instant, du très court terme auquel ils sont dramatiquement confrontés en période électorale, pour nous dire ce qu'ils entendent au bout du mandat qu'ils sollicitent.

Les deux hommes, MM. Bourassa et Lévesque, proposent au Québec, tant du point de vue du cadre politique que du point de vue du modèle de développement, des options sensiblement différentes. Ils nous disent, depuis un mois, "ce qui arrivera demain". L'électeur conserve le droit de leur demander: "Et après-demain?"

## Bourassa: la décennie, une affaire de "climat"

La prochaine décennie, dans l'esprit de M. Robert Bourassa, est une affaire de "climat": si le climat y est, les investissements étrangers afflueront pour exploiter nos richesses naturelles, apportant ainsi une prospérité au moins égale à celle de l'Ontario. Et cette prospérité, selon le chef libéral, fera fondre le problème linguistique, en même temps qu'elle accentuera la décentralisation des pouvoirs au sein du fédéralisme canadien.



photo LA PRESSE

Voilà ce qui ressort d'une entrevue avec le chef du Parti libéral, entrevue accordée lors d'une randonnée en avion qui conduisait le premier ministre en tournée électorale dans le Bas-Saint-Laurent, vendredi dernier.

### Le capital étranger, en attendant

De l'avis de M. Bourassa, le Québec, dans dix ans, peut être aussi riche, et même plus riche que l'Ontario, en raison principalement des richesses naturelles surabondantes qui n'attendent que la bonne volonté des étrangers pour être exploitées.

"J'ai tout entre les mains, explique M. Bourassa: un réservoir inouï de puissance économique que j'ai l'intention de développer à mort pour en faire profiter les Québécois, que ce soit l'énergie hydraulique, le pétrole, les mines; avec le capital étranger, parce que je n'en n'ai pas. Aussitôt que j'en aurai du capital autochtone, je prendrai ce capital-là."

Et comment la croissance, accélérée par l'invasion massive de capitaux étrangers, peut-elle assurer le salut du français? Le chef libéral l'explique ainsi.

### Les français dans l'administration

"D'ici deux ans, dit-il, on va avoir une récolte fantastique de jeunes administrateurs compétents de langue française." C'est par le biais de ces jeunes cadres francophones qui occuperont de plus en plus de place dans les entreprises que le premier ministre compte en arriver à liquider, du moins à atténuer, les aspérités linguistiques; de jeunes administrateurs francophones qui en arriveront tout naturellement, selon lui, à promouvoir le français comme langue de travail dans leur milieu.

Ce processus a l'avantage de ne pas effrayer l'investisseur, d'où les hésitations, non dénuées d'ambiguïté, du premier ministre à l'é-

gard des propositions de législation dans le domaine de la langue.

### Priorité au climat économique

"Si, dit-il, on me disait que telle mesure linguistique est nécessaire, même si ça crée des remous, ne serait-ce que sur le plan psychologique, je n'hésiterais pas à la prendre. Mais il faudrait que je sois convaincu. Il faudrait qu'il y ait plus d'avantages que de désavantages. Si de telles mesures dans le domaine de la langue devaient détruire le climat économique du fait qu'il y a beaucoup d'impondérables, j'y penserais deux fois."

Les jeunes administrateurs francophones donc sont conviés à régler le problème du français sans les "remous" susceptibles d'éloigner les investisseurs. Dans le même temps, ces investissements qui affluent dans l'optique de M. Bourassa viennent soulager le flux démographique important d'une nouvelle main-d'œuvre francophone sur le marché du travail.

### En 1979, un tournant historique

"J'ai l'impression qu'au cours des dix prochaines années, explique le chef libéral, au cours des cinq prochaines années plus particulièrement, le problème le plus crucial est celui de ces 137,000 jeunes qui arrivent annuellement sur le marché du travail, contre 112,000 pour l'Ontario, qui compte pourtant une population supérieure à la nôtre. Notre vraie force, elle est là et il ne faut pas la laisser échapper."

En 1979, ajoute M. Bourassa, le Québec n'aura plus ce problème aigu de l'arrivée massive de nouvelle main-d'œuvre sur le marché du travail.

"Ça va être un climat entière-

ment différent à ce moment-là. Je pense que ce sera là le vrai tournant dans l'histoire du Québec. C'est pas aujourd'hui. Et avec l'évolution que l'on voit dans les autres régions du monde, je ne crois pas qu'il sera davantage dans l'intérêt du Québec de se séparer à ce moment-là... Mais ça veut pas dire que le lien fédéral ne sera pas devenu plus élastique à ce moment-là."

### Partage des pouvoirs encore satisfaisant

M. Bourassa prévoit justement que, comme dans le cas de la langue, le problème fédéral au Canada se résorbera naturellement parce que "les forces centrifuges se développent pas mal dans les autres régions du pays". Les responsabilités croissantes qui incombent aux provinces dans le champ de l'exploitation des richesses naturelles renforcent leur position à l'égard du gouvernement central.

Pour le reste, le chef libéral serait satisfait si le partage actuel des pouvoirs se maintenait au cours de la prochaine décennie. Sur le plan social, dit-il, "il est difficile d'avoir mieux que ce qu'on a. Là on fait ce qu'on veut. On reçoit un milliard, on le distribue comme on veut, à qui on veut. Le seul problème qui reste, c'est que ça soit écrit dans la constitution." Et sur le plan culturel, le Québec, selon M. Bourassa, peut faire ce qu'il veut.

### Une décennie économique

Sur le plan des relations du Québec avec l'extérieur, M. Bourassa ne voit pas davantage que le système fédéral soit de nature à brimer le Québec. Dans le cadre d'accords généraux, dit-il, on peut avoir des relations avec n'importe qui, comme en témoigne la multiplication des maisons du Québec à l'étranger. Le chef libéral n'entrevoit pas d'expansion importante dans ce domaine pour la prochaine décennie.

Néanmoins, la provenance des investissements étrangers est appelée à se diversifier, pense-t-il. Après la ruée actuelle de la main-d'œuvre nouvelle sur le marché du travail, c'est-à-dire après la date charnière de 1979, le Québec pourra se permettre d'être plus sélectif.

"Alors là, note M. Bourassa, on ne sera pas obligé de faire certaines concessions. ITT, je n'avais pas le choix."

Le premier ministre résume sa pensée finalement en disant que le vrai défi de la décennie pour le Québec n'est aucunement politique, mais bien économique.

## Lévesque: maîtriser l'avenir ou disparaître

Avec l'indépendance, le problème linguistique s'estompe; le Québec consolide, à l'intérieur, les structures de contrôle de son développement, en même temps qu'il dessine à l'extérieur de nouveaux liens: avec le Canada essentiellement, mais aussi avec l'Europe économique, ce qui lui permet d'atténuer l'emprise américaine. Sans l'indépendance, ce n'est pas la peine d'en parler: les francophones auront déjà, dans 10 ans, été irrémédiablement "minorisés".

Voilà ce qui se dégage d'une entrevue avec M. René Lévesque lundi soir, dans un hôtel modeste du centre-ville où le chef du Parti québécois s'est réfugié, tard dans la nuit, à la suite d'une longue assemblée publique dans le comté de Dorion.

### Dans dix ans, il sera trop tard

Le leader indépendantiste refusera énergiquement, au cours de cette interview, de prédire ce qui pourrait arriver aux Québécois dans dix ans, advenant que le régime fédéral actuel soit maintenu. Tout au plus acceptera-t-il de parler du rapport de forces entre francophones et anglophones du Québec dans cette hypothèse. Et les observations que lui inspire cette rivalité, dans le cas où le fédéralisme actuel demeurerait la règle, le portent à conclure que toute réflexion sur le destin québécois dans ces conditions est absurde — du moins en cette période fébrile de fin de campagne.

"Ça crève les yeux pour ceux qui veulent garder les yeux ouverts, dit-il. Si on reste dans le même régime, dans 10 ans il sera trop tard de toute façon. Peut-être même avant. Pas parce que, numériquement, on sera devenu une minorité, mais parce qu'on aura été suffisamment "minorisé". Il y a une différence."

### Un processus qu'il faut arrêter

Le chef du Parti québécois établit ici une analogie entre la situation linguistique au Québec, à Montréal en particulier, et le monde de la finance. Il existe, dit-il, un seuil de propriété à partir duquel on obtient le contrôle d'une affaire et ce seuil n'est pas nécessairement fixé à 50 pour cent plus un; ça peut être 15, 20 ou 30 pour cent. Dans l'état actuel du rapport des forces au Québec, la minorité anglophone, comme partie intégrante de la majorité canadienne, menace de prendre définitivement le contrôle du Québec.

Et si le régime actuel est toujours en place dans 10 ans, le phénomène de la "minorisation" des



photo LA PRESSE

Parallèlement à cette canalisation des énergies, à l'intérieur, en fonction d'un développement plus autonome, le chef du Parti québécois entrevoit, à l'extérieur, l'aménagement de liens nouveaux avec les pays étrangers. Avec le Canada d'abord.

"Parce qu'il ne faut pas oublier, dit-il, que le Québec indépendant va quand même être partie géographique de l'ensemble canadien. Je ne crois pas du tout moi au détachement et à l'effondrement des Maritimes. Les gens de ces provinces ont quasiment autant de racines que nous autres et ils vont tenir, eux, à garder un lien avec le Canada. Moi, je ne crois pas à l'effondrement du Canada et je ne le souhaite pas non plus."

### S'affranchir de l'emprise américaine

Donc, poursuit M. Lévesque, notre première priorité sera "d'établir et de maintenir, au nord des Etats-Unis, des liens avec les deux entités. Et là-dessus, il existe un modèle: le modèle scandinave, qui est plus proche de ce qu'on souhaite pour nous que le modèle du Marché commun, qui est plutôt une énorme réalité mondiale".

Reste l'emprise américaine. Dans dix ans, le Québec pourra compter, pour s'en dégager, non seulement sur le nouveau processus de développement amorcé à l'intérieur, mais aussi sur "l'émergence de l'Europe dans le monde, une émergence économique et culturelle de plus en plus massive". Sans tomber pour autant dans un "anti-américanisme naïf", les Etats-Unis demeurent évidemment la réalité dominante du continent.

### Canaliser les épargnes d'ici

A cet égard, M. Lévesque n'écarte pas une suggestion que lui faisait l'an dernier le célèbre économiste français Bloch-Lainé, d'une "forme quelconque d'association" du Québec au Marché commun européen. "C'est peut-être, dit-il, une des choses à explorer pendant les années qui viennent, de façon à équilibrer les influences qui nous affectent au point de vue économique — et au point de vue culturel".

Mais la tâche importante entre toutes, pour cette décennie, reste, dans l'esprit du chef du Parti québécois, celle de "canaliser l'épargne québécoise" en fonction du développement du Québec.

francophones sera consommé. Et de manière irréversible. L'indépendance, dans l'esprit de M. Lévesque, représente actuellement le seul instrument capable de renverser le processus de "minorisation", ne serait-ce qu'en soustrayant au gouvernement central les contrôles d'immigration touchant le Québec.

### Une période de fluctuations

Et à quoi alors pourrait ressembler un Québec indépendant dans 10 ans? Là-dessus, M. Lévesque renvoie son interlocuteur au programme du Parti québécois. "Je ne suis pas prophète, dit-il: est-ce que les Québécois vont administrer leur indépendance comme il faut? Il n'y a rien qui nous permette d'en douter".

Dans un contexte plus large, le chef indépendantiste entrevoit pour la décennie, un monde fluctuant: un monde par exemple où les sociétés multinationales continueraient sans doute de fonctionner, mais en étant soumises à une contestation de plus en plus serrée, comme l'a déjà prévu Galbraith.

"Chose certaine, ajoute-t-il, c'est que si on est en charge de nos affaires intérieures comme un petit peuple qui s'appartient pour l'essentiel, on va être sacrement mieux placés vis-à-vis de ces fluctuations — dont plusieurs sont imprévisibles — qui si on reste manipulé par tout le monde".

### Liens organiques avec le Canada

Dans le monde de dans 10 ans, ajoute M. Lévesque, "on pourrait faire notre part pour diminuer l'emprise étrangère sur nous en nous donnant une sorte d'épine dorsale économique qui nous permette de réagir avec des calculs plus précis aux fluctuations extérieures".

# MON Oeil

SUR NOTRE  
SPORT  
NATIONAL



PIERRE FOGLIA

Ce matin, je me sens vieux. Je me sens inutile et froissé. Je me sens comme un prospectus de l'Union nationale oublié au fond d'une salle paroissiale.

Ce matin, la campagne électorale claironne ses derniers slogans, vomit ses dernières perfidies. Ce matin il n'y a plus un seul Québécois dans la province, il n'y a plus que libéraux, péquistes, créditistes et peut-être unionistes qui se regardent en chiens de faïence, en frères ennemis.

C'est là l'édifiant résultat de trois semaines de discorde, de déchirement, de division...

Quand je pense qu'il aurait été si facile pour Bourassa, Lévesque, Dupuis et Loubier d'unir leurs forces pour militer au sein d'UN PARTI UNIQUE, autour d'un programme unique!

Si peu de choses au fond séparent les quatre chefs. D'abord, ils veulent tous férocement notre bien. "Vous serez riches" promet Bourassa, "Vous serez libres" nous jure Lévesque, "Vous serez respectés" nous dit sans rire Yvon Dupuis en mettant à la porte les caméramans de Radio-Canada qui ne respectaient pas le credo créditiste. Quand à Loubier, je me rappelle plus ce qu'il a dit, mais je suis bien sûr qu'il veut aussi notre bien.

Il me semble pourtant, quant à moi, que je mérite tout à la fois d'être riche, libre et respecté. Pourquoi devrais-je choisir?

UN PARTI UNIQUE vous dit. Le salut et le bonheur sont là. Imaginez un gouvernement avec quatre premiers ministres, chacun prenant charge, avec une équipe respective, d'un domaine bien particulier. Par exemple, René Lévesque pourrait être en charge de l'économie, des finances, de la justice, de l'éducation, et des affaires municipales, sociales et culturelles, tandis que Bourassa s'occuperait des relations fédérales-provinciales, et que Dupuis et Loubier se partageraient le ministère du tourisme de la chasse et de la pêche.

Mais j'entends déjà les séparatistes protester: "Et l'indépendance, que devient-elle là-dessus?" Heureusement, j'ai pensé à tout.

"Minute...", dirais-je subtilement aux forcenés d'un Québec-libre-à-n'importe-quelle-constitution. "Minute..." et faisant semblant de chercher une réponse, je les assommerais en partant avec ce syllogisme d'une rigueur inattaquable:

"Un Québec libre serait socialiste..."

Or le Québec n'est pas socialiste.

Donc le Québec n'est pas libre..."

Cette question d'indépendance semble d'ailleurs embarrasser tout le monde. Les uns s'interrogent avec inquiétude sur son contenu, les autres proposent de la régler par référendum, bref, la plus grande confusion entoure cette épineuse option.

Mais comment voulez-vous que les gens se prononcent sur un sujet dont ils ne connaissent ni les tenants, ni les aboutissants? Comment voulez-vous, par exemple, que ma concierge qui n'a jamais été indépendante, qui ne connaît personne d'indépendant, puisse prendre position sur l'indépendance? Il faudrait à ma concierge un exemple.

C'est pourquoi je propose qu'on fasse un essai, une expérience scientifique. Qu'on décide par exemple que pour les quatre prochaines années, ville Mt-Royal soit indépendante.

Sur cet échantillon indépendant de la province on ferait, à périodes régulières des prélèvements qui seraient étudiés en laboratoire. Des spécimens seraient soumis à toute la gamme des tests sur les réflexes conditionnés un peu comme Pavlov l'a fait avec ses chiens. Au bout du compte, une équipe de savants nous ferait rapport et nous pourrions décider en connaissance de cause.

Si j'ai choisi Mt-Royal, c'est parce que les clôtures sont déjà posées, mais je n'ai aucune objection à ce que tout cela se déroule en milieu rural. On pourrait très bien clôturer l'Abitibi ou le comté de Beauce-Nord...

Voilà donc deux idées: parti unique et essai d'indépendance sur un échantillon-cobaye de la population. Deux idées que je donne gratuitement à la province.

Aux personnes qui s'étonneront de la fertilité de mon imagination, à celles qui seront tentées de me dire merci, au nom du Québec, je répondrai modestement: "Mais je vous en prie, c'est tout naturel". Parce que c'est le propre des esprits universels de penser pour ceux qui sont moins intelligents.

# Les 16 heures de Bob le jour J ou... la journée d'un travailleur d'élection

par Gilles GARIÉPY

LA JOURNÉE avait mal commencé.

A cinq heures et demie du matin, Bob, un organisateur du parti Jaune, avait été tiré du lit par la sonnerie du téléphone. Au bout du fil, c'était Jean-Paul, le responsable de quartier pour le parti. Il se passait des choses graves.

La "sécurité" (imposante police privée mise sur pied par le parti) avait appris que les gars du parti Brun allaient tenter de briser le meeting des représentants de poll, prévu pour 7h45, au local du parti Jaune du quartier sud. Son quartier, justement.

Il y avait donc changement de programme. Le meeting au local était annulé. Il se tiendrait plutôt au domicile du responsable de quartier, chez Jean-Paul. Tous les représentants de poll du quartier sud allaient être prévenus ainsi par téléphone. Bob accepta que sa femme, toujours endormie, se charge d'appeler immédiatement les responsables des polls 56 à 68.

Quant au local, la "sécurité" assurerait sa protection. Non, pas question de prévenir la police, avait décidé Jean-Paul. Ordre formel. On n'avait pas de preuves suffisantes. Seulement un "leak".

A huit heures, tout le monde était chez Jean-Paul: les téléphonistes avaient bien fait leur job. Suivant les instructions, chacun avait stationné sa voiture le plus loin possible de chez Jean-Paul pour ne pas attirer l'attention.

Jean-Paul expliqua qu'au milieu de la nuit, la "sécurité" du parti avait observé que deux voitures suspectes avaient inspecté les alentours du local sud. Cela confirmait un bobard de taverne, entendu la veille: pour désorganiser les représentants de poll du parti Jaune, un "goon squad" ennemi allait "mettre le bordel" au meeting de 7h45, au local du quartier sud, situé dans un centre d'achats.

## Un coup bas

Comment? Oh, peut-être par une invasion de bounceurs. Mais c'était improbable: ce genre de pratique est dangereux, trop risqué pour un parti, quel qu'il soit. Non, on s'attendait à autre chose. Une bombe puante. Un coup bas quelconque. Par exemple, un faux appel à la bombe et la fouille du local auraient désorganisé le meeting, d'une grande importance tactique, et à une heure critique juste avant l'ouverture des polls.

Jean-Paul demanda aux responsables de polls du quartier qui se pressaient dans son sous-sol (soixante-deux personnes!) de ne pas se laisser impressionner par l'incident. Et on passa à l'essentiel: les dernières instructions pour le travail dans les polls. Consignes pourtant déjà répétées et apprises par coeur par les militants.

Enfin, on remit à chacun sa procuration et son matériel: une liste imprimée officielle des électeurs de son poll, liste qui avait été les jours précédents soigneusement "pointée". Devant chaque nom d'électeur, il était indiqué "J" pour jaune, "B" pour brun, "VR" pour vert-et-rouge, "DC" pour Denis Charlier (un candidat indépendant), "INC" pour intention de vote inconnue, ou "AB" pour "abstentionniste". Sur la liste pointée de Bob, il n'y avait que six "INC".

En outre, chacun reçut une dizaine de cartes-rapport, c'est-à-dire des cartes où étaient imprimés des chiffres de 1 à 350, avec une case pour marquer l'heure et une autre pour le numéro du poll. Enfin, un guide abrégé des instructions de représentants de polls, guide facile à consulter résumant toutes les choses à faire et à surveiller pendant la votation, et indiquant les numéros d'article de la Loi électorale s'appliquant le cas échéant.

L'assemblée se dispersa vers 8h25. Les ordres étaient clairs: les représentants montaient ensemble à six par voiture, et se dirigeaient vers les polls immédiatement. Deux voitures, trois parfois, pour aller à chacune des écoles où les polls étaient regroupés. En général, il y avait 12 polls par école dans le quartier sud, et cinq écoles en tout dans le quartier. Le comté comprenait trois quartiers: nord, sud et est.

Au moment où le meeting prenait

## Faux candidat péquiste dans Taillon

Sur la Rive-Sud, particulièrement dans Taillon, ça a toujours joué dur... Les méthodes, toutefois, se raffinent d'une élection à l'autre. Ainsi, peut-on lire dans les journaux régionaux de la Rive-Sud, publiés mercredi, que le candidat péquiste Jean-Paul Paré dans le comté de Taillon prône l'indépendance immédiate du Québec et qu'il estime que le Québec devrait imposer son propre argent. Bien entendu, M. Paré se sert, dans son annonce, du sigle du PQ. Or, le problème, c'est que M. Paré n'a jamais été candidat du Parti québécois, ni dans Taillon, ni ailleurs. Il faut également souligner que le "véritable" programme péquiste ne prône pas l'indépendance immédiate du Québec, pas plus qu'il n'insiste sur la nécessité criante d'imprimer notre propre argent. Au bureau du président des élections, Me Gilles Carignan soutient: "Mais je vous en prie, c'est tout naturel". Parce que c'est le propre des esprits universels de penser pour ceux qui sont moins intelligents.

fin, un gars de la "sécurité", de garde avec trois autres dans une Chevrolet, stationnée devant le domicile de Jean-Paul, entra dans la maison au pas de course.

## Alerte à la bombe

Par walkie-talkie, la voiture de sécurité 4 (la sienne) venait d'apprendre de la voiture de sécurité 6 (stationnée, elle, dans le terrain du centre d'achats) que trois autos patrouille de la police venaient de stopper devant le local sud du parti et que les agents y étaient entrés.

Une minute plus tard, le téléphone sonnait chez Jean-Paul. Le garde en poste au local sud rapportait à son tour que la police était là pour "tcherquer une alerte à la bombe". Jean-Paul lui indiqua de laisser les policiers effectuer une fouille, mais en les surveillant attentivement: "laissez-les rien prendre".

Puis il parla lui-même au téléphone à l'officier de police et lui expliqua les incidents de la nuit. Il l'avertit aussi de la présence, dans le parking du centre d'achats, d'une auto de la "sécurité" de son parti. Justement, la police venait d'interpeller ses occupants, cinq "armoires à glace". La police prit leurs noms et les laissa continuer leur boulot. Dans la voiture, conformément aux ordres très stricts, les gars de la "sécurité" n'avaient ni armes, ni bâtons, ni chaînes. Rien dans les mains, rien dans les poches. Cette époque était révolue. Quant à la bombe, au local, la police n'en trouva guère.

Jean-Paul donna ensuite un mystérieux coup de téléphone en code. En clair, c'était un message au personnel qui devait travailler toute la journée au local du quartier sud: "Alerte annulée. Allez-y comme prévu." (Voir 6 A)

Onze heures. Dans le poll 58 où il travaillait comme représentant du parti Jaune, Bob révisait sa liste et sa carte-rapport.

Sur les 217 électeurs inscrits sur la liste du poll 58, déjà 55 étaient venus voter. Il n'y avait pas eu d'incident grave. Une fois, Bob avait demandé l'assermentation d'un électeur, dont le visage lui était inconnu. En faisant du porte-à-porte, Bob avait assez bien "retenu le portrait" des électeurs de sa section de vote. Et il avait vu près de 75 p. cent d'entre eux.

Ce personnel de quelque 40 bénévoles était provisoirement réuni au "local de rechange": un bureau doté de huit téléphones, complètement aménagé la veille dans le plus grand secret, quelque part dans un immeuble de la rue voisine. En cas de coup dur au local officiel, l'équipe aurait travaillé là. Le personnel quittait les lieux secrets et investit les bureaux officiels du parti, dans le centre d'achats.

## Des vrais pros

De toute manière, Bob faisait interroger et assermenter tout électeur dont le nom, sur sa liste pointée, était marqué "AB" (ABSTENTIONNISTE). La supposition de personne, en effet, risque de se produire plus facilement sur le dos d'un électeur dont on sait — dont chaque parti sait — qu'il ne viendra probablement pas voter.

La représentante du candidat indépendant, elle, ne faisait rien du tout. Une brave dame, parente éloignée du candidat, mais qui se demandait bien à quoi elle servait. Et qui plaçait tout le temps.

Les représentants des deux autres partis, Bob les avait "évalués" facilement: de vrais pros, comme lui. Eux l'avaient à l'oeil. Lui les avait également à l'oeil.

Bob se méfiait aussi du scrutateur. Par principe, bien sûr. Mais aussi parce que sa tête ne lui revenait pas. Ce type ne regardait personne dans les yeux.

A onze heures quinze, Bob avait révisé à la hâte sa carte-rapport. A mesure que les électeurs se présentaient pour voter, il notait leur numéro d'électeur et encerclait sur sa carte-rapport le numéro correspondant.

A onze heures dix-sept, comme à toutes les heures, le "runner" (messager) du parti Jaune passait visiter les douze polls de l'école. Il emportait en vitesse la carte-rapport de chaque représentant du parti, et filait au comité de quartier.

Là, des travailleuses bénévoles lisaient les rapports. Elles mettaient à part les fiches des électeurs ayant voté (en les identifiant par les numéros d'électeurs encerclés sur les cartes-rapport) et harcelaient de coups de téléphone les électeurs pointés "Jaune" et n'ayant pas encore voté.

— Il est important, leur disaient les téléphonistes, que vous veniez voter au plus tôt. On a peur que d'autres ne votent en votre nom. Voulez-vous qu'on aille vous chercher en auto? Avez-vous besoin qu'on vous prête les services d'une gardienne pour vos enfants?

## "Électeurs chronométrés"

Au local du comité de quartier, il y avait, prêt à prendre la route, six partisans ayant offert leurs services comme chauffeurs. Il y avait aussi un "pool" de sept "baby-sitters".

La machine roulait bien. Il est vrai qu'elle était drôlement bien rodée. Jean-Paul était un as, et le parti comptait deux cents membres actifs dans le quartier.

A dix heures, Jean-Paul, au comité du quartier sud, avait appris que dans l'école D, où étaient groupés les polls 13 à 25, les scrutateurs avaient interdit les visites de "runners". La loi, d'ailleurs, ne permet pas la visite de ces messagers qui entrent dans les bureaux de scrutin à d'autres fins que d'y voter. Généralement, par accord tacite, on les tolère. Mais quand un

Pour éviter à l'avance tout équivoque, nous croyons utile d'insister sur une évidence: le texte publié ici est oeuvre de fiction. Il vise à faire découvrir au public, par le récit de la journée d'un travailleur d'élection qui ne doit pas être considéré comme typique, certaines réalités que seuls connaissent les militants expérimentés des partis politiques. Si les incidents et péripéties racontés sont fondés sur des faits réels, les partis auxquels ils font référence sont imaginaires et les noms des partis et des personnes sont purement fictifs.

"fancy" invoque la loi, il faut utiliser d'autres moyens.

Aussi, à l'école D, Jean-Paul avait-il décidé d'utiliser les "électeurs chronométrés": des militants disciplinés qui vont voter chacun à une heure prédéterminée et rapportent en sortant la carte-rapport du représentant de poll.

A onze heures, la sécurité des Jaunes avait décelé des mouvements louches de trois voitures de la sécurité des Bruns. Ils semblaient préparer quelque chose. Jean-Paul avait ordonné que quatre voitures de la sécurité des Jaunes pourchassent les voitures suspectes où elles aillent. Ainsi, on les neutraliserait.

Jean-Paul était assez fier de son service de sécurité. Plus de cent gars solides, prêts par un syndicat. Bien "brifiés", sûrs et respectables, ils le feraient rien d'illégal. Un autre parti avait recruté des boxeurs et des lutteurs, plus des "bounceurs" professionnels. Jean-Paul refusait de les considérer comme un service de sécurité "légitime": il les qualifiait de "goon squad".

## La mine dans l'ongle

A midi et demi, incident au poll 60. Le représentant du parti Jaune venait de découvrir que le scrutateur se servait (depuis combien de temps?) du truc de "la mine dans l'ongle".

Un vieux truc sale, assez difficile à

réussir d'ailleurs. Cela consiste, pour un scrutateur malhonnête, à insérer une mine de crayon sous l'ongle de son index, ou de son pouce.

Bien des électeurs, après être sortis de l'isoloir, négligent de déchirer eux-mêmes le talon de leur bulletin de vote. Ils remettent plutôt, en bons caves, leur bulletin plié au scrutateur, qui déchire le talon et même parfois dépose le bulletin dans l'urne à la place de l'électeur.

C'est là que le coup de la "mine dans l'ongle" peut se produire: en manipulant le bulletin de l'électeur, le scrutateur en profite pour faire avec son ongle "miné" une marque sur le bulletin, sans qu'il n'y paraisse. A condition, bien sûr, qu'il s'agisse d'un électeur "pointé" comme hostile au parti au pouvoir, auquel appartient le scrutateur.

Le bulletin du "cave" sera ainsi rejeté au moment du dépeullement, parce qu'il porte une marque "suspecte". Et un vote de moins pour l'opposition! Combien de bulletins avaient-ils été ainsi tripotés au poll 60? On le saura au dépeullement.

A trois heures, l'activité était ralentie. Le "gros rush" restait à venir. Cent-dix électeurs n'avaient pas voté encore, au poll de Bob, le no 58.

A six heures, Bob constata que tout son vote était sorti. C'est-à-dire que tous les électeurs réputés favorables au parti qu'il représentait avaient effectivement voté. Les téléphonistes avaient fait du bon travail, les chauffeurs aussi. Bob savait que tous les votes à venir seraient désormais défavorables.

## Le stylo-bille

Bob fit rapport sur la carte que le "runner" vint chercher à six heures quinze. A six heures trente, un électeur chargé d'une mission inavouable vint voter.

A six heures cinquante, dix minutes avant la fermeture, le scrutateur, qui était allé vérifier dans l'isoloir, comme il se doit, si la mine du crayon réglementaire était toujours bien aiguisée, poussa un cri blasphématoire.

Le crayon avait été subtilisé. A sa place, quelqu'un avait déposé un stylo-bille enchaîné à une ventouse de caoutchouc. Les électeurs qui venaient

de voter depuis la substitution avaient donc voté à l'encre bleue, et à coup sûr on demandera le rejet de leur bulletin au moment du dépeullement. Et dire que pas un damné électeur n'avait rapporté la chose! Le coup avait été bien monté.

Le scrutateur était furieux, lançait des regards haineux à Bob, au greffier sur on demandera le rejet de leur bulletin au moment du dépeullement. Et dire que pas un damné électeur n'avait rapporté la chose! Le coup avait été bien monté.

Bob restait imperturbable, mais avait fait le calcul mentalement: quatorze électeurs avaient voté depuis le passage, à six heures trente, de cet électeur très spécial qu'il s'était d'ailleurs alors soigneusement abstenu de saluer. Et hop, quatorze votes défavorables de massacrés...

## Interruption légale

A sept heures précises, heure légale de la fermeture des bureaux, il restait encore une quinzaine d'électeurs dans la salle où étaient disposés les 12 polls. D'un regard, Bob avait interrogé les autres représentants de son parti: surtout, le vote Jaune était déjà "sorti".

Invoquant la loi, Bob fit interrompre immédiatement la votation. Indignation des électeurs en cause, insultes des agents des autres partis, Bob resta inflexible: il avait la Loi pour lui. Les électeurs qui s'apprétaient à voter durent quitter les lieux bredouilles — et furieux. Mais la manoeuvre, parfaitement légale, venait de priver les autres partis de 14 ou 15 votes.

Le dépeullement fut rapide. Au poll de Bob, le numéro 58, sur les 217 inscrits, 188 avaient voté. On a dû rejeter cinq bulletins barbouillés d'une étrange tache jaune à l'endos, et 14 bulletins marqués d'une croix à l'encre de stylo-bille plutôt qu'au crayon. Dans ce poll, le parti Jaune avait décroché une majorité de 8 voix.

Les procédures terminées, Bob quitta les lieux, satisfait.

"Félicitations, baveux", lui lança, en bon rival, le scrutateur. "Merci. Et n'oublie pas de te laver les mains, tu as les doigts gras", lui répliqua Bob avant de monter dans un taxi.

## Tous les partis ont dissimulé les vraies questions économiques

Une analyse de Robert POULIOT

La guerre des chiffres que se livrent depuis maintenant trois semaines le Parti québécois et le Parti libéral a réussi à dissimuler les enjeux mêmes qui, sur le plan économique, mouleront l'avenir de la province au cours des prochaines années.

Hormis les programmes écrits de chaque parti, dont la plupart des propositions relèvent davantage de la plomberie que d'une vision à long terme, rien ou presque rien n'a été dit sur les questions suivantes:

- la politique énergétique du Québec qui, dans les faits, se résume actuellement à une bataille de firmes d'ingénieurs-conseil pour gérer des investissements de quelque \$2 milliards au chapitre d'un port pour super-pétroliers, de la raffinerie d'Etat, d'un pipeline entre le bas du fleuve et Montréal et d'une usine d'enrichissement d'uranium;

- le bouleversement prochain de l'activité minière au Québec sous le coup de nouvelles législations fédérales qui insisteront sur une transformation accrue des matières premières;

- l'urgence de doter la province d'une véritable stratégie industrielle, comme projet de la faire depuis un an et demi le ministre de l'Industrie et du Commerce, principalement au secteur névralgique de l'industrie lourde;

- l'impact formidable qu'occasionnera sur l'économie québécoise l'entrée massive de capitaux étrangers d'ici 1985, dont le minimum est estimé à \$15 milliards par les plus conservateurs;

- la refonte des institutions financières qui tarde à se réaliser, faute d'une politique claire en ce domaine vis-à-vis des rapports Parizeau et Bouchard.

## L'énergie en vase clos

Depuis la sortie du Livre blanc sur l'énergie au Québec, l'automne dernier, toute la stratégie du gouvernement provincial se déroule en vase clos, sans aucune consultation auprès du public, si ce n'est quelques rares rencontres du ministre Gilles Massé avec les détaillants d'essence et les indépendants.

Les discussions les plus importantes ont été réservées à l'industrie pétrolière et les membres du Conseil général de l'industrie en mai dernier.

C'est le "black-out" total, même pour la Commission parlementaire sur les richesses naturelles, qui n'a jamais été convoquée pour prendre connaissance de ce Livre blanc.

Les études finales d'impact économique du complexe portuaire et de la raffinerie d'Etat, près de Rivière-du-Loup, n'ont pas encore été entreprises. Aucune entente n'a encore été conclue avec Ottawa pour

harmoniser les politiques fédérale et provinciale.

Entre-temps, une dizaine d'investisseurs canadiens et étrangers font le pied de grue pour connaître les modalités de l'infrastructure pétrolière que le Québec réserve à son économie.

Deux autres projets sont presque passés sous silence: l'aménagement de la Baie James, au coût de \$6 milliards, et l'usine d'enrichissement d'uranium, au coût de \$1,2 milliard.

Dans le premier cas, une accusation d'outrage au Tribunal a fait taire le premier ministre Bourassa. En ce qui a trait à l'usine, le chef du Parti libéral s'est plu à promouvoir le projet aux électeurs de Sept-Îles, sans que l'emplacement ni les tarifs d'électricité — l'usine d'enrichissement consommera environ le quart de ce qui sera produit à la Baie James — n'aient encore été fixés.

En somme, les libéraux, tout comme les péquistes d'ailleurs, se sont bornés à signaler l'investissement, sans en évaluer les mérites ou l'impact sur notre politique d'énergie.

## La transformation minière

Le conseil des ministres fédéraux sera saisi d'ici quelques semaines de la phase deux du projet de nouvelle politique minière au Canada. Cette phase mettra en lumière les grandes options qui s'offrent au pays pour tirer le profit maximum de ses ressources minières (plus de \$3,5 milliards de ventes en 1973).

A part quelques vagues allusions à l'urgence de transformer les produits miniers québécois, dans les comités abritant Theford Mines et Rouyn-Noranda, aucune politique précise n'a encore été avancée par aucun des partis.

Et pourtant, ce débat fait déjà rage en Colombie-Britannique, au Manitoba et à Terre-Neuve. Au ministère des Richesses naturelles à Québec, les études à ce sujet tirent de la patte depuis au moins un an, sans que le ministre Massé n'ait encore formulé d'objectifs clairs.

## Une stratégie de béton et mortier

Depuis son accession au ministère de l'Industrie et du Commerce, Guy Saint-Pierre ne cesse de souligner l'urgence de doter la province d'une véritable stratégie industrielle.

D'après ce qu'il nous confiait au printemps dernier, les mois d'été 1973 devaient servir à regrouper divers groupes d'intérêts économiques dans la province pour définir les objectifs d'une pareille stratégie.

Il est évident que des objectifs en matière de richesses naturelles ou d'énergie ne peuvent échapper à un tel plan d'ensemble qui vise, principalement, à muscler l'industrie lourde québécoise.

Bien que le ministère ait en mains nombre de projets majeurs dans le domaine de la métallurgie (expansion foudroyante de Sidbec, création d'une aciérie destinée à servir exclusivement les marchés d'exportation, croissance vertigineuse de la production d'aluminium d'ici 1980, consolidation de l'industrie des fonderies, relance de la pétrochimie, etc...), chaque annonce de nouveaux projets semble se résumer à la "création de nouveaux emplois".

Or, les enjeux sont beaucoup plus importants que la multiplication d'emplois si le Québec refuse, par exemple, d'exporter son énergie, comment la province accueillera-t-elle l'industrie étrangère qui voudra profiter des sources d'électricité québécoise? Y aura-t-il des seuils minimums de transformation?

## Les \$ étrangers et les institutions financières

Deux autres thèmes ont nourri quelques discours électoraux durant la campagne, sans pour autant soulever de débat: l'afflux de capitaux étrangers au Québec d'ici 1985 et la réforme des institutions financières.

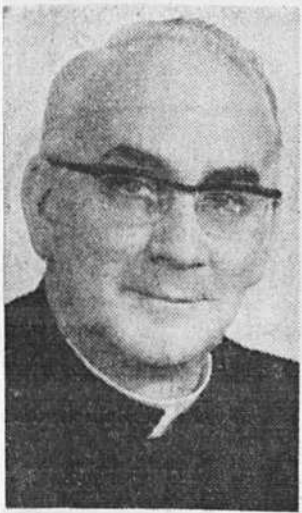
Même si le débat sur les investissements étrangers a surtout été laissé à la Chambre des Communes jusqu'ici, reste que le Québec n'a encore aucune politique en cette matière, que ce soit en termes de tamisage, d'équilibre avec des capitaux locaux ou d'impact sur la devise canadienne. Même le Parti québécois, jugé comme le plus sévère en cette matière, affiche une politique somme toute très confuse.

Ces capitaux étrangers touchent aussi bien le financement de l'Etat, des sociétés publiques que des projets de l'entreprise privée. Or, le seul choix que l'on peut opposer au capital étranger est évidemment l'épargne nationale canalisée par les institutions financières.

A l'exception du Parti québécois, qui s'est référé là-dessus à la comptabilité nationale du Québec de même qu'à son programme, peu de choses ont été avancées sur la réforme des institutions financières, qui permettrait de diriger l'épargne québécoise là où nous en avons le plus besoin.

Et pourtant, la révision décennale de la loi fédérale sur les banques approche rapidement, puis-que les premières audiences publiques commenceront l'an prochain ou, au plus tard, en 1975. Cette fois, les banques insisteront pour se lancer dans le secteur fiduciaire alors que les trusts réclameront le privilège des opérations bancaires.

Ce bouleversement des plus importantes institutions financières canadiennes conditionnera directement l'avenir des milieux financiers québécois et on risque de manquer le bateau.



Mgr J.-M. FORTIER  
Archevêque de Sherbrooke

## Nouveau président des évêques

OTTAWA (PC) — Mgr J.-M. Fortier, de Sherbrooke, a été nommé président de la Conférence catholique canadienne, organisme regroupant tous les évêques catholiques du Canada.

Le vice-président sera Mgr Emmet Carter, évêque de London, Ont.

Agé de 50 ans, Mgr Fortier était vice-président de la CCC depuis 1971. Il sera secondé dans son travail par les quatre membres "de droit" au sein de l'exécutif de la CCC, M. le Cardinal Maurice Roy, de Québec, Mgr Paul Grégoire de Montréal, Mgr Pocock de Toronto et M. Hermaniuk, métropolitain des Ukrainiens à Winnipeg.

Les six évêques élus pour composer l'équipe polyvalente qui régira les nouvelles structures de la CCC seront: Mgrs Lionel Audet, auxiliaire de Québec; Antoine Hacault, des St-Boniface, Manitoba; Bernard Hubert, de St-Jérôme, Qué.; Leonard Crowley, auxiliaire de Montréal; James Hays, de Halifax, et P. O'Byrne de Calgary, Alberta.

Les représentants élus des quatre régions de la CCC sont: Mgrs Donat Chiasson, de Moncton; Gilles Ouellet, de Rimouski; Remi de Roo de Victoria et F. Marrocco de Peterborough.

Les évêques catholiques du Canada, réunis en assemblée plénière, hier, à Ottawa, ont décidé d'appuyer tous les groupements qui prônent le respect de la vie humaine.

Par ailleurs, les évêques, qui ont passé la semaine en réunion, à Ottawa, n'ont pu publier le texte sur la formation de la conscience.

En préparation depuis plusieurs mois, ce document d'une quinzaine de pages devrait paraître dans les deux langues officielles canadiennes en même temps.

Selon Mgr Plourde, il constitue une réponse à un document pontifical sur la contraception où il était indiqué que le dernier juge était la "conscience".



**VOTEZ  
YVES  
TARDIF  
CANDIDAT  
LIBÉRAL  
ANJOU**

Autorisé par Normand Biron  
C. A., 6382, Place Val d'Anjou,  
Ville d'Anjou 433, Agent Officiel.

## Services sociaux: la nomination de responsables régionaux est considérée comme une opération de "patronage électoral"

par Claire DUTRISAC

Sous un camouflage parfait, le ministère des Affaires sociales (MAS) a procédé, au début de ce mois, à une opération "patronage électoral", réussie dans une large proportion.

Le 25 septembre dernier, le jour même où l'on annonçait la tenue des élections provinciales, le MAS retirait des mains d'au moins quatre conseils régionaux de santé des services sociaux (CRSS) le mandat (implicite dans la loi 65) d'implanter les comités provisoires devant s'occuper de mettre sur pied plus d'une vingtaine de centres d'accueil pour personnes âgées. Il confiait cette tâche à des agents du ministère responsable, dans les régions en cause, des programmes de services sociaux.

Rappelons que la loi 65 a créé des conseils régionaux dans toute la province. Le rôle d'un conseil régional est principalement de susciter la participation de la population: 1) à la définition de ses propres besoins en matière de services de santé et de services sociaux; 2) à la gestion et à l'adminis-

tration des établissements qui dispensent ces services.

Les membres des Conseils régionaux ne sont pas rémunérés. Un budget est prévu pour l'embauche d'un directeur général et d'un personnel administratif, et occasionnellement, d'un personnel spécialisé.

### Territoires démunis

L'opération "patronage électoral" a été conduite principalement dans la région métropolitaine même et dans celles situées au nord et au sud de Montréal. Ces secteurs sont considérés, par le ministère, comme des territoires particulièrement démunis quant aux centres d'accueil pour personnes âgées. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les foyers clandestins y pullulent.

Le MAS a donc créé de nouveaux postes: responsables régionaux des programmes de services sociaux. Ces agents se sont amenés et, sous forme de pressions ou de diktats, ont dit aux conseils régionaux impliqués: vous formez les comités provisoires de chaque projet d'ici le 4 octobre.

Le MAS a même convoqué une réunion de tous les promoteurs de projets de centres d'accueil le 27 septembre au soir, au 6161 rue Saint-Denis, dans les bureaux du ministère.

Les Conseils régionaux avaient jusqu'au 4 octobre 1973 pour envoyer au ministère le nom des personnes devant former le comité provisoire de chaque projet. C'était à toutes fins utiles écarter d'une façon générale, la population de ces comités. Comment, en si peu de temps, du 27 septembre au 4 octobre, les Conseils régionaux pouvaient-ils consulter le public, tenir des assemblées, le renseigner sur ses droits? Donc, le MAS, via ses agents régionaux nouvellement nommés ou promus, a écarté très aisément la participation populaire voulue par la loi.

Le camouflage dont a usé le MAS est le suivant: certains conseils régionaux ne se sont pas organisés assez vite. Il faut venir à leur secours et hâter les choses. On ne peut même pas tolérer un délai d'un mois. Il faut former les comités provisoires dans un laps de

temps de sept jours, dont une fin de semaine.

### Le camouflage

Et la participation populaire? Oh! On s'en soucie. Quand viendra le temps de former un comité d'administration permanent, on instruira la population, on l'incitera à participer à la gestion. C'est toujours le camouflage, quasi parfait.

Mais... Ce qu'il faut que le public sache, c'est que le comité provisoire de chaque futur centre d'accueil, comité formé au fond par le gouvernement (et le gouvernement, sauf erreur, est très près du Parti libéral qui brigue les suffrages de la population) a une énorme marge d'action. Constitué de "créatures" acquises au pouvoir libéral, ce comité peut: a) embaucher le directeur général de l'établissement projeté; b) déterminer s'il y aura construction ou réaménagement, cette dernière solution étant parfois plus "payante" que la première; c) décider du programme à l'intérieur du centre d'accueil; d) accorder des contrats pour la construction ou le réaménagement.

Quand tous les mor-

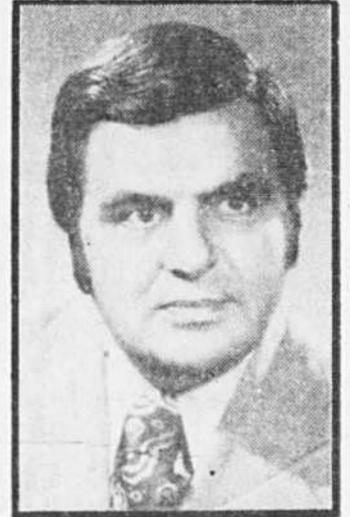
ceaux du gâteau auront été distribués aux "petits amis", on démocratisera le conseil d'administration, selon les conditions prévues dans la loi. Et personne ne peut changer cette décision, ont dit les représentants du ministère. Même pas M. Castonguay qui est tout de même ministre jusqu'au 29 octobre prochain?

Dans Drummondville, où la lutte est très serrée entre les créditistes et les libéraux, ce procédé pourrait influencer le vote.

Pourquoi le MAS a-t-il créé ces nouveaux postes qui font double emploi avec les Conseils régionaux dont le directeur général pourrait fort bien assumer la liaison entre le ministère et la population? Duplication qui coûte inutilement de l'argent aux contribuables.

Enfin, c'est l'ensemble du rôle véritable que doivent jouer les Conseils régionaux qui est en cause. On peut se demander si les conseils régionaux de santé et de services sociaux ne sont destinés qu'à servir de façade et de caution au patronage politique? Au "bon" patronage libéral, s'entend!

## CETTE ANNÉE ON VOTE CRÉDITISTE AVEC YVON DUPUIS



**LE 29  
LA MAJORITÉ GOUVERNERA  
YVON DUPUIS**

Avec  
Autorisée et payée par Roger Charbonneau  
9210 Waverly, agent officiel du Parti Créditiste

## Spassky, champion d'échecs d'URSS

MOSCOU (AFP) — Boris Spassky, ex-champion du monde, a remporté hier le titre de champion d'URSS d'échecs 1973, en faisant partie nulle contre le grand maître Tigran Petrossian dans la dernière ronde du championnat annoncé Radio-Moscou.

Spassky l'emporte avec 11,5 points sur les 17 possibles. Cinq grands-maîtres soviétiques, Anatole Karpov, Victor Kortchnoi, Guennady Kouzmine, Tigran Petrossian et Lev Polougaevski, avec 10,5 points sont seconds ex-aequo.

De Paris  
Le comité directeur national d'organisation des 20e Jeux olympiques d'échecs, chargé de mettre sur pied cette manifestation à Nice, du 6 au 30 juin 1974, a annoncé que:

— Le C.D.N.O., qui s'est réuni les 6 et 7 octobre, a fixé la date limite des inscriptions des pays invités au 15 janvier 1974.

— Il a fixé en outre, comme date limite du dépôt des listes des équipes le 1er avril 1974.

— Le grand maître international Alexandre Kotov (URSS), choisi comme arbitre-chef des futures Olympiades sera l'invité du comité organisateur, lors de son passage à Paris les 30 et 31 octobre, retour du tournoi international féminin de Minorque.

— Enfin la dernière mesure adoptée par le C.D.N.O. prévoit que pendant les Jeux, la correspondance sera oblitérée par un cachet postal commémoratif spécial.

Le Centre de Formation et de Perfectionnement en Administration de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

en collaboration avec

La Direction Générale du Design du Ministère de l'Industrie et du Commerce (Canada) et le Ministère de l'Industrie et du Commerce (Québec)

présente un programme intensif de 8 séances en

## DESIGN MANAGEMENT

Les 16, 17, 30 novembre et 1er décembre 1973:  
• 2 vendredis, de 14 heures à 22 heures  
• 2 samedis, de 9 heures à 17 heures

- Comment le design et les designers peuvent contribuer au développement de votre entreprise: innovation, lancement de nouveaux produits
- Comment augmenter l'efficacité de votre production, réduire vos coûts et augmenter vos profits en innovant par le design
- Comment utiliser les services au design et les programmes gouvernementaux d'aide au design
- Comment le design peut vous aider à conquérir les marchés internationaux

Renseignements: (514) 343-4497



## Wawanesa présente une innovation importante en matière d'assurance-incendie:

# La police de 12 mois.

(payable en 10 mois.)

La police de trois ans vous a tous bien servi mais les augmentations des coûts de l'assurance-incendie de ces dernières années l'ont rendu beaucoup moins avantageuse qu'auparavant.

C'est pour cela que Wawanesa offre maintenant une police d'assurance-incendie de 12 mois.



Placez-vous sous notre aile.

Cette innovation vous permet de planifier plus rationnellement le coût de votre assurance. Désormais vous pouvez acheter de l'assurance-incendie aussi facilement que vous avez pu acheter notre assurance-auto. D'année en année. Et comme vous avez pu le faire avec notre assurance-auto vous allez pouvoir payer votre assurance-incendie en 10 paiements échelonnés sur 10 mois.

Si votre police actuelle arrive à échéance ne manquez pas de vérifier le coût d'une police d'assurance-incendie Wawanesa de 12 mois, pratique et facile à payer.

Ce coupon peut donner plus de valeur à votre argent. Découpez et envoyez-le nous.

Vous découvrirez combien vous allez économiser sur votre prochaine police d'assurance-incendie.

Complétez et postez à:  
WAWANESA, 8585 DÉCARIE,  
MONTREAL.

Propriétaire-occupant

Locataire-occupant

GENRE DE RÉSIDENCE:

Maison unifamiliale

Duplex

Triplex

Autre

GENRE DE CONSTRUCTION:

Briques/Pierres/Blocs ciment

Bois

Revêtement métallique

Autre

TYPE DE CHAUFFAGE:

Central

Chauffé en partie par locataire

Autre

MONTANT DE PROTECTION DESIRÉE:

Bâtisse \$

Contenu \$

Date d'échéance police actuelle:

\_\_\_\_\_

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## Assurance Incendie Wawanesa

342-2211

8585 Boul. Décarie • 10548 Boul. Lajeunesse • 5688 Av. Verdun • 8394 St. Laurent • 3326 est rue Ontario • 1228 est rue Mont-Royal • 6313 est rue Sherbrooke • 1280 Boul. Curé Labelle • 29b, Boul. d'Anjou, Châteauguay-Centre • Centres d'Achats: Pie IX, V. Jacques Cartier, Pl. Airline LaSalle, Pl. Dey 6061 est H. Bourassa.

A Québec • 661-7741 • 2070 La Canadienne • Centre d'Achats Ste-Foy.

Et aussi: Baie-Comeau 296-5517 • Chicoutimi 543-7791 • Drummondville 472-6165 • Granby 378-7171 • Hull 771-5711 • Joliette 756-8368 • Jonquière 547-9379 • Rimouski 723-7873 • Rivière-du-Loup 862-4197 • Rouyn 762-6616 • Ste-Agathe 326-1422 • St-Jean 348-2654 • St-Jérôme 438-1110 • Sept-Îles 962-5541 • Shawinigan 539-3430 • Sherbrooke 569-8817 • Thetford Mines 338-1566 • Trois-Rivières 378-4823 • Victoriaville 752-9650 •

## AVIS CN — Containers Montport

Tous les camionneurs, qui font le transport des containers au terminus Montport, sont avisés qu'à partir du mardi 30 octobre, ils pourront utiliser l'entrée est de la route d'accès à Montport, connue sous le nom de chemin Slope via la rue Carillon, et/ou l'entrée ouest du chemin Slope (rue Pullman) pour atteindre le terminus Montport et la cour Turcot, pour le chargement ou la livraison de containers.

H. C. Williams  
Surintendant général  
Messageries et services intermodaux



# Zellers

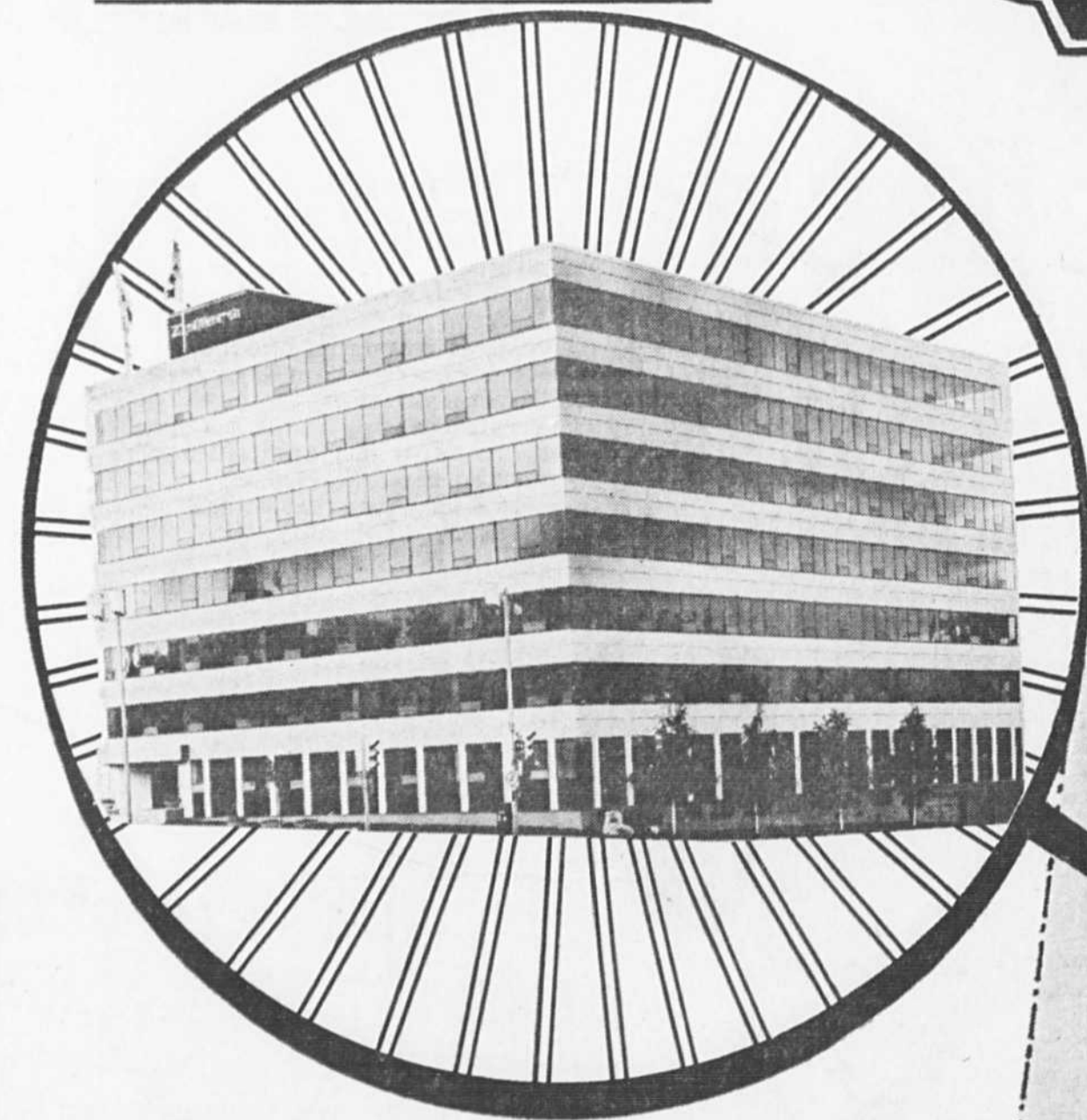
## 3 **GRANDE INAUGURATION DE** **NOUVEAUX MAGASINS À RAYONS ZELLERS**

**LE**  
**MERCREDI**  
**31**  
**OCTOBRE**

# NOUVEL **au** **ESSOR** Québec

**LE BUREAU-CHEF DE ZELLERS**  
**À MONTRÉAL, POUR TOUS LES**  
**MAGASINS AU QUÉBEC**  
**ET AU CANADA.**  
**149 MAGASINS**  
**À VOTRE SERVICE**  
**D'UN OCÉAN À L'AUTRE!**

**POUR MIEUX SATISFAIRE**  
**SA CLIENTÈLE ...**  
**IL Y A MAINTENANT**  
**34 MAGASINS À**  
**RAYONS ZELLERS**  
**DANS LA PROVINCE**  
**DE QUÉBEC!**



**UN PERSONNEL DE 8,000 TRAVAILLE**  
**CHEZ ZELLER'S... VOUS SERT, VOUS,**  
**ACHETEURS, D'UN OCÉAN À L'AUTRE!**  
**1,900 SONT À VOTRE SERVICE**  
**DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC!**



**Zellers**  
**LES GALERIES DES MILLE-ILES** 303, boulevard Labelle  
Rosemère

**Le gérant du magasin Zellers**  
R.-J. LAMBERT

**Zellers**  
**LES GALERIES AYLNER** 175, rue Principale  
Aymer

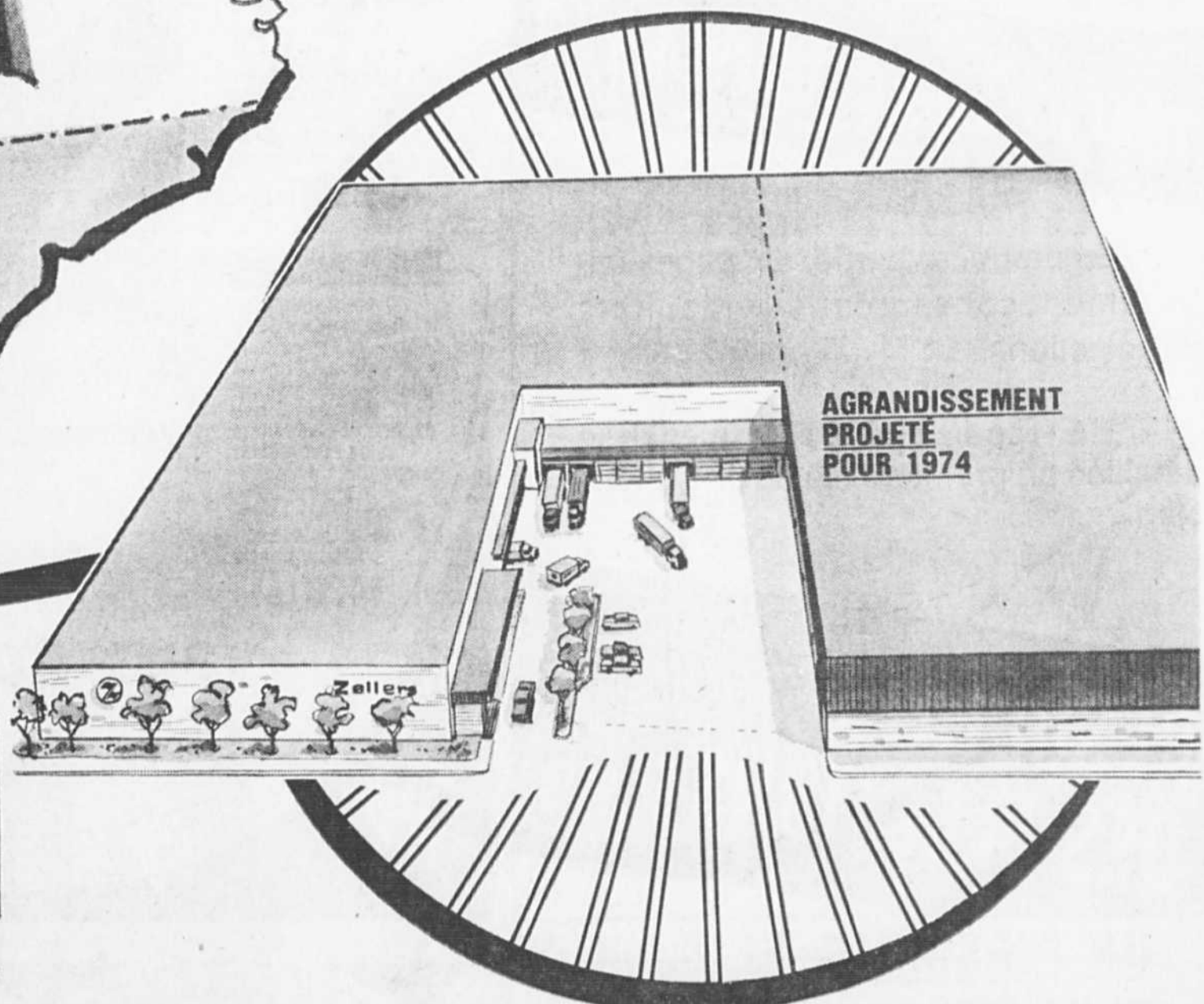
**Le gérant du magasin Zellers**  
H.-J. LENGLET

**Zellers**  
**LES GALERIES SAINT-LAURENT** 1999, boul. Laurentien  
Ville Saint-Laurent

**Le gérant du magasin Zellers**  
J.-W. LESSARD

**Y. LEMAY**  
Le gérant régional de  
tous les magasins Zellers  
de Montréal et de la  
périphérie de Montréal

**J.-L. LEMOINE**  
Le gérant régional de  
tous les autres magasins  
Zellers dans la province  
de Québec.



**LE CENTRE DE DISTRIBUTION DE ZELLERS, 249,000 PI. CA. D'ENTREPÔT, À MONTRÉAL-NORD, APPROVISIONNE TOUS LES MAGASINS ZELLERS DU QUÉBEC ET CEUX DE TOUTES LES AUTRES PROVINCES. EN 1974, LE CENTRE S'AGRANDIRA DE 225,000 PI. CA. SUPPLÉMENTAIRES, AFIN DE VOUS SERVIR MIEUX, DE VOUS OFFRIR UN CHOIX PLUS ÉTENDU DE MARCHANDISES.**



# CARRIÈRES et PROFESSIONS

## OFFICIERS FRANCOPHONES

Les Forces armées canadiennes offrent une carrière bien rémunérée et pleine de défi à tous les jeunes gens possédant un diplôme universitaire, de CEGEP professionnel (DEC), ou d'institut de technologie; fonctions responsables à l'intérieur de structures administratives modernes, travail des plus intéressants. Des postes sont ouverts dans les classifications suivantes:

- PILOTE
- GÉNIE MILITAIRE
- GÉNIE MARITIME
- BLINDÉS, ARTILLERIE
- OPÉRATIONS MARITIMES

Il y a aussi quelques ouvertures dans les classifications suivantes: infirmières, aumôniers, ergothérapeutes, pharmaciens, physiothérapeutes.

## ASPIRANTS-OFFICIERS FRANCOPHONES

Dans le cadre aspirants-officiers, les jeunes canadiens diplômés de l'école secondaire cours sciences-mathématiques sont éligibles dans les spécialités opérationnelles, telles que:

- PILOTE
- ARTILLERIE
- BLINDÉS
- OPÉRATIONS MARITIMES

Solde mensuelle élèves-officiers: \$450.00, lieutenants débutant à \$580.00 et autres avantages. Age 17 à 23 ans.

## COURS DE BASE

Nous recrutons immédiatement pour le cours de base débutant le 10 février 1974 à l'École des Officiers des Forces canadiennes située à Chilliwack, Colombie-Britannique. Il y a place pour 130 officiers et aspirants-officiers.

Un conseiller en carrières militaires sera heureux de vous donner tous les détails et vous fixer un rendez-vous au moment qui vous conviendra.

Venez au:

1254 rue BISHOP, Montréal,  
ou appelez à 283-6518

Pour Sherbrooke:

50 rue Couture, ou appelez à 565-4949

## COLLÈGE RÉGIONAL BOURGCHÉMIN



## OUVERTURE DE POSTE CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

### ATTRIBUTIONS:

Sous l'autorité du Directeur Pédagogique du Campus, le Conseiller Pédagogique assume notamment et entre autres, les responsabilités suivantes:

- 1° il se tient au courant des recherches, des changements et des innovations dans le domaine pédagogique;
- 2° il a un rôle d'animation pédagogique auprès du personnel enseignant;
- 3° il voit à l'implantation des innovations;
- 4° il contrôle les résultats de l'application des diverses méthodes et autres moyens pédagogiques;
- 5° il conseille le Campus et les personnes intéressées par ces sujets;
- 6° il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

### QUALIFICATIONS REQUISES:

- Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle dans une discipline appropriée dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études.
- Expérience au niveau collégial.

### TRAITEMENT

Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

### ENDROIT DU TRAVAIL:

Saint-Hyacinthe

### ENTRÉE EN FONCTIONS:

Pour l'immédiat

Les personnes intéressées à poser leur candidature devront faire parvenir, au soussigné, un curriculum vitae complet de même que les attestations pertinentes et ce avant le 6 novembre 1973.

**SERGE VINCELETTE**  
Secrétaire Général  
CEGEP BOURGCHÉMIN  
2775, Bourdages  
Saint-Hyacinthe

## Commission de la fonction publique concours de recrutement



### COORDONNATEUR DE PROJET EN TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE

Ministère des Richesses naturelles — Direction générale du Nouveau-Québec — poste à Québec.

**FONCTIONS** — Sous l'autorité immédiate du directeur du service de promotion socio-économique, coordonner l'ensemble des activités relatives à l'implantation d'un projet de télévision communautaire sur le territoire du Nouveau-Québec; articuler la collaboration du ministère des Communications et des autres organismes impliqués dans ce projet; conseiller le ministère en matière de communication dans ce territoire.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire terminal dans une discipline appropriée ou une expérience exceptionnelle dans le domaine des communications ou de l'information. La préférence sera accordée aux candidats ayant une connaissance des langues française, anglaise et esquimaude, ainsi que des caractéristiques du nord-québécois.

**TRAITEMENT INITIAL** de \$8,204 à \$14,185; primes d'isolement proportionnellement aux durées des séjours dans le Nord.

**CONCOURS A104AB** — Date limite pour l'inscription: 9 novembre 1973

### RESPONSABLE DE LA PROMOTION TOURISTIQUE

Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche — 1 poste à Montréal et 1 poste à Québec.

**FONCTIONS** — Les titulaires de ces postes sont responsables de l'élaboration et de l'exécution des programmes de promotion du service de la commercialisation; ils doivent maintenir des contacts avec les organismes publics et privés œuvrant dans le domaine du tourisme et des voyages; ils sont chargés, entre autres, de développer des voyages à forfait, d'organiser l'accueil des agents étrangers et leurs tournées de familiarisation au Québec.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire en sciences humaines ou dans toute autre discipline analogue. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine du tourisme, de la promotion publicitaire ou des relations publiques peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire. La préférence sera accordée aux candidats ayant plusieurs années d'expérience pertinente à la fonction.

**TRAITEMENT** pouvant atteindre \$17,159.

**CONCOURS A104AD** — Date limite pour l'inscription: 9 novembre 1973

### AGENT DE RECHERCHE EN DOCUMENTATION

Ministère des Affaires sociales — 2 postes à Québec.

**FONCTIONS** — Collaborer au fonctionnement du système de gestion de la documentation et de l'information; dresser les profils d'intérêt des principaux utilisateurs de la documentation; élaborer, analyser et synthétiser les dossiers de recherche en documentation. Dresser l'inventaire des ressources de chaque direction en vue de la constitution d'un fichier central.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire de 1er cycle en sciences sociales ou disciplines connexes; expérience reliée aux fonctions du poste. Connaissance de la langue anglaise.

**TRAITEMENT INITIAL** pouvant atteindre \$16,296

**CONCOURS A105AJ** — Date limite pour l'inscription: 10 novembre 1973

### COORDONNATEUR DE COMITÉS D'ÉTUDES DE PROGRAMMES UNIVERSITAIRES

Ministère de l'Éducation; conseil des universités — poste à Québec

**FONCTIONS** — Coordonner des groupes de travail responsables d'études et de recherches sur le développement de l'enseignement universitaire et de travaux d'analyse en vue de l'élaboration de politiques de développement et de coordination des activités universitaires.

**EXIGENCES** — Diplôme de 2e cycle en sciences sociales ou autres disciplines pertinentes et quelques années d'expérience pertinente.

**TRAITEMENT INITIAL** pouvant atteindre \$16,296

**CONCOURS A105AK** — Date limite pour l'inscription: 10 novembre 1973

### TRADUCTEUR

Ministère des Communications — Ministère du Travail et de la Main-d'Ouvrière — Ministère de l'Industrie et du Commerce — postes à Québec et 1 poste à Montréal.

**FONCTIONS** — Traduire vers l'anglais ou le français des textes administratifs, techniques et juridiques; réviser et corriger les épreuves.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire terminal en lettres ou dans une autre discipline universitaire appropriée. Une expérience exceptionnelle peut suppléer à l'absence du diplôme universitaire.

**TRAITEMENT INITIAL** de \$8,204 à \$17,159

**CONCOURS A125** — Date limite pour l'inscription: 10 novembre 1973

### PRÉPOSÉS AUX RENSEIGNEMENTS

Régie de l'assurance-maladie du Québec — postes à Montréal

**FONCTIONS** — Renseigner le public en ce qui a trait au régime d'assurance-maladie; diriger les bénéficiaires auprès des divers services de la Régie et leur fournir l'assistance technique nécessaire. Enregistrer des données et réviser les informations utiles à la mise à jour des fichiers de contrôle.

**EXIGENCES** — Diplôme de fin d'études secondaires; bonnes connaissances des langues française et anglaise.

**TRAITEMENT INITIAL** de \$4,211 à \$5,336

**CONCOURS A200AE** — Date limite pour l'inscription: 9 novembre 1973

### AGENT DE PROBATION

Ministère des Affaires sociales — postes dans la région de Montréal.

**FONCTIONS** — Conseiller les juges de la Cour de bien-être social concernant les cas d'enfants qui leur sont déferés en vertu des lois existantes; recueillir toute information sur la personnalité, le comportement de l'enfant et sa relation avec le milieu; évaluer la situation et proposer un plan de réadaptation; voir à l'application des mesures prescrites par la Cour.

**EXIGENCES** — Diplôme d'études collégiales avec spécialisation en assistance sociale ou en rééducation en institution OU diplôme d'études secondaires et 6 années d'expérience pertinente aux acti-

vités de l'agent. Toute année de scolarité post-secondaire réussie ayant les sciences ou techniques humaines comme matières dominantes peut suppléer à l'absence de 2 années d'expérience pertinente. Certains postes exigent une très bonne connaissance de la langue anglaise.

**TRAITEMENT INITIAL** DE \$5,926 à \$9,652.

**CONCOURS A206** — Date limite pour l'inscription: Le 9 novembre 1973

### SECRÉTAIRE JUDICIAIRE

Ministère de la Justice — Postes à Montréal et Saint-Jérôme

**FONCTIONS** — Assister aux audiences des Cours de Justice et y tenir le procès-verbal des débats; transcrire au dactylographe les débats judiciaires enregistrés sur ruban magnétique et s'assurer que la transcription est fidèle et intégrale; s'assurer que les dossiers soumis à l'audience sont conformes aux exigences de la loi.

**EXIGENCES** — Diplôme de fin d'études secondaires; 3 années d'expérience pertinente; connaître la dactylographie; connaissance de l'anglais et du français.

**TRAITEMENT INITIAL** pouvant atteindre \$6,993. Possibilité de carrière jusqu'à \$8,783

**CONCOURS A225A** — S'inscrire immédiatement

### DÉPUTÉ-REGISTRATEUR

Ministère de la Justice — poste à Saint-Jérôme

**FONCTIONS** — Effectuer les travaux juridiques relatifs aux quittances, radiations après avoir jugé du bien-fondé de la demande. A cette fin, le titulaire doit: tracer un état des droits réels qui grèvent un immeuble, accepter les quittances, effectuer les radiations, inscrire les poursuites pour privilèges et saisies sur demande justifiée par les avocats et les Cours de Justice, dresser la liste des créanciers et les aviser lors des ventes pour taxes, les saisies et les avis de soixante jours.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire en droit (L.L.L.) OU études de niveau secondaire équivalent à une 11e année et environ 15 années d'expérience pertinente. Toute année de scolarité post-secondaire réussie équivaut à 2 années d'expérience.

**TRAITEMENT** de \$9,520 à \$12,625

**CONCOURS A739F** — Date limite pour l'inscription: 9 novembre 1973

### AGENT D'INFORMATION

Divers ministères et organismes — 13 postes à Québec.

**FONCTIONS** — Concevoir, rédiger et produire des documents d'information concernant les activités des ministères et organismes destinés à la population et à l'administration gouvernementale; participer au choix et à l'utilisation de méthodes de communication de masse.

**EXIGENCES** — Diplôme universitaire terminal dans une discipline en sciences de l'homme ou dans une discipline connexe. Sont également admissibles les candidats ne possédant pas de diplôme universitaire mais ayant une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine de l'information.

**TRAITEMENT INITIAL** de \$8,204 à \$14,185 selon la compétence

**CONCOURS A104** — Date limite pour l'inscription: 9 novembre 1973

S'inscrire à l'aide du questionnaire offre de service qu'on peut se procurer aux bureaux de la Commission de la fonction publique (Québec: tél. 643-3984; Montréal: tél. 873-3035) ou aux bureaux régionaux des ministères. Joindre une photocopie de ses attestations d'études officielles.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler les postes vacants, la commission limitera sa sélection à ces personnes.

## Directeur du tirage

Êtes-vous intéressé par un poste de direction dans le milieu des médias de communication écrite? Avez-vous cinq ans d'expérience pertinente préférablement avec une circulation A B C?

Si oui, notre client, une publication québécoise établie depuis plus de 70 ans pourrait vous offrir un défi à relever. Le candidat choisi sera responsable de maintenir et d'augmenter le tirage de ce média de communication. Il devra initialement réévaluer les politiques de mise en marché et établir la structure nécessaire à l'atteinte des objectifs qu'il aura fixés. Le salaire sera en fonction de l'expérience des candidats.

Toutes les demandes faisant état de l'âge, de la formation et de l'expérience devront être faites par écrit et seront traitées confidentiellement.

Référence, dossier C-318

## Woods, Gordon & Cie

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

630 OUEST, BOULEVARD DORCHESTER, MONTRÉAL 101, QUÉBEC.

Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration

## CENTRE HOSPITALIER MARIE-ENFANT offre un poste de PHYSIOTHÉRAPEUTE-CHEF

- AUTORITÉ:** Être responsable devant le Directeur des services professionnels de la direction de physiothérapie.
- RESPONSABILITÉ:** Appliquer les méthodes de thérapie prescrites par le médecin traitant et sous sa surveillance.
- FONCTIONS:** Planifier et coordonner les activités professionnelles des membres du service en fonction des besoins des malades hospitalisés et des enfants traités en clinique externe; Motiver le personnel de la section comptant actuellement douze (12) personnes; Participer au travail d'équipe du service de physiothérapie; Collaborer au fonctionnement des cliniques spécialisées en réadaptation; Contrôler et surveiller les méthodes de thérapie de son service; Promouvoir l'enseignement et la recherche.
- CANDIDAT:** Doit posséder baccalauréat en physiothérapie d'une école reconnue et être membre en règle de la Corporation Professionnelle des Physiothérapeutes du Québec; Expérience en administration.

Faire parvenir "curriculum vitae" au:

Directeur du Personnel  
HOPITAL MARIE-ENFANT  
5200 est, Bélanger, Montréal, Québec H1T 1C9

## LA COMMISSION SCOLAIRE SAINTE-CROIX: AGENT DE LA GESTION DU PERSONNEL NATURE DU TRAVAIL:

Effectuer le recrutement et la gestion du personnel. Assurer le respect des conditions de travail.

### ATTRIBUTIONS:

- Recrutement, sélection, perfectionnement du personnel.
- Préparation des négociations des conventions collectives de travail.
- Mise à jour des critères, normes et procédures inhérentes à l'application et au contrôle des règles, lois, contrats en vigueur.
- Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

### QUALIFICATIONS:

Posséder une diplôme universitaire terminal de 1er cycle, de préférence dans le domaine des relations industrielles et être bilingue.

### CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.  
Faire parvenir votre curriculum vitae AVANT LE 6 NOVEMBRE 1973 au:

Directeur des Services du Personnel  
LA COMMISSION SCOLAIRE SAINTE-CROIX  
1100, Côte-Vertu,  
Saint-Laurent, Québec.  
H4L 4V1

## REPRÉSENTANT MATÉRIEL DE CONSTRUCTION

Manufacturier de spécialités pour la construction et l'échafaudage recherche un représentant technique bilingue pour la région métropolitaine.

Salaire, automobile fournie, bénéfices marginaux.

Pour entrevue:

Mme Delorme,  
321-9692  
MILLS STEEL PRODUCTS LTD.

## LA COMMISSION SCOLAIRE DE TERREBONNE REQUIERT LES SERVICES D'UN (1) CONSEILLER PÉDAGOGIQUE EN FRANÇAIS LANGUE MATERNELLE A PLEIN TEMPS

ATTRIBUTIONS: Sous l'autorité du Directeur de l'Enseignement Élémentaire.

QUALIFICATIONS REQUISES: Bacc spécialisé en enseignement élémentaire, option Français. Cinq (5) ans d'expérience à l'élémentaire. Études au niveau du 2e cycle peuvent compenser pour une partie de l'expérience.

TRAITEMENT: Selon les échelles de traitement de la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

Les demandes écrites, accompagnées d'un curriculum vitae, devront parvenir au plus tard le vendredi 9 novembre 1973, à 1 heure de l'après-midi.

LA COMMISSION SCOLAIRE DE TERREBONNE  
697 ST SACREMENT  
Terrebonne P.Q.  
Attn: MONSIEUR LÉOPOLD LAROCHE  
AGENT DE LA GESTION DU PERSONNEL

## INGÉNIEURS MÉCANICIENS et ÉLECTRICIENS

Une maison internationale et en expansion, distributrice de pièces d'automobiles dans la région de Montréal, recherche (3) ingénieurs-mécaniciens et (1) ingénieur-électricien pour son service de génie. Les candidats doivent avoir 3 ans au moins d'expérience dans le service de génie d'une installation industrielle ou d'une firme d'ingénieurs-conseils, être diplômés d'une université agréée et pouvoir parler et écrire le français et l'anglais couramment.

Faire parvenir le curriculum vitae avant le 30 octobre 1973 à:

Case 14039, La Presse,  
Montréal H2T 1K9

Toute demande sera étudiée à titre strictement confidentiel. Le traitement offert sera en fonction de l'expérience.

# CARRIÈRES et PROFESSIONS

## DIRECTEUR GÉNÉRAL

Traitement \$20,000 - \$25,000

Une entreprise canadienne d'envergure nationale, spécialisée dans des secteurs particuliers de l'industrie agro-alimentaire, recherche un directeur général pour sa division du Québec/Maritimes. A cause de la demande croissante pour ses produits et ses services techniques, cette société se destine un avenir prometteur. Relevant du président, le directeur général est entièrement responsable de la planification, la gestion, la croissance et la rentabilité. Secondé par un personnel hautement qualifié dans des secteurs technologiques avancés, il s'occupe surtout d'augmenter la pénétration du marché. Lieu de travail: Montréal.

Ce poste s'adresse plus particulièrement au candidat qui allie formation et expérience dans les domaines de l'administration et de l'agriculture. L'aspect administratif implique que le candidat idéal soit capable d'interpréter et d'utiliser l'information financière, et qu'il connaisse le domaine du marketing. Bilingue, il possède l'enthousiasme et le dynamisme qui caractérisent les véritables leaders. Il désire s'associer à une entreprise en plein essor où le personnel de direction participe en équipe à la réalisation des objectifs humains et corporatifs.

Vous référant au dossier 34-11-575C, veuillez adresser votre demande qui sera traitée confidentiellement à M. André Brian, suite 835, 1, Place Ville-Marie, Montréal H3B 1Z8, Qué.

**P. S. ROSS ET ASSOCIES**  
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

MEMBRE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CONSEILLERS EN ADMINISTRATION.

## SPÉCIALISTE

EN CHAUFFAGE — CLIMATISATION — RÉFRIGÉRATION

### FONCTIONS:

- Travailler en collaboration sur des problèmes de thermique reliés à l'industrie et plus particulièrement dans le chauffage et la ventilation. Les problèmes peuvent être cependant généraux en thermique.

### EXIGENCES:

- Posséder un diplôme d'ingénieur en mécanique ou l'équivalent;
- Avoir certaines connaissances en écoulement des fluides en relation avec le transfert thermique;
- Posséder cinq (5) années d'expérience industrielle.

### LIEU DE TRAVAIL:

- Québec

### AVANTAGES SOCIAUX:

- Fonds de pension, assurance-vie, assurance-maladie et assurance-salaire.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" détaillé, avant le 3 novembre 1973, en mentionnant sur l'enveloppe le no 3-52, à l'adresse suivante:

**DIRECTEUR DU PERSONNEL**  
Centre de Recherches  
Industrielles du Québec  
Complexe Scientifique du Québec  
Case Postale 9038  
Sainte-Foy, Québec 10  
G1V 4C7

## IRON ORE COMPANY OF CANADA

### OPÉRATEUR DE CENTRALE ÉLECTRIQUE

Cet opérateur est requis pour travailler dans une centrale électrique moderne, comprenant deux générateurs hydro-électriques et située à Ste-Marguerite, à environ 20 milles par route de Sept-Iles, P.Q.

Les tâches comprennent l'exploitation et l'entretien de notre station génératrice. Les candidats devront avoir complété une 10<sup>e</sup> année, ou l'équivalent, et posséder un minimum de 2 années d'expérience dans l'exploitation d'une centrale électrique. De bonnes connaissances en électricité seront un atout.

Salaire : \$945.00 par mois.

Les bénéfices incluent un loyer à prix modique, un plan de vacances et des bénéfices marginaux. De plus, les frais de déménagement seront assumés par la Compagnie. Les candidats intéressés et possédant les qualités requises sont invités à faire parvenir leur résumé à l'adresse suivante:

**IRON ORE COMPANY OF CANADA**  
Bureau d'Embauchage  
100, rue Retty,  
SEPT-ILES, P.Q.  
G4R 4L5

## IRON ORE COMPANY OF CANADA

est à la recherche pour ses installations à Sept-Iles, d'un:

### VÉRIFICATEUR INTERNE

Les candidats doivent être comptables agréés ou posséder un R.I.A.. Ils doivent faire preuve d'une aptitude reconnue pour travailler efficacement avec la haute direction.

En plus d'une expérience pratique suffisante, les candidats devront être en mesure de pouvoir suggérer aux plus hauts niveaux administratifs des recommandations visant à l'amélioration des contrôles et des systèmes en application.

Une bonne connaissance de la mise en application des ordinateurs dans les affaires serait un atout.

Nous offrons d'excellents salaires, des bénéfices marginaux et nous couvrons les frais de déménagement.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir, confidentiellement, leur curriculum vitae, à:

Bureau d'Embauchage  
**IRON ORE COMPANY OF CANADA**  
100 rue Retty  
SEPT-ILES, P.Q.  
G4R 4L5

## POSTES VACANTS OUTREMER

Nouvelle entreprise minière  
en Afrique occidentale

Postes offerts immédiatement à des candidats d'expérience:

Surveillant de l'équipement mobile et diesel

Surveillant de la sécurité et des mesures sanitaires.

Pour tous renseignements au sujet de ces postes, voir notre message dans la section des petites annonces d'aujourd'hui.

**M. C. PELOW**  
Directeur de l'emploi

**HALCO (MINING) Inc.**

900 Two Allegheny Centre  
Pittsburg, Pa. 15212

## criminologue

Le Service de l'Éducation Permanente du CEGEP de Rouyn-Noranda recherche les services d'un criminologue.

QUALIFICATION: B.Sc. (criminologie).

FONCTIONS: — Enseignant  
— Responsable de l'option techniques policières

SALAIRE: Selon la convention collective.

LIEU DE TRAVAIL: — Rouyn-Noranda et la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Adressez votre demande et curriculum vitae à:

Service de l'Éducation Permanente  
CEGEP de Rouyn-Noranda  
C.P. 1500  
Rouyn, P. Québec  
J9X 5E5

Téléphone: (819) 762-0931, poste 138



**cegep de rouyn-noranda**

## LA COMMISSION SCOLAIRE SAINTE-CROIX:

### PSYCHOLOGUES

#### NATURE DU TRAVAIL:

Le rôle principal du psychologue est de fournir une assistance professionnelle aux élèves en vue de leur intégration et leur adaptation en milieu scolaire et social.

#### ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:

Le psychologue effectue des tâches relatives à l'élaboration des objectifs et des politiques de travail de son secteur en tenant compte des politiques générales d'administration et de pédagogie tant au niveau de l'école qu'au niveau de la commission. Il est chargé de l'application de cette politique.

Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

#### QUALIFICATIONS REQUISES:

Posséder un diplôme universitaire terminal en psychologie et être bilingue.

#### CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

Faire parvenir votre curriculum vitae AVANT LE 9 NOVEMBRE 1973 au:

Directeur des Services du Personnel,  
LA COMMISSION SCOLAIRE SAINTE-CROIX,  
1100, Côte Vertu,  
Saint-Laurent, Québec.  
H4L 4V1

## IRON ORE COMPANY OF CANADA

RECHERCHE DES

### INGÉNIEURS

DANS LES DISCIPLINES SUIVANTES

#### GÉNIE MINIER:

En vue d'exécuter des travaux de génie minier et pour surveiller les activités quotidiennes d'extraction à ciel ouvert. Ils seront aussi appelés à travailler au développement de plans et programmes à long terme.

#### GÉNIE ÉLECTRIQUE ET CIVIL:

Ces ingénieurs seront appelés à faire l'étude de spécifications de projets, les évaluations des prix de revient pour les plans de génie civil et électrique sous le contrôle des services de l'ingénierie.

Leurs responsabilités incluent aussi l'étude des réseaux de chemin de fer, les plans de construction, d'égouttement, d'édifices, de structures, de même que l'analyse des conditions du sol. Ils seront également appelés à faire l'étude des systèmes de distribution d'énergie, des machines et commandes électriques ainsi que de l'équipement de construction.

Les candidats intéressés et possédant les qualités requises sont invités à faire parvenir leur résumé à l'adresse suivante:

**IRON ORE COMPANY OF CANADA**  
Bureau d'Embauchage  
100, rue Retty  
SEPT-ILES, P.Q.  
G4R 4L5

## CHEF SOUSCRIPTEUR

Assurances générales

En tant qu'expert en assurances, cherchez-vous ce qui suit?

La possibilité de diriger une équipe de souscripteurs et d'inspecteurs compétents, dans une compagnie établie à Montréal.

La chance de participer à des comités et des associations professionnelles reliés à l'assurance.

L'avantage d'atteindre rapidement un poste de cadre supérieur dans une entreprise entièrement canadienne-française.

Si oui, Vous possédez une expérience dans l'étude de la nature et de la valeur des risques commerciaux.

Vous êtes bilingue et connaissez plusieurs personnes dans le monde des courtiers en assurance.

Votre leadership, votre maturité et votre jugement vous préparent à aider vos employés à résoudre des cas de souscription complexes.

Vous référant au dossier 34-11-574C, veuillez adresser votre demande qui sera traitée confidentiellement à

M. André Brian, Suite 835, 1 Place Ville-Marie, Montréal H3B 1Z8, Qué.

**P. S. ROSS ET ASSOCIES**  
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

MEMBRE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CONSEILLERS EN ADMINISTRATION.

## DIRECTEUR DES ACHATS

\$14,000 - \$18,000

Une entreprise canadienne dont les produits à la consommation sont distribués sur les marchés internationaux recherche un directeur des achats. Relevant du contrôleur, il assumera l'entière responsabilité du service des achats et s'occupera plus particulièrement de réviser les politiques, de développer, d'implanter et d'administrer les systèmes et les procédures d'achat pour l'ensemble de la société. Lieu de travail: Montréal.

Ce poste s'adresse à l'acheteur de carrière qui a démontré des aptitudes certaines pour la gestion. Bilingue, il a une formation académique acquise, de préférence, dans un milieu relié à l'emballage. Doué d'un sens aigu de l'organisation, il fait preuve d'initiative et de jugements sûrs. Il désire se joindre à une entreprise dynamique et en plein essor où il pourra jouer un rôle de premier plan comme professionnel des achats.

Vous référant au dossier 34-11-519C, veuillez adresser votre demande qui sera traitée confidentiellement à M. Jean Desautels, Suite 835, 1 Place Ville-Marie, Montréal H3B 1Z8, Qué.

**P. S. ROSS ET ASSOCIES**  
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

MEMBRE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CONSEILLERS EN ADMINISTRATION.

## CHEF DU SERVICE DE LA MÉTÉOROLOGIE

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

Poste à Québec

FONCTIONS: Sous l'autorité du directeur de l'hydrologie, planifier, coordonner et contrôler les activités du service. A cette fin, il doit: administrer le réseau météorologique et climatologique; s'assurer de la diffusion des données météorologiques et climatologiques; voir à l'application de la loi sur la provocation artificielle des pluies; coordonner la réalisation des études requises en vue de l'amélioration du réseau météorologique; établir un système de prévision des crues; assurer la liaison avec les associations professionnelles et les groupements oeuvrant dans ce secteur d'activités.

EXIGENCES: Diplôme universitaire préférentiellement de deuxième cycle en physique, ou en toute autre discipline appropriée, avec spécialisation en météorologie; plusieurs années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans des travaux d'analyse en climatologie et météorologie appliquées à l'agriculture, la foresterie, le génie civil et l'hydrologie de même que dans la planification et la gestion de réseaux météorologiques d'observation; expérience souhaitable en prévisions météorologiques.

TRAITEMENT: \$18,950 à \$23,100

CONCOURS: A620DM — Date limite pour l'inscription: 2 novembre 1973.

S'inscrire à l'aide du questionnaire "offre de service" qu'on peut se procurer aux bureaux de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC (Québec: tel. 643-3984; Montréal: tel. 873-3035) ou aux bureaux régionaux des ministères, SI LE NOMBRE DE CANDIDATURES SOUMISES PAR DES CITOYENS CANADIENS EST SUFFISANT POUR COMBLER CE POSTE, LA COMMISSION LIMITERA SA SÉLECTION À CES PERSONNES.

Compagnie de renommée internationale  
spécialisée dans l'emballage  
recherche un:

## INSPECTEUR EN CHEF DU CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

Salaire à partir de \$11,000, plus boni

#### FONCTIONS:

- Le candidat choisi contrôlera l'application de procédures établies pour le contrôle afin de déterminer si les produits finis rencontrent les normes de la compagnie et les exigences des clients. Il sera le surveillant immédiat de 25-30 inspecteurs et techniciens. La position se rapporte au superviseur du contrôle de la qualité.

#### QUALIFICATIONS:

- Diplôme universitaire;
- Doit absolument être bilingue;
- Expérience en contrôle de la qualité serait un atout;
- Expérience en supervision serait préférable;
- Age maximum 35 ans.

La position offre d'excellentes chances d'avancement et est couverte par des avantages sociaux intéressants.

S.V.P., faire application par écrit à:  
**CASE 14037 LA PRESSE**

# CARRIÈRES et PROFESSIONS

**Fonction publique Canada** **Public Service Canada**

## AGENTS DE COMMERCE

**TRAITEMENT: \$10,578 à \$21,281** (sujets à modifications).

CONCOURS OUVERTS ÉGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES

L'agent de commerce à la Fonction publique du Canada possède des antécédents dans l'un ou plusieurs des domaines suivants: recherche et développement, production, gestion des finances, économie, commercialisation et gestion générale.

L'agent peut exercer ses compétences dans divers secteurs tels que:

- 1) expansion industrielle, promotion commerciale et élaboration des politiques commerciales.
- 2) surveillance de la solvabilité de certaines institutions financières.
- 3) enquêtes sur les allégations d'infraction à la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions.
- 4) stimulation de l'industrie.
- 5) assistance économique aux Indiens et aux Esquimaux.

**CONDITIONS DE CANDIDATURE:** Diplôme universitaire en gestion des entreprises, commerce, économie, génie, finance, ou dans un domaine apparenté à ces disciplines ou diplôme d'études secondaires et aptitudes acquises par l'expérience et la formation dans un secteur industriel et/ou gouvernemental relié aux fonctions du poste. Certains postes requièrent des compétences professionnelles en comptabilité (C.A.; C.G.A.; R.I.A.).

**EXIGENCES LINGUISTIQUES** Pour certains postes, la connaissance du français est essentielle. Pour d'autres, la connaissance du français ou de l'anglais est suffisante. Pour certains autres, la connaissance de l'anglais est essentielle.

Enfin, pour d'autres postes où la connaissance des langues française et anglaise est essentielle, ces concours sont aussi ouverts aux unilingues. Ils doivent cependant indiquer par écrit, qu'ils sont disposés, afin de satisfaire aux exigences linguistiques du poste, à entreprendre aux frais de l'Etat, immédiatement après leur nomination conditionnelle, et à plein temps, un cours de langue dispensé par le Bureau des langues de la Commission ou par un organisme approuvé par ce dernier. Ce cours pourra durer jusqu'à douze mois et la Commission de la Fonction publique en précisera le lieu. Ces postes sont aussi ouverts aux personnes employées de façon continue à la Fonction publique du Canada depuis le 6 avril 1956, qu'ils aient ou non fait part, par écrit, de leur consentement à suivre des cours de langue. La Commission de la Fonction publique s'assurera que les candidats unilingues de l'extérieur de la Fonction publique ont les aptitudes voulues pour devenir bilingues.

Les dispositions de la Loi sur l'Emploi dans la Fonction publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ces concours.

**DES REPRÉSENTANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE SERONT A MONTREAL**  
LUNDI LE 29 OCTOBRE 1973  
MARDI LE 30 OCTOBRE 1973

**PRIERE DE LEUR TELEPHONER ENTRE 9:00 ET 16:30 HEURES. A MONTREAL AUX NUMEROS:**  
(514) 283-5779  
(514) 283-5229

**LES ENTREVUES SE TIENDRONT A MONTREAL LE 31 OCTOBRE 1973 ET LES 1, 2 NOVEMBRE 1973.**

S'il vous est impossible de téléphoner ou de vous présenter à une entrevue, nous vous prions de faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante: **SERVICES DE DOTATION EN PERSONNEL "B" CADRES ADMINISTRATIFS COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA TOUR "A", PLACE DE VILLE OTTAWA (ONTARIO) K1A 0M7**

Reference à rappeler: concours no 3-AC-017-18

## ADMINISTRATEURS DE L'EXPANSION ET DE L'AMÉNAGEMENT

Des postes d'administrateurs de l'expansion et d'administrateurs de l'aménagement sont offerts dans divers bureaux canadiens et internationaux.

Les titulaires devront administrer des systèmes de contrôle financier, des budgets et des comptes rendus de coûts relatifs à l'expansion, la construction et la rénovation d'hôtels, de motels, de restaurants et d'installations connexes. Ils auront également à participer à la planification de ces systèmes.

Cette offre intéresse particulièrement les diplômés d'université, de préférence spécialisés en matières comptables, qui possèdent des connaissances dans les domaines de l'expansion ou de la construction.

Les candidats doivent être bilingues (anglais, français et autres langues) puisqu'ils auront à traiter avec les directions locales.

Les postes sont actuellement vacants et offerts aux personnes qui gagnent aujourd'hui plus de \$14,000 par année.

Les candidats sont priés de communiquer leurs qualifications en détail, pour étude confidentielle, à l'adresse suivante:

**Directeur du personnel**  
**CP Hotels**  
**100, rue Front ouest**  
**Toronto, Ontario**  
**M5J 1E3**

**Fonction publique Canada** **Public Service Canada**

CE CONCOURS EST OUVERT ÉGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES

## CONSEILLER SENIOR EN ORGANISATION INDUSTRIELLE

**SALAIRE JUSQU'À \$16,796 (SOUS REVISION)**

**FONCTIONS:** Sous la direction du Gerant, Genie industriel; conçoit et planifie à longue échéance l'étude et l'analyse de tout ce qui a trait à la manutention du courrier et de ses fonctions relatives; organise, surveille et dirige le travail d'une équipe de spécialistes professionnels et de personnel hors cadre dans des études spéciales; exécute des tâches connexes.

**QUALITÉS:** Une connaissance approfondie des techniques d'organisation scientifique de travail et leur application dans l'étude des systèmes de traitement des informations la mesure du travail, l'échantillonnage, la planification et le contrôle de production, la planification des projets, la recherche opérationnelle et d'autres techniques relatives.

Diplôme universitaire en Genie ou l'équivalent et une vaste expérience connexe.

L'exécution des fonctions de cet emploi exige une connaissance du français et de l'anglais. Ce concours est aussi ouvert aux unilingues. Ils doivent cependant indiquer par écrit, qu'ils sont disposés, afin de satisfaire aux exigences linguistiques du poste, à entreprendre aux frais de l'Etat, immédiatement après leur nomination conditionnelle, et à plein temps, un cours de langue dispensé par le Bureau des langues de la Commission ou par un organisme approuvé par ce dernier. Ce cours pourra durer jusqu'à douze mois et la Commission de la Fonction publique en précisera le lieu. La Commission de la Fonction publique s'assurera que les candidats unilingues de l'extérieur de la Fonction publique ont les aptitudes voulues pour devenir bilingues.

Ce poste est aussi ouvert aux personnes employées de façon continue à la Fonction publique du Canada depuis le 6 avril 1956, qu'ils aient ou non fait part, par écrit, de leur consentement à suivre des cours de langue. Les dispositions de la Loi sur l'Emploi dans la Fonction publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ce concours.

Ministère des Postes Canada  
Division des Services opérationnels

**BUREAU RÉGIONAL MONTREAL P.Q.**

Veillez remplir une formule de demande d'emploi (PSC 367-401) que vous pouvez vous procurer aux bureaux de poste, aux Centres de main-d'œuvre du Canada et aux bureaux de la Commission de la Fonction publique du Canada et l'adresser comme suit:

**CONSEILLER RÉGIONAL EN DOTATION**  
RÉGION POSTALE DU QUÉBEC  
TOUR DE LA BOURSE, SUITE 4504  
C.P. 249, MONTREAL P.Q. H4Z1G5

Veillez mentionner le numéro de concours PO-RGM-1041-200. Les nominations seront faites aussitôt que des candidats compétents seront disponibles; c'est pourquoi les formulaires de demande doivent être envoyés le plus tôt possible.

## CHEF DU SERVICE DU TRANSPORT FERROVIAIRE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Poste à Québec.

**FONCTIONS:** Sous l'autorité du directeur du transport aérien et maritime, coordonner les analyses, études, inventaires et projections des besoins en matière de transport ferroviaire et de transport par pipeline au Québec; définir, proposer et appliquer des politiques, réglementations, normes, échelles de tarification et critères de subventions dans le domaine du transport ferroviaire. A cette fin, il doit: établir l'inventaire des services et des installations du transport ferroviaire et du transport par pipeline; inventorier et analyser les lois et réglementations fédérales et provinciales régissant ce secteur d'activités; étudier les besoins des diverses clientèles en matière de transport ferroviaire et de transport par pipeline; proposer des politiques dans ce secteur d'activités; établir et rédiger des réglementations et des normes concernant l'utilisation des services, les subventions, les tarifs, la sécurité et l'aménagement des installations.

**EXIGENCES:** Diplôme universitaire en sciences appliquées, en sciences de l'administration ou en toute autre discipline appropriée; de préférence, formation complémentaire dans les domaines de l'économie, de la statistique et de l'organisation. Plusieurs années d'expérience reliée aux fonctions du poste plus particulièrement dans le domaine du transport général ou ferroviaire.

**TRAITEMENT:** \$18,950 à \$23,100.

**CONCOURS:** A620DN - Date limite pour l'inscription: 2 novembre 1973.

S'inscrire à l'aide du questionnaire "offre de service" qu'on peut se procurer aux bureaux de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC (Québec: tel. 643-3984; Montréal: tel. 873-3035) ou aux bureaux régionaux des ministères.

SI LE NOMBRE DE CANDIDATURES SOUMISES PAR DES CITOYENS CANADIENS EST SUFFISANT POUR COMBLER CE POSTE, LA COMMISSION LIMITERA SA SÉLECTION À CES PERSONNES.

## CITÉ DE CHAMBLY DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

**FONCTIONS:** Administrer toutes les activités relatives aux Travaux Publics. Exécuter toute autre tâche connexe en collaboration avec les autres départements.

**QUALIFICATIONS:** La préférence sera accordée à l'ingénieur diplômé ayant une expérience pratique dans les Travaux Publics ou un poste similaire. Seront également considérées, les demandes de candidats ne possédant pas un diplôme professionnel, mais ayant déjà occupé le poste d'administrateur des Travaux Publics. Le bilinguisme et l'expérience des Conventions Collectives seraient appréciées.

**REMUNERATION:** A déterminer selon les qualifications et l'expérience.

**ENTRÉE EN FONCTION:** Immédiatement. Les candidats devront faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse ci-dessous, avant le 15 novembre, 1973.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.  
**Mme Marthe E. Mongrain, Greffier**  
Cité de Chambly,  
601, rue Hôtel de Ville,  
Chambly, Que.

## CHEF DU SERVICE DES FRAIS DE CONSTRUCTION ET DE RÉAMÉNAGEMENT

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

Poste à Québec.

**FONCTIONS:** Sous l'autorité du directeur des immobilisations et de l'équipement, assurer et contrôler le financement des projets de construction et de réaménagement. A cette fin, il doit: évaluer le coût des demandes d'autorisation de dépenses d'immobilisation pour fin d'approbation; élaborer un système en vue de contrôler l'évolution des dépenses d'immobilisation autorisées; coordonner les activités nécessaires aux vérifications relatives à ces dépenses (rapports d'expertise, pièces justificatives, réclamations de paiements); surveiller l'application des politiques, normes et procédures relatives aux dépenses d'immobilisation; établir, en collaboration avec la direction générale de la programmation, un échéancier de réalisation pour chaque projet de construction ou de réaménagement; déterminer un plan de financement à court terme pour chacun de ces projets.

**EXIGENCES:** Diplôme universitaire en sciences de l'administration ou en toute autre discipline appropriée; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans les domaines de la comptabilité et de l'administration. Une connaissance du secteur de la construction est souhaitable.

**TRAITEMENT:** \$16,100 à \$20,200.

**CONCOURS:** A621DD. Date limite pour l'inscription: 9 novembre 1973.

S'inscrire à l'aide du questionnaire "offre de service" qu'on peut se procurer aux bureaux de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC (Québec: tel. 643-3984; Montréal: tel. 873-3035) ou aux bureaux régionaux des ministères.

SI LE NOMBRE DE CANDIDATURES SOUMISES PAR DES CITOYENS CANADIENS EST SUFFISANT POUR COMBLER CE POSTE, LA COMMISSION LIMITERA SA SÉLECTION À CES PERSONNES.

## INGÉNIEURS EN MÉCANIQUE

**Description de l'emploi**  
— Préparer les normes et les procédés d'entretien des turbines hydrauliques, régulateurs de vitesse, vannes de garde et systèmes de lubrification, collaborer à leur implantation et au contrôle de leur application.  
— Élaborer les normes et les méthodes d'inspection des différentes composantes de cet appareillage.  
— Participer à l'élaboration des méthodes et des programmes de la vérification ainsi qu'aux essais de fonctionnement des nouveaux appareils.  
— Collaborer à l'application des programmes approuvés de formation technique pour le personnel affecté à l'entretien de l'appareillage mécanique.

**Exigences**  
— Détenir un diplôme en Genie mécanique et être membre de la Corporation des Ingénieurs du Québec.  
— Posséder quatre (4) ans d'expérience dans l'appareillage mécanique dont un (1) an préférentiellement dans les turbines hydrauliques.

**Lieu de travail**  
— Montreal et voyages occasionnels à travers la province.

**N.B.** Les candidats intéressés sont priés de nous faire parvenir leur curriculum vitae, le plus complet possible, avant le 12 novembre 1973, en mentionnant le numéro B / T-3-097-J-9 sur l'enveloppe, à l'adresse suivante:

**Hydro-Québec**  
Direction Embauchage, 10e étage  
75 ouest, boulevard Dorchester  
Montréal 128, Québec

## LES BONS VENDEURS SONT RARES

il faut les chercher un par un

Du à son expansion National Chemsearch est en quête d'un certain genre de personne plutôt que d'un ensemble de compétences particulières.

Nous nous consacrons à la fabrication et à la vente de spécialités et de produits chimiques aux marchés industriels, municipal, commercial et aux institutions. Nous avons besoin de personnes qualifiées dans la vente et dans la supervision des ventes. Nous recrutons notre personnel de manière individuelle, certains sont des vendeurs expérimentés, d'autres ne le sont pas. Nous nous attachons à l'aspect personnalité et sommes prêts à dépenser du temps, de l'argent et à prodiguer nos efforts pour assurer à la personne choisie l'entraînement qui la conduira au succès.

Si vous fonctionnez bien au rythme normal des affaires, que vous sachiez prendre des décisions et puissiez apprendre à diriger les autres, National Chemsearch est prêt à vous offrir des maintenant d'excellentes perspectives de carrière.

Le fixe hebdomadaire peut atteindre \$250 et les commissions sont intéressantes. Après la première année, le revenu moyen de nos vendeurs dépasse \$15,000 et les possibilités d'amélioration sont proportionnelles à leurs capacités et à leurs efforts.

Notre taux de croissance annuel s'est maintenu à 20% au cours des 12 dernières années et nous avons l'intention de continuer. En conséquence, avec National Chemsearch, nul besoin d'attendre votre tour pour les promotions; c'est vous seul qui fixez vos limites. Quelque expérience de la vente est souhaitable mais non indispensable pour une personne correspondant à nos critères.

Si notre offre vous tente, nous serions heureux d'en discuter avec vous.

A MONTREAL, veuillez appeler Andre Sarrazin  
Lundi et mardi les 29 et 30 oct., après 9 heures a.m.  
**514-878-2503**

Si vous ne pouvez appeler, veuillez écrire à M. André Sarrazin  
**NATIONAL CHEMSEARCH OF CANADA LTD.**  
245 Orenda Road, Bramalea, Ont.

## C.E.G.E.P. DE ST-LAURENT OFFRE D'EMPLOI

**POSTE OUVERT:**  
**RÉGISSEUR DES SERVICES DE L'ENTRETIEN GÉNÉRAL**  
**NOUVEAU CONCOURS**

**ATTRIBUTIONS:** Sous l'autorité du directeur des services de l'équipement, le régisseur des services de l'entretien général est responsable de l'entretien ménager, physique et préventif ainsi que de la sécurité des immeubles. Il dirige, organise, distribue, vérifie et agence les tâches que doivent exécuter les employés d'entretien et les ouvriers spécialisés dont il a la responsabilité. Il évalue le personnel sous sa responsabilité. Il accomplit toute autre tâche que lui confie le directeur des services de l'équipement.

**CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ:** Posséder un certificat de qualification valide pour l'exercice d'un métier pertinent à l'exercice de ses fonctions. Huit (8) années d'expérience pertinente dont trois (3) comme contremaître.

**REMUNERATION:** Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation. De \$10,079 à \$11,312 (échelle 1972-73).

**ENTRÉE EN FONCTION:** Le plus tôt possible.

**DATE LIMITE:** Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur "curriculum vitae" avant 12.00 heures, lundi le 5 novembre 1973 comme suit:

**C.E.G.E.P. DE ST-LAURENT**  
Régisseur des Services de l'Entretien  
a.s du secrétaire général,  
625, boul. Ste-Croix,  
St-Laurent, H4L 3X7

## réalisateur d'annonces de TV

Une agence de publicité demande un réalisateur qui puisse, à la fois, créer et produire des annonces de radio et de télévision.

Le candidat doit être bilingue, posséder une bonne expérience du studio et avoir travaillé avec les artistes.

S'il n'a pas oeuvré dans une agence, il doit se sentir mordu par la publicité et vouloir y faire carrière.

Il fera d'abord un stage en adaptation et en création de textes publicitaires avant d'entrer en production d'annonces de radio et de télévision et assumer, dans ce domaine, des responsabilités croissantes.

Si vous êtes bon réalisateur et êtes prêt à vous intégrer pleinement à la publicité, ce poste vous ouvre une carrière très profitable.

pour rendez-vous,  
**Jean-Louis Garceau**  
**861-8421**

## OFFRE D'EMPLOI PROFESSEUR AU COURS PRIMAIRE 2e CYCLE

**EXIGENCES:** Brevet d'enseignement; 15 ans de scolarité de préférence.

**TRAITEMENT:** Conforme à la scolarité et à l'expérience d'après les normes de la convention collective des enseignants.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur "curriculum vitae" au:

**Bureau du Personnel**  
**COMMISSION SCOLAIRE DE LAPRAIRIE**  
540, boul. Ste-Elizabeth, Laprairie  
avant le 31 octobre 1973.

## COMPTABLES AGRÉÉS

Bureau de comptables agréés requiert C.A. (s) dynamiques et bilingues, avec ou sans expérience industrielle.

Opportunité excellente

Pour entrevue communiquez avec:

**COTÉ, MARQUEZ & CIE**  
Suite 538, 5 Place Ville-Marie  
**871-9410**

## CENTRE DE READAPTATION LETHBRIDGE NOUVEAU POSTE

**DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT PSYCHO-SOCIAL**  
Le candidat doit détenir une M.S.S. ou M.Sc. (Psychologie).  
Expérience d'au moins 6 ans en réadaptation ou expérience pertinente.

Un salaire de début proportionnel aux qualifications et à l'expérience.

La connaissance du français et de l'anglais est exigée.  
S'adresser en toute confiance à: **DOCTEUR BIKADOROFF**  
Directeur des Services Professionnels  
7005 ouest, boul. de Maisonneuve  
Montréal H4E 1T3

## CURRICULUM VITAE

Sur rendez-vous seulement  
**381-9176 — SELECTION 71**

230 est, HENRI-BOURASSA,  
suite 10, Montréal H3L 1B8

# CARRIÈRES et PROFESSIONS

CEGEP



## CEGEP DE VICTORIOVILLE

POSTE OUVERT: ANALYSTE DE L'INFORMATION ET ANALYSTE DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS

### FONCTION

L'analyste de l'informatique et des procédés administratifs est chargé de l'étude de problèmes de gestion administrative et de problèmes reliés à l'implantation de projets de recherches ou autres en vue de trouver une solution soit par l'élaboration d'un plan de traitement des données par ordinateur, soit par l'introduction de procédés administratifs nouveaux.

Sous la responsabilité du Directeur général, il coordonne les activités du centre d'informatique tant du point de vue des opérations que du personnel; il recueille, évalue, analyse, synthétise et élabore les moyens de traiter par ordinateur les problèmes soumis.

### QUALIFICATIONS

— Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle de préférence dans l'un des domaines suivants: sciences pures, sciences appliquées ou sciences commerciales, ou expérience pertinente équivalente.  
— Avoir au moins un an d'expérience dans l'analyse et la programmation.  
— Réussir les examens de sélection du Collège.

### TRAITEMENT

— Le salaire annuel se situe entre \$8,651.00 et \$16,147.00, selon les qualifications et l'expérience.  
— Toute candidature doit être soumise avant le 3 novembre 1973 au secrétaire général sur les formulaires officiels que vous pouvez vous procurer au:

Bureau du Secrétaire Général  
CEGEP DE VICTORIOVILLE  
Casier postal 68, Victoriaville  
G6P 6S4  
Téléphone: (819) 758-1571

## DIRECTEUR DES RELATIONS DE TRAVAIL

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES  
Poste à Québec.

### FONCTIONS:

Sous l'autorité du sous-ministre adjoint responsable des relations professionnelles, participer aux négociations et à l'application des conventions collectives destinées au secteur para-public des Affaires sociales. À cette fin, le titulaire doit: participer à la préparation du dossier des négociations; coordonner les activités relatives aux négociations; orienter les travaux d'analyse portant sur l'application des conventions collectives; contrôler les implications de la relocalisation du personnel d'établissements qui ferment ou changent de vocation.

### EXIGENCES:

Diplôme universitaire en sciences sociales, en droit ou en toute autre discipline appropriée; vaste expérience reliée aux fonctions du poste, notamment en gestion des ressources humaines et en relations de travail.

### TRAITEMENT:

\$19,925 à \$25,400.

### CONCOURS:

A620DT — Date limite pour l'inscription: 9 novembre 1973.  
S'inscrire à l'aide du questionnaire "offre de service" qu'on peut se procurer aux bureaux de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC (Québec: tél. 643-3984; Montréal: tél. 873-3035) ou aux bureaux régionaux des ministères.  
SI LE NOMBRE DE CANDIDATURES SOUMISES PAR DES CITOYENS CANADIENS EST SUFFISANT POUR COMBLER CE POSTE, LA COMMISSION LIMITERA SA SÉLECTION À CES PERSONNES.

## fonction publique municipale

SERVICE DU PERSONNEL  
CHEF DE SECTION — CLASSIFICATION DES EMPLOIS  
(S17415-S20455)

Le titulaire de ce poste est responsable de définir le cadre général des études relatives à la classification des emplois de toutes catégories dans les services municipaux. Il trace les programmes de classification des emplois, détermine les systèmes à être adoptés et fixe les objectifs à rencontrer. Il participe à différents comités d'évaluation des emplois et agit à titre de spécialiste auprès des tribunaux d'arbitrage. Il dirige une équipe de travail.

Les candidats doivent détenir un grade universitaire, de préférence, en relations industrielles ou en administration et posséder plusieurs années d'expérience dans l'évaluation des emplois, dont quelques-unes à un niveau senior. De préférence, être familier avec les systèmes Hay et C.W.S. Toute combinaison d'instruction et d'expérience jugée suffisante pourra aussi être considérée. Les candidats doivent parler et écrire le français et l'anglais.

Le traitement initial sera déterminé selon les qualifications du candidat choisi. Excellents bénéfices sociaux, particulièrement, en ce qui concerne le fonds de pension, l'assurance-maladie, les vacances, les congés, etc.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae, portant la mention "CONFIDENTIEL", à:

Assistant Directeur-  
Ressources Humaines,  
Service du Personnel,  
Suite 416,  
275 est, rue Notre-Dame,  
Montréal H2Y 1C6, Qué.

VILLE DE MONTRÉAL



Université du Québec

Direction des études universitaires dans l'ouest québécois

Directeur des  
services pédagogiques

### FONCTIONS:

Sous l'autorité du directeur général, il est responsable:  
— de l'organisation générale des programmes et de leur gestion;  
— du fonctionnement des modules, des départements et de leurs relations avec les autres structures de l'Université;  
— de l'application des règlements généraux, des règlements internes et des politiques de l'Université concernant les activités académiques.

### EXIGENCES:

Formation universitaire complète, bonne connaissance de la gestion académique, intérêt marqué pour l'innovation pédagogique et grande disponibilité sur le territoire.

### TRAITEMENT:

Salaire à déterminer selon les qualifications et les années d'expérience.

### LIEU DE TRAVAIL:

Hull.  
Veuillez faire parvenir un curriculum vitae complet, avant le 7 novembre 1973 à:  
M. Jocelyn Gagnon  
Secrétaire général  
Direction des études universitaires  
dans l'Ouest québécois  
1255, Carré Philippe, suite 401  
Montréal

## UNION CARBIDE DU CANADA LIMITÉE

Métaux  
Beauharnois, Québec

offre les postes suivants

### TECHNICIENS — ÉLECTRICITÉ

#### LE POSTE:

Travaillant sous l'autorité de l'Assistant Contremaître du département de l'entretien électrique, les titulaires de ce poste auront la responsabilité de vérifier, localiser et réparer tout problème électrique à l'usine de manganèse. Ce travail devra être effectué sur les quarts.

#### LE (s) CANDIDAT (s):

Devront avoir complété 12 années de scolarité et posséder un cours en électricité d'une institution reconnue. Les candidats devront détenir une licence "C" et ceux qui seront bilingues auront le premier choix.

#### NOUS OFFRONS:

Salaire intéressant et gamme complète de bénéfices marginaux.



Faire parvenir curriculum vitae à:

Administrateur — Relations Industrielles  
Union Carbide du Canada Limitée  
Beauharnois, Québec.

La compagnie des découvertes

## INFIRMIÈRES AUTORISÉES

À temps partiel de nuit.  
AVANTAGE: Une (1) fin de semaine sur deux (2).  
S'adresser au:

Bureau du Personnel  
HÔPITAL SANTA CABRINI  
5655 est, St-Zotique, Mtl 410

Une institution du  
Mouvement des  
Caisses populaires Desjardins  
511, place d'Armes  
Montréal.

## ANALYSTES MÉTHODES ET PROCÉDURES

### FONCTION:

Nous recherchons des analystes pour travailler à la préparation des procédures administratives et comptables au niveau de notre service d'informatique.

### EXIGENCES:

Possède de préférence une formation universitaire de premier cycle en comptabilité ou administration, (C.A., C.G.A., R.I.A., M.B.A.) Une expérience dans les domaines de comptabilité, gestion financière, système administratif, informatique sera un atout.

Une compétence reconnue sera considérée.

Salaire intéressant selon l'expérience du candidat ainsi qu'un excellent programme d'avantages sociaux.

Les demandes, traitées confidentiellement, seront adressées au Service du Personnel.



Fiducie du Québec

## LA COMMISSION SCOLAIRE CHOMEDEY DE LAVAL

demande

### 1— UN COORDONNATEUR DES OPÉRATIONS COMPTABLES.

FONCTIONS: Le coordonnateur de la comptabilité est responsable au directeur du service des finances pour organiser, coordonner et contrôler les opérations comptables de la Commission Scolaire.

QUALIFICATION: Comptable agréé. Être membre en règle de l'Institut des Comptables Agréés du Québec.

TRAITEMENT: À discuter selon les qualifications et l'expérience.

### 2— RESPONSABLE DU PAIEMENT DES SALAIRES (2,200 employés - budget de la Commission Scolaire \$30,000,000).

FONCTIONS: Le responsable du paiement des salaires, est responsable au coordonnateur de la comptabilité pour effectuer et contrôler les opérations comptables nécessitées pour le paiement des salaires à toutes les catégories de personnel de la Commission Scolaire, selon les directives du service du personnel.

QUALIFICATION: Comptable agréé. Être membre en règle de l'Institut des Comptables du Québec.

TRAITEMENT: À discuter selon les qualifications et l'expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir une demande par écrit, accompagnée d'un "curriculum vitae" avant le 6 novembre 1973, 5 hrs p.m. à:

M. René Trotter,  
Directeur des Services au personnel  
125 boul. Des Prairies,  
Laval-des-Rapides,  
Ville de Laval

N.B. Prière d'indiquer "Personnel et Confidentiel" sur votre enveloppe

## DIRECTEUR FINANCIER

### LA COMPAGNIE

- Corporation privée.
- S'occupe activement de projets de développement.
- Detentrices d'investissements importants dans les valeurs immobilières à travers l'est du Canada.
- Bureau principal situé à Montréal.

### LA RESPONSABILITÉ

- De diriger les opérations du siège social dont les principales ont trait à des projets de développement et de coordonner et d'examiner les registres comptables et les rapports des succursales au siège social concernant les opérations immobilières.
- De diriger tout le personnel de comptabilité.
- De faire rapport mensuellement à la direction/aux propriétaires, de toutes les opérations financières.
- D'assister la direction/les propriétaires dans l'étude de projets de développement en cours et à venir.

### LE TITULAIRE

- Un comptable agréé possédant une expérience pratique de 10 à 15 ans comme comptable public ou dans l'industrie.
- Devra démontrer une habileté en gestion.
- Être bilingue.

### LE SALAIRE

- À discuter.

Toute demande sera considérée confidentielle.

Veuillez adresser votre curriculum vitae à:

WHALEN, BRUNEAU & ASSOCIATES LTD.

Conseillers en administration,

360, rue Saint-Jacques  
Montréal 126, Québec



## OFFRE D'EMPLOI

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

pour  
LA COMMISSION SCOLAIRE  
PRINCE-DAVELUY  
(niveau élémentaire)

### FONCTIONS:

Le Secrétaire général, sous l'autorité du Directeur général, est responsable du secrétariat général, des services financiers, des services de l'équipement.

### QUALIFICATIONS:

1. Une formation universitaire (diplôme universitaire de 1er cycle ou l'équivalent) exigeant au moins seize (16) ans de scolarité.
2. Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre administratif et technique complexes.

### EXPÉRIENCE REQUISE:

Huit (8) années d'expérience pertinente, dont au moins trois (3) au niveau 2, ou dans des fonctions administratives équivalentes et en étudiant dans des services de secrétariat.

### TRAITEMENT:

Selon la politique salariale du ministère de l'Éducation.

### DATE LIMITE:

Le 5 novembre 1973.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur demande avec leur curriculum vitae et toute pièce justificative à:

LA COMMISSION SCOLAIRE PRINCE-DAVELUY  
50, rue St-Charles, C.P. 790  
Tél.: 1-819-364-2074  
Princeville, Qué.  
À l'attention du directeur général.



Conseil national  
de recherches Canada

National Research  
Council Canada

## INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE

(Bilingue)

### FONCTIONS:

Le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) requiert les services d'un ingénieur en mécanique bilingue pour servir comme agent des projets. Sous la direction du Chef principal des projets de PARI, remplir des fonctions administratives comportant:

- (a) la réponse aux demandes de renseignements et autres demandes des compagnies qui désirent obtenir une aide à la recherche dans le domaine du génie mécanique;
- (b) l'administration des projets et l'accomplissement des tâches connexes.

Le candidat choisi devra voyager beaucoup et visiter notamment les compagnies dont les travaux de recherche relèvent de sa compétence administrative.

### QUALITÉS REQUISES:

Baccalauréat en génie mécanique et de 5 à 10 ans d'expérience de la recherche et du développement industriels. On accordera la préférence aux personnes qui ont l'expérience de la surveillance ou de la gestion. Les candidats doivent être bilingues.

### TRAITEMENT:

Jusqu'à \$20,021 dollars par année selon la formation et l'expérience.

Prière d'adresser un curriculum vitae complet à l'Agent d'emploi, Conseil national de recherches du Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0R6. Mentionner la référence IPO-5.

Les citoyens canadiens auront la préférence.

## REPRÉSENTANTS DES VENTES

### CONTRATS D'ENTRETIEN

Si vous êtes en quête d'une carrière au niveau professionnel et si vous pouvez répondre affirmativement à ce qui suit, nous aimerions vous rencontrer.

- 1) Bonne expérience de la vente;
- 2) Parfaitement bilingue;
- 3) Agé de 23 à 30 ans;
- 4) Degré d'instruction équivalent à une année d'université;
- 5) Une certaine connaissance technique des systèmes de chauffage et de climatisation.

À ceux qui possèdent ambition, détermination et les qualifications requises, nous offrons un excellent salaire en plus de multiples possibilités d'avancement au sein d'une compagnie en plein essor.

Pour rendez-vous, appeler

484-3501

Honeywell

6277 ouest, rue St-Jacques  
Montréal, Qué.  
H4B 1T9

## AGENT DU PERSONNEL

(section de l'embauchage)

### FONCTION

Sous la surveillance du superviseur de l'embauchage participe aux activités du bureau, savoir:

- Recherche des candidats pouvant se qualifier aux postes disponibles.
- Recoit et procède à des entrevues d'évaluation et participe à toutes les étapes de la sélection d'embauchage du personnel.

### EXIGENCES DE LA TÂCHE

- Posséder un cours secondaire complet plus une formation additionnelle en administration de personnel (minimum de 14 ans de scolarité);
- Parler et écrire correctement le français et maîtriser raisonnablement l'anglais;
- Avoir l'expérience nécessaire dans l'embauchage du personnel;
- Habileté à rédiger des rapports clairs et précis ainsi qu'à l'analyse et à la recherche.

### RÉMUNÉRATION

- Traitement pouvant atteindre \$11,000 selon la compétence;
- Bénéfices marginaux avantageux.

Adresser votre curriculum vitae à: Case postale 893, Station Place d'Armes, Montréal, P. Qué.

## COMPTABLES AGRÉÉS

requiert personnel au niveau de gerance

### LES CANDIDATS DEVRONT:

- Organiser et diriger le personnel professionnel et certains travaux;
- Être responsables de divers travaux de vérification, y compris consultation avec les clients;
- Être en charge de certains travaux spéciaux se rapportant à la consultation.

Les positions seront d'intérêt aux comptables agréés qui désirent continuer leur carrière dans la profession. Répondre à:

MacGILLIVRAY & CO.,

LLOYD, COUREY, WHALEN & BRUNEAU  
360 ouest, rue Saint-Jacques  
Montréal / H2Y 1P5

## LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE SALABERRY

requiert les services d'un (1)

### PROFESSEUR:

Niveau Élémentaire Degré Maternelle Qualifications Être légalement qualifié ou posséder un Baccalauréat spécialisée enseignement préscolaire élémentaire.

Les demandes doivent nous parvenir avant le 2 novembre 1973 au:

DIRECTEUR DU PERSONNEL  
M. Jean Faillie  
47, rue Perreault  
Valleyfield, Qué.  
Tél. 514-371-2000, poste 287 et 288

## COMPTABLE

EMPLOYEUR: Une agence de développement économique appartenant et étant dirigée par des résidents du Nouveau Québec; fournissant plusieurs services techniques à des commerces du Nord Québecois.

LIEU DE TRAVAIL: Après 6 ans à Québec, déménagerons en novembre dans une bâtisse nouvellement érigée à Ville St-Laurent.

FONCTIONS: Surveillance et expansion des systèmes financiers; contrôle du crédit; analyse des coûts; préparation des états financiers et autres fonctions connexes; gestion de 5 employés de ce département.

QUALITÉS REQUISES: Être bilingue • Minimum C.S.A. • 2 ans d'expérience dans l'industrie. RÉMUNÉRATION: Selon expérience et compétence.

Adresser curriculum vitae mentionnant salaire actuel à:  
LA FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DU NOUVEAU QUÉBEC

B.P. 202 ROXBORO, Qué.

# CARRIÈRES et PROFESSIONS

## COMMISSION RÉGIONALE DE CHAMBLY PROFESSEURS DEMANDÉS

- 1) SECTEUR RÉGULIER**
    - Education physique (professeurs masculins);
    - Arts plastiques.
  - 2) SECTEUR PROFESSIONNEL (métiers)**
    - Menuiserie — construction;
    - Soudure — tôlerie;
    - Plomberie — chauffage;
    - Dessin publicitaire.
  - 3) SECTEUR D'ORTHOPÉDAGOGIE**
    - Sciences de la nature;
    - Sciences religieuses.
- EXIGENCES REQUISES:**  
Brevet d'enseignement du Québec ou permis annuel d'enseignement 1973-74.

Prière de faire parvenir votre demande d'emploi à:

Direction des services du personnel  
Service de l'embauchage

**COMMISSION RÉGIONALE DE CHAMBLY**  
2, boul. Desaulniers — Suite 300 — St-Lambert — Qué.



## COMPTABLE EN PRIX DE REVIENT

Nous recherchons un expert en prix de revient qui a acquis une solide expérience dans une industrie de fabrication semblable à la nôtre et qui a participé activement à l'élaboration, l'installation et le maintien de systèmes de coûts par contrat ou produit, par secteur d'opérations ou centre de responsabilités.

Ce poste représente un défi à la fois pour celui qui veut continuer à se spécialiser dans le prix de revient ou pour celui qui désire éventuellement apporter sa contribution dans d'autres domaines de la comptabilité et de l'administration.

**Formation exigée:**  
R.I.A. ou formation universitaire en comptabilité avec au moins 3 ans d'expérience dans ce domaine.

**Salaire:**  
Echelle flexible nous permettant de faire une proposition intéressante au candidat choisi.

Toute candidature sera traitée confidentiellement.

Faites-nous parvenir le résumé de votre expérience et de vos qualifications, en indiquant votre salaire actuel; ou mieux, téléphonez-nous à frais vires.

Directeur du personnel administratif,  
**MARINE INDUSTRIE LTÉE**  
Sorel, Québec, J3P 5P5  
Tel.: (514) 743-3351 poste 232

## COMMISSION SCOLAIRE SAINT-EXUPÉRY OFFRE D'EMPLOI

**POSTE:**  
NATURE DU TRAVAIL:  
**PSYCHOLOGUE**  
Fournir aux élèves une assistance professionnelle en vue de leur adaptation au milieu scolaire et social.

**ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:**

- Participe à l'élaboration des objectifs de travail des services aux élèves.
- Rencontre les élèves et utilise avec eux les techniques de sa spécialité sur les plans diagnostiques et rééducatifs, à l'intérieur d'une équipe multidisciplinaire. Refère l'élève, si nécessaire, aux institutions spécialisées.
- Assiste et conseille les administrateurs, les enseignants et les parents quant aux secteurs de sa spécialité.
- Monte et tient à jour les dossiers personnels des élèves.
- Effectue sur demande d'autres tâches inhérentes à sa fonction.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**

- Diplôme universitaire de deuxième cycle en psychologie, avec option appropriée.
- L'expérience de l'enseignement sera appréciée.

**CONDITIONS DE TRAVAIL:**  
Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation.

Faire parvenir applications avant le 12 novembre 1973 à 16.45 heures  
à M. Normand Reid  
Directeur des Services du Personnel  
32, rue Lorne,  
C.P. 130, St-Lambert, Qué.

## COMPTABLES AGRÉÉS

bilingues et ayant quelques années d'expérience industrielle sont invités à poser leur candidature pour un nouveau poste

**D'ASSISTANT CONTRÔLEUR**  
au sein d'une société qui entre dans une nouvelle phase d'expansion. Cette compagnie est dotée d'excellentes installations manufacturières et d'une distribution nationale de produits réputés. Les ventes sont d'environ 10 millions.

L'organisation a trois objectifs en cherchant un Assistant-Contrôleur:

- Ajouter une expertise et un leadership au niveau de l'administratif à un moment important de la croissance de la société.
- Ajouter un élément analytique nécessaire au développement d'un système et de procédures efficaces compte tenu du contrôle interne.
- Ajouter à l'organisation une personne qui devra prendre des responsabilités administratives et financières, allant s'accroissant.

À la suite d'une courte période d'adaptation, l'assistant-contrôleur sera responsable de différents départements faisant partie des services administratifs de la société.

Exposition antérieure à l'informatique sera un atout pour le candidat choisi, même si ce service ne sera pas sous son autorité.

Salaire initial à être discuté, entre \$14,000 et \$17,000

Location: Montréal

**GORDON BRYSON & COMPAGNIE LTÉE**  
Conseils en personnel de gestion  
1110 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 110  
845-1256

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS

### RENSEIGNEMENTS :

Les annonces publiées dans cette section sont facturées au tarif uniforme de \$1.10 la ligne agate. Nous accordons la commission habituelle aux agences de publicité. Le service de cases postales et du retour du courrier est gratuit et strictement confidentiel. La date limite pour réception de ces annonces est fixée à 2 jours avant la date de parution.

Téléphoner à  
**874-7320**

ou écrivez à  
**LA PRESSE,**  
7, rue Saint-Jacques  
Montréal

## PROJET BAIE JAMES ENVIRONNEMENT

### OBJECTIF :

Des aménagements hydro-électriques tenant compte de la qualité de l'environnement et permettant une mise en valeur et une utilisation rationnelle et optimale des ressources du Territoire.

### CHEF DE DIVISION — ÉTUDES

#### LE POSTE

Direction de la préparation de rapports d'environnement pour chaque projet d'aménagement. Liaisons avec les directions Ingénierie et Construction. Préparation et tenue à jour d'un code d'environnement. Vérification des plans et devis. Direction technique de son personnel.

#### LE CANDIDAT

Ingénieur avec maîtrise, ayant au moins 5 ans de pratique et expérience pertinente.

#### L'AFFECTATION

Montréal

### INGÉNIEUR

#### LE POSTE

Participation à la préparation de rapports d'environnement et de recommandations relatives à la protection de la qualité de l'environnement à toutes les étapes des projets.

#### LE CANDIDAT

Ingénieur civil, 2 ou 3 ans de pratique.

#### L'AFFECTATION

Montréal.

### GÉOGRAPHE

#### LE POSTE

Planification et intégration des inventaires bio-physiques. Etudes biogéographiques et synthèse des résultats. Participation à la préparation des rapports d'environnement et des recommandations quant aux aménagements à faire.

#### LE CANDIDAT

Maîtrise en géographie et expérience en aménagement.

#### L'AFFECTATION

Montréal

### SPÉCIALISTES EN ÉCOLOGIE

#### LE POSTE

Participation aux études spécialisées sur l'écologie des réservoirs et cours d'eau affectés par les aménagements hydro-électriques. Élaboration de recommandations quant à l'aménagement, à la conservation et à la protection du milieu.

#### LE CANDIDAT

Maîtrise en sciences avec concentration dans un domaine de l'écologie aquatique et expérience pertinente.

#### L'AFFECTATION

Montréal

### RESPONSABLE DE L'ENVIRONNEMENT — COMPLEXE LA GRANDE

#### LE POSTE

Coordination de l'ensemble des activités relatives à l'environnement sur les chantiers et sur le Territoire: direction et coordination des responsables de l'environnement sur chaque chantier, des biologistes résidents, des équipes d'inventaire écologique. Participation à la préparation des normes de protection de l'environnement et à la recommandation des clauses spéciales dans les contrats.

#### LE CANDIDAT

Ingénieur civil ayant une expérience pertinente des chantiers de construction et de l'environnement.

#### L'AFFECTATION

Baie James

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur demande accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, en mentionnant le numéro LS639, au

**SERVICE DU PERSONNEL**  
LALONDE, VALOIS, LAMARRE, VALOIS & ASSOCIÉS INC.  
Experts-conseils — Consultants  
615, rue Belmont, Montréal, Qué.  
H3B 2L9



## INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE

Dans nos services d'ingénierie il existe présentement un poste pour un individu particulièrement doué pour résoudre des problèmes. Innovateur, il devra pouvoir mener ses projets à bonne fin et posséder le potentiel voulu pour accéder à des postes de commande. Le candidat recherché est un diplômé universitaire en génie mécanique ayant acquis de 2 à 4 ans d'expérience dans la conception et l'amélioration de l'équipement et des procédés de fabrication. Il doit pouvoir parler et écrire couramment l'anglais et le français. Il devra:

- concevoir et améliorer la machinerie spécialisée et automatique servant à la fabrication et à l'emballage;
- concevoir et mettre en valeur l'équipement et les procédés de fabrication;
- planifier, diriger et contrôler des projets de génie. Ce poste est tout indiqué pour celui qui recherche le défi et il offre d'excellentes perspectives d'avenir.

Veuillez adresser votre "curriculum vitae" au:

Directeur, recrutement et formation

**Johnson & Johnson**  
LIMITÉE

7101 est, rue NOTRE DAME  
MONTREAL, Qué., H1N 2G4



## REPRÉSENTANT DES VENTES demandé

Notre compagnie recherche un homme dynamique pour administrer un territoire de 25 à 35 stations de service.

#### FONCTIONS:

Conseiller nos détaillants dans l'opération de leur commerce, vendre des lubrifiants et produits relatifs, développer de nouveaux commerces et recruter et sélectionner de nouveaux détaillants.

#### QUALIFICATIONS REQUISES:

Nous recherchons un candidat agressif, bilingue, âgé de 24 à 28 ans, possédant diplôme universitaire avec au moins 2 années d'expérience, de préférence dans la vente.

#### OPPORTUNITÉ:

Nous offrons un salaire intéressant, bénéfices marginaux avec chance d'avancement.

Réponses seront traitées confidentiellement.

Faire parvenir "curriculum vitae" complet à:

**B MARTEL**  
Sun Oil Compagnie Limitée  
Case Postale 6180, Montréal.

## LE CENTRE FRANÇOIS-MICHELLE

Institution spécialisée en déficience légère  
demande un

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

Sous l'autorité directe du conseil d'administration.

#### FONCTIONS:

- Assumer la responsabilité générale de l'école;
- Sélectionner le clientèle du collège;
- Recruter le personnel enseignant et spécialisé;
- Assurer les relations avec les parents;
- Représenter l'école à l'extérieur.

#### QUALIFICATIONS:

- Diplôme universitaire en psychologie, pédagogie ou psychopédagogie;
- Expérience auprès de l'enfance inadaptée;
- Expérience en administration.

#### TRAITEMENT:

Selon compétence et expérience.

Adresser "curriculum vitae" avant le 4 novembre à:

**M. André Castonguay, Secrétaire-Trésorier,**  
CENTRE FRANÇOIS-MICHELLE  
10095, rue Meunier — Montréal 357

## PROFESSEURS D'ORGUE

Avec diplôme et expérience.  
Pour une nouvelle agence dans la région métropolitaine.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à:

**CASE 14046 LA PRESSE**  
MONTREAL H2Y 1K9

## VENDEURS D'ORGUES

Avec expérience — 25 ans et plus.  
Pour une nouvelle agence dans la région métropolitaine.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à:

**CASE 14046 LA PRESSE**  
MONTREAL H2Y 1K9

## L'INSTITUT CANADIEN AUX DROITS POUR L'INTÉRÊT DU PUBLIC

L'Institut canadien aux droits est une organisation philanthropique à but non-lucratif, incorporé conformément à la grande section partie du "CANADA CORPORATIONS ACT". Afin de faire face aux différentes tâches qui lui sont assignées, l'Institut est à la recherche des services de trois personnes dont la fonction, sous la supervision du Directeur-Général, sera la direction des trois départements suivants:

- 1) Chef de Département: Droits des Consommateurs (poste à 001):** Présider et diriger tous les programmes de recherches effectués dans le domaine des droits du consommateur et des intérêts de consommateurs relatifs à travers le pouvoir des grandes corporations.
- 2) Chef de Département: Droits de l'homme (poste à 002):** Coordonner toutes les activités et toutes les recherches dans le domaine de la protection des droits de l'homme et de ses citoyens étrangers. Des trois positions offertes, celle-ci requerra la plus grande expérience possible, ainsi qu'une responsabilité très grande.
- 3) Chef de Département: Problèmes de l'environnement (poste à 003):** Coordonner tous les programmes concernant l'environnement, ainsi que maintenir des liens et des contacts avec toutes les associations partageant les mêmes buts au Canada et aux États-Unis. Les trois positions décrites ci-dessus visent à pouvoir le 1<sup>er</sup> février, 1974. Tous les candidats potentiels doivent être capables de démontrer des talents d'organisateur et de chercheur. Les candidats auront de préférence un bagage académique en droit, en politique-économique. Les salaires et les bénéfices seront à discuter par rapport à l'expérience personnelle, et les qualifications du candidat. Tous les postulants intéressés sont priés de faire parvenir un résumé le plus complet possible, de source confidentielle, à l'adresse suivante:

**ICDIP**  
Case Postale = 248,  
Montréal H1X 3B7, Québec,  
CANADA

## ADJOINT ADMINISTRATIF

**POSTE:**  
Sous la direction du contrôleur adjoint il aura pour tâche d'effectuer différents travaux administratifs, d'assister à la rédaction des états financiers et d'améliorer les systèmes confiés à un ordinateur IBM.

#### QUALIFICATIONS:

- 5 années d'études universitaires en comptabilité ou l'équivalent;
- Habileté à diriger le personnel;
- Bilingue;
- Age de 30 à 40 ans.

#### CONDITIONS:

Ce poste s'adresse à ceux qui présentement gagnent plus de \$10,000 par année.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:

**CASE 14042, LA PRESSE**  
MONTREAL H2Y 1K9

## SURINTENDANT

### TRAVAUX PUBLICS MUNICIPAUX

Sous l'autorité du directeur du Service, une municipalité de banlieue de Montréal recherche un ingénieur ou personne d'expérience pour occuper la fonction de surintendant des Travaux publics.

#### RESPONSABILITÉS

- Planification, organisation, distribution et surveillance des Travaux publics et de la Voirie.
- Contrôle des dépenses budgétaires.

#### QUALIFICATIONS

— Doit posséder un diplôme d'ingénieur (civil) avec au moins deux ans d'expérience en milieu municipal ou connexe. Un candidat ayant beaucoup d'expérience pratique pourra aussi être considéré.

#### TRAITEMENT

- Salaire à négocier selon la compétence
- Avantages sociaux usuels de la municipalité

#### APPLICATION

— Faire parvenir votre curriculum vitae avec photo (3" x 3") à

**CASE 14049 LA PRESSE**

## LA COMMISSION SCOLAIRE DE TERREBONNE REQUIERT LES SERVICES D'UN (1) CONSEILLER PÉDAGOGIQUE EN ENFANCE INADAPTÉE

**ATTRIBUTIONS:** Sous l'autorité du Directeur de l'enseignement élémentaire.

**QUALIFICATIONS REQUISES:** Bacc. spécialisé en Orthopédagogie ou en enseignement (enfance inadaptée). Cinq (5) ans d'expérience à l'élémentaire.

**TRAITEMENTS:** Selon les échelles de traitement de la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

Les demandes écrites, accompagnées d'un curriculum vitae, devront parvenir au plus tard, le vendredi 9 novembre 1973 à 1 heure de l'après-midi.

**LA COMMISSION SCOLAIRE DE TERREBONNE**  
697 St-Sacrement  
Terrebonne, P.Q.

At: Monsieur Leopold Larouche  
Agent de la Gestion du Personnel

# CARRIÈRES et PROFESSIONS

## AGENT DE DÉVELOPPEMENT

(secteurs municipal et touristique)

### TÂCHE:

- Assumer la responsabilité de la mise sur pied et de la démarche de groupes de travail municipaux.
- Assister le directeur général dans la mise en oeuvre d'une table ronde intermunicipale, d'un comité touristique regroupant le secteur privé, dans toute autre tâche de même nature.
- Toute autre tâche exigée par le directeur général.

### DURÉE DE L'EMPLOI:

Novembre 1973 à juin 1974 (inc.)  
(L'option d'entrer comme permanent au CRD sera fort probablement offerte au candidat retenu en juin 74.)

SALAIRE: Selon qualifications.

Envoyer curriculum vitae à:

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DES LAURENTIDES  
1020, rue Labelle  
Saint-Jérôme, P.Q.

Avant le 5 novembre 1973.

## AIR LIQUIDE CANADA LTÉE

demande un

### REPRÉSENTANT TECHNIQUE

#### FONCTIONS:

Resoudre les problèmes techniques des clients et promouvoir l'équipement et les procédés de soudage.

Le candidat doit être bilingue, diplômé d'une école technique ou l'équivalent, et avoir l'expérience nécessaire du soudage et des activités connexes.

Le candidat sera soumis à un entraînement intensif.

Les candidatures, donnant résumé complet et qualifications et salaire anticipé, doivent être adressées à:

Directeur Regional  
AIR LIQUIDE CANADA LTÉE  
4930 est, Hochelaga, Montréal, Qué.  
H1V 1E7

## RESPONSABLE DE L'ACCUEIL

### SOMMAIRE DE LA FONCTION

Sous la responsabilité du directeur des services hospitaliers, la personne choisie

- coordonnera l'application des politiques et procédures d'admission;
- dirigera le personnel du service d'accueil;
- participera à la planification budgétaire et au développement du service.

### QUALIFICATIONS REQUISES:

- Formation administrative acquise par scolarité ou par expérience pertinente.
- Un minimum de deux années de travail en milieu hospitalier.
- Objectivité, diplomatie et habileté à solutionner les problèmes des usagers de l'hôpital.

### CONDITIONS DE TRAVAIL:

Avantages sociaux usuels et salaire établi suivant l'échelle de traitement prévue par le ministère des Affaires sociales.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 9 novembre 1973.



Service du Personnel  
LE CENTRE HOSPITALIER  
de l'UNIVERSITÉ LAVAL  
2705, boulevard Laurier  
Québec, P.Q.  
G1V 4G2

## DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS

### INSTITUTION:

Centre hospitalier spécialisé - soins de courte durée.

### EXIGENCE:

Médecin autorisé à exercer sa profession en vertu de la Loi médicale.

### FONCTIONS:

Le directeur des services professionnels doit, sous l'autorité du directeur général et selon l'article 81 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux:

- coordonner et surveiller les activités professionnelles et scientifiques qui s'exercent dans l'établissement;
- vérifier le fonctionnement des comités du conseil consultatif des professionnels et du conseil des médecins et dentistes et s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des médecins et dentistes, qu'ils contrôlent adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement.

Il doit également exercer les activités et fonctions déterminées par le Règlement de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

### SALAIRE:

Suivant les normes du ministère des Affaires sociales et selon la compétence et l'expérience.

Faire parvenir demande et curriculum vitae à:

HÔPITAL ST-JOSEPH DE LACHINE  
a/s Le Directeur général  
650 - 16e avenue  
Lachine, P.Q. H8S 3N5

Date limite: 10 novembre 1973.

## VENTES D'ANALYSEURS

La Division Uni-Loc de Betz Laboratoires Ltée recherche un représentant aux ventes compétent pour servir au Québec auprès des usagers industriels d'analyseurs de méthodes de haute qualité.

Les candidats intéressés doivent être bilingues et avoir fait leurs preuves de vendeurs dans la surveillance liquide en ce qui concerne surtout le pH, la conductivité, l'ion spécifique et l'analyse par voie mouillée.

Chez Uni-Loc, division de Betz qui progresse rapidement, voilà une occasion unique de se joindre à une équipe qui s'est montrée à la fine pointe du succès. Comme division de Betz Laboratoires Ltée, chef de file dans le traitement industriel des eaux, Uni-Loc offre un plan intéressant de rémunération, une voiture et un programme complet d'avantages sociaux.

EMPLACEMENT: Montréal.

Prière de répondre par écrit à:

Monsieur M. Magee  
BETZ LABORATOIRES LTÉE  
75, boul. Hymus  
Pointe-Claire, Qué.

## RÉDACTEUR - JOURNALISTE

### LE POSTE

Au sein d'une équipe de rédaction, le titulaire participe à l'élaboration du sommaire du journal d'une entreprise d'envergure. Il effectue des entrevues auprès du personnel de tous les niveaux hiérarchiques. Rédige des chroniques régulières et s'occupe de trouver lui-même l'information.

### LE TITULAIRE

Possède une expérience d'au moins trois (3) ans dans le journalisme écrit. S'exprime correctement en français et possède une bonne connaissance de l'anglais. Accepte de se déplacer occasionnellement à travers la province.

### LIEU DE TRAVAIL PRINCIPAL

Montréal.

### SALAIRE

Selon la formation, la compétence et l'expérience.

### NOTE

Les candidats sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae, aussi complet que possible à:

CASE 14044 LA PRESSE  
au plus tard le 5 novembre 1973.

## ASEA

La compagnie ASEA Limitée requiert pour son atelier de Trois-Rivières:

- Un vendeur bilingue
- Un contremaître pour la section manufacture de bobine
- Des bobineurs
- Des manufacturiers de bobines

Ces personnes doivent posséder une expérience minimum de 2 ans dans le bobinage de moteurs. Salaire et bénéfices marginaux avantageux. Frais de déménagement remboursés.

Les postulants sont priés de s'adresser par écrit à 1450 City Councillors, Montréal, Québec, H3A2E6 ou à 2400, boulevard des Récollets, Trois-Rivières, Québec, G8Z3X7.

## CONCOURS DE RECRUTEMENT

HÔPITAL GÉNÉRAL LASALLE

LaSalle, Qué.

### DIRECTEUR DU PERSONNEL

#### FONCTIONS:

- Elaborer et appliquer les politiques et procédures requises en matière de gestion et d'administration du personnel;
- Contrôler l'application des conventions collectives;
- Conseiller les chefs de service en matière de relations de travail.

#### QUALIFICATIONS REQUISES:

- Être détenteur d'un diplôme universitaire en relations de travail, maîtrise en relations industrielles ou autres domaines connexes.

#### TRAITEMENT:

- Selon les qualifications et l'échelle de salaire proposée par le Ministère des Affaires Sociales.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à:

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
HÔPITAL GÉNÉRAL LASALLE  
8585, Terrasse Champlain  
LaSalle, Qué. H8P 1C1

## INGÉNIEUR MÉCANIQUE

## INGÉNIEUR CHIMIQUE

Nous avons présentement deux positions disponibles pour deux ingénieurs récemment diplômés de l'université. Ces positions présentent un intérêt particulier pour de nouveaux ingénieurs qui désirent se préparer à remplir des postes de direction dans les services de la production et de l'entretien de l'usine.

Tout candidat intéressé peut soumettre son curriculum vitae à:

Directeur du Personnel  
Tioxide du Canada Ltée  
Case Postale 3  
Tracy, P.Q. J3P 5N6

Fabricant de pigments de bioxide de Titane



SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

## ANALYSTE EN BUDGET

### FONCTIONS GÉNÉRALES:

- Participer à la préparation du budget et l'analyse des écarts;
- Préparer et analyser différents rapports comptables;
- Suivre l'évolution du budget;
- Maintenir des statistiques permettant d'évaluer certaines activités.

### EXIGENCES:

- Étudiant C.G.A. ou R.I.A. avec un minimum de 2 années d'expérience;
- Tres grande capacité d'analyse ainsi que de l'entregent.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à:

Bureau du Personnel  
Société des Alcools du Québec  
Case Postale 1058, Place d'Armes  
Montréal 126, Québec

## COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-JÉRÔME

### OFFRE D'EMPLOI

### AGENT D'INFORMATION

(Concours P. 73-5-2)

#### LA FONCTION:

L'agent d'information effectue des tâches relatives à la conception de politiques d'information et est chargé de leur application. Il choisit, recueille et, à l'occasion, synthétise et adopte des informations pour fins de présentation à une population visée, selon diverses techniques.

#### LES QUALIFICATIONS:

Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle dans une discipline appropriée.

#### LE TRAITEMENT:

Selon l'entente des professionnels non enseignants du Québec.

Les demandes écrites, mentionnant le numéro du concours et accompagnées d'un curriculum vitae, devront parvenir d'ici le 7 novembre 1973 à l'adresse suivante:

Le Directeur du personnel  
Commission Scolaire de Saint-Jérôme  
1010, rue Labelle  
Saint-Jérôme (Prévost), Qué.

La Compagnie des Produits Chimiques

WEST LTÉE

Recherche

## REPRÉSENTANT BILINGUE

Opportunité exceptionnelle pour candidat ambitieux, dynamique désirant position permanente avec possibilités d'avancement. Excellent salaire de base plus allocation automobile plus bénéfices marginaux. Territoire exclusif - Montréal.

West Ltée est une compagnie internationale solidement établie au Canada depuis 1907 dans le domaine des produits chimiques industriels, c'est une équipe énergique et sympathique, c'est un programme de formation moderne et contenu.

Si vous êtes travailleur et ambitieux envoyez votre curriculum vitae et références à:

D. DOLLOIS  
PRODUITS CHIMIQUES WEST LTÉE  
5623, AVENUE CASGRAIN  
MONTREAL, P.Q. H2T 1Y1

## WOOLCO

### DÉPARTEMENT DU CRÉDIT

Recherchons un homme dynamique et ambitieux avec expérience dans le domaine du crédit à la consommation pour notre département du crédit.

Excellentes chances d'avancement au sein d'une entreprise en pleine expansion.

Salaire d'après qualifications, bénéfices marginaux usuels.

Pour entrevue appeler:

J.C. Daoust ou J. Roy  
866-9395

## REPRÉSENTANTS DES VENTES

Une compagnie bien établie et en pleine expansion recherche:

UN REPRÉSENTANT DES VENTES pour portes et matériaux de construction.

UN REPRÉSENTANT DES VENTES en menuiserie.

QUALIFICATIONS REQUISES: Être bilingue, propre, ambitieux, capable de relever des défis, être positif et dynamique. Les candidats devront avoir un minimum de 2 ans d'expérience dans commerce similaire.

TRAITEMENT: Selon qualifications.

Appeler pour rendez-vous:

336-3794

## PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Vendeur ayant expérience (domaine électrique ou électronique) pour promouvoir des produits de protection contre les incendies dans la construction. Doit avoir transigé 2-3 ans avec des ingénieurs-électriciens et des entrepreneurs. Tres bon salaire avec commission. Voiture fournie. Faire parvenir curriculum à:

CASE 14,050, LA PRESSE  
Toute demande étudiée à titre confidentiel.

## REPRÉSENTANT MÉDICAL

Notre entreprise est à la recherche d'un homme dynamique pour visiter les médecins, pharmaciens détaillants et le personnel des hôpitaux de Montréal et des environs pour leur présenter nos spécialités pharmaceutiques.

Ce poste intéressera un candidat possédant une formation universitaire en pharmacie, médecine ou en sciences connexes et ayant de l'expérience dans la vente, préférablement des produits pharmaceutiques. Le bilinguisme est nécessaire. Le candidat choisi recevra une formation complète dans la présentation des produits pharmaceutiques. Nous offrons un salaire selon l'expérience et un éventail complet d'avantages sociaux. Voiture fournie.

Prière aux candidats qualifiés de communiquer avec:

D. Y. Lee  
Directeur du Personnel  
333-3783

## HOECHST

du Canada Limitée  
4045 Côte Vertu, Montréal 383, Québec



## avis public

## AVIS AUX INGÉNIEURS

Le Gouvernement du Québec recherche 45 ingénieurs pour combler des postes dans différents ministères.

Les personnes intéressées sont priées de consulter l'avis du concours publié dans l'édition du mois d'octobre du journal LE PLAN, organe officiel de la Corporation des Ingénieurs du Québec.

La date limite pour s'inscrire à ce concours, d'abord fixée au 26 octobre, est reportée au 2 novembre 1973.



GOVERNEMENT DU QUÉBEC

## UNION CARBIDE DU CANADA LIMITÉE

Metaux  
Beauharnois, Québec

offre les postes suivants

## MILLWRIGHT (AJUSTEURS-MONTEURS)

### LE POSTE:

Sous la direction du contremaître de l'entretien mécanique, les candidats choisis devront effectuer les travaux d'entretien sur convoyeurs, compresseurs, pompes, systèmes hydrauliques, etc.

### LE(S) CANDIDAT(S):

Posséder 12 ans de scolarité et de 3 à 5 ans d'expérience de préférence dans l'industrie lourde.

### NOUS OFFRONS:

Un taux horaire de \$4.84 et une gamme complète de bénéfices marginaux.

Faire parvenir curriculum vitae à:

UNION CARBIDE  
Gérant des Relations Industrielles  
Union Carbide du Canada Limitée  
Beauharnois, Québec.

La compagnie des découvertes.

## ACHETEUR BILINGUE

Pour important manufacturier de roulottes de voyages.  
Prière d'envoyer "curriculum vitae" et salaire désiré à:

CASIER POSTAL 664  
ST-JÉRÔME, QUÉBEC

# CARRIÈRES et PROFESSIONS

## POSTE OUVERT Agent de la gestion du personnel

**NATURE DU TRAVAIL:**  
Voir à l'embauchage du personnel enseignant et au besoin, à la gestion des relations du travail et du perfectionnement.

**ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:**  
Sous l'autorité de l'adjoint au directeur du service du personnel, s'occuper du recrutement, de la sélection, de l'embauchage, de l'affectation et du classement du personnel enseignant. Établir, réviser et mettre à jour les critères, normes et procédures inhérents à l'application et au contrôle des règles, lois, contrats en vigueur pour tenir compte des besoins actuels et futurs, et à cette fin, procéder aux recherches nécessaires.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**  
— 1er diplôme universitaire terminal, de préférence dans le domaine des relations industrielles;  
— 2 ans d'expérience pertinente.

**SALAIRE:**  
\$8,651 - \$16,147.

Prière de faire parvenir votre "curriculum vitae" au plus tard le 2 novembre au:

Directeur des Services du Personnel

**COMMISSION REGIONALE DE CHAMBLY**  
2, boul. Desaulniers - Suite 300 - St-Lambert - Qué.

## GÉRANT DE PUBLICITÉ DEMANDÉ

Nous sommes à la recherche d'un représentant expérimenté en publicité pour prendre charge d'un équipe de représentants publicitaires dans le Nord-Ouest Québécois.

L'homme que nous recherchons sera capable de promotion, de gérance et d'administration d'un siège social situé à Rouyn en Abitibi. Il sera également apte à embaucher et à former des représentants et des publicistes. Il devra également être libre de voyager afin de couvrir la région.

Le salaire au-dessus de la moyenne ainsi que les différents avantages marginaux seront fixés en considération de l'expérience. Un passe en publicité serait un atout mais non obligatoire.

Prière de répondre en toute confiance, en incluant votre curriculum vitae avant le 31 octobre à:

**PANO Inc.**  
20 Gamble O.  
Rouyn, Rouyn-Noranda.

## FRANCE

### DIRECTEUR DES VENTES TECHNIQUES pour société américaine

Nous sommes le chef de file reconnu dans le domaine très spécialisé du traitement des métaux et nous possédons 12 installations aux E.U., au Canada et en Angleterre. Comme filiale d'une société multinationale, nous offrons à l'heureux candidat l'occasion inégale d'un avancement personnel avec rémunération avantageuse.

Nous recherchons un francophone bilingue avec connaissance du genre mécanique et expérience de la vente, disposé à débiter dans une petite succursale pour lui donner de l'expansion, et cela avec l'appui total de la compagnie. Ce directeur des ventes techniques, après sa période de formation, fera connaître nos services spéciaux au moyen de présentations aux ingénieurs et techniciens des industries de l'aéronautique et aux industries de la métallurgie.

Prière de répondre en anglais en précisant les antécédents, postes occupés et salaire actuel.

Les demandes seront étudiées à titre strictement confidentiel.

CASE 14051 La Presse

## INFIRMIERS(ÈRES) AUTORISÉS(ES)

**L'ENDROIT:** Le Centre Berthelet Inc.  
Institution para-gouvernementale pour adolescents en difficulté d'adaptation.

**FONCTIONS:** Assurer, de façon autonome tous les services requis par une infirmière d'institution, en service du soir (4 p.m. à minuit) les samedi et dimanche et en service de nuit (de minuit à 8 a.m.) vendredi et samedi.

**EXIGENCES:** Membres en règle de l'A.I.P.O.  
Références exigées.  
Les personnes intéressées sont priées d'envoyer "curriculum vitae" avant le 5 novembre 1973 au:

Directeur Général Adjoint des Services  
Professionnels et de la Programmation.

**CENTRE BERTHELET INC.**

8029 83e av. Rivière des Prairies  
Montreal 477

## HÔPITAL DE MONT-JOLI INC.

Mont-Joli, Qué.

(571 lits à oeuvres multiples)

requiert les services d'un:

### PHARMACIEN LICENCIÉ

**EXIGENCES:** Être pharmacien licencié, de préférence avec expérience en pharmacie hospitalière.

**SALAIRE:** Entre \$10,900 et \$15,700  
Selon l'expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 12 novembre 1973 au:

**DIRECTEUR DU PERSONNEL,**  
Hôpital de Mont-Joli Inc.  
Mont-Joli, Qué.

## REPRÉSENTANT AUX VENTES

Une importante maison d'édition requiert les services d'un représentant bilingue pour le compte d'une publication aux consommateurs. Il possède un minimum de 5 ans d'expérience et connaît de bons résultats auprès des commerçants et des agences de publicité.

Lieu de travail: Montreal.

Doit posséder une automobile récent modèle.

Salaire et commission. Bénéfices sociaux offerts.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:

M. Bernard Leblanc,

Directeur, région de l'Est.

**LA COMPAGNIE D'ÉDITIONS SOUTHAM LTÉE**

310 ave Victoria, suite 201,  
Montreal. H3Z 2M9.

## INGÉNIEUR DE PROJET

Est requis pour un important projet de routes à Montréal. Le candidat aura 5 années d'expérience sur travaux de voirie incluant structures de béton.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" en toute confiance au:

Gérant de l'Emploi  
**FRANCON**, Division de Canforge Ltée  
3641 est, rue Jarry, Mtl, Qué.

## REPRÉSENTANT DES VENTES

Manufacturier progressif dans les produits adhésifs et les produits à base d'asphalte recherche un représentant.

Ces produits sont vendus dans les quincailleries, détaillants de matériaux de construction, industries, etc.

Le candidat aura 25 ans et plus, sera bilingue, dynamique; expérience souhaitable dans la vente de produits similaires. Il doit posséder une voiture récente.

Territoire offert: Province de Québec.

Rémunération intéressante au candidat qualifié.

Soumettre résumé par écrit à:

Gérant des ventes  
420, av. Marien  
Montreal-Est  
H1B 4V6

## INGÉNIEUR D'USINE

Manufacturier d'appareils domestiques très connu est à la recherche d'un candidat dynamique possédant de préférence une formation universitaire (ingénieur) ou l'équivalent et ayant suffisamment de connaissance pratique et administrative des opérations et de l'entretien dans l'industrie du plastique. Une connaissance en génie industriel dans le métal en feuille et l'assemblage serait un avantage.

Cette offre intéressera les candidats qui ont un salaire aux environs de \$15,000, et qui sont capables d'assumer de plus grandes responsabilités.

Veuillez adresser en toute confiance votre "curriculum vitae" donnant détails et expérience à:

CASE 14031 LA PRESSE

## POLICIER DEMANDÉ

POLICE INTERMUNICIPALE

DELSON — ST-CONSTANT — STE-CATHERINE

**Qualifications:**  
— Age de 18 à 29 ans  
— Grandeur 5'8"  
— Détenteur d'un certificat de 11e année  
— Remplir les conditions exigées par la loi de police

La préférence sera donnée aux candidats détenteurs d'un certificat de l'École de la Police.

Tous les candidats devront se présenter à 50, rue Ste-Thérèse à Delson, avec tous les documents exigés tels que certificat de naissance et certificats d'étude.

Gerard-G. Gagne,  
Secrétaire-trésorier

## COMPTABLE DEMANDÉ

Pour tenue de livres sachant faire journal général.

Doit être bilingue.

Salaire à discuter selon l'expérience.

Faire parvenir "résumé" qui restera confidentiel au:

**PRÉSIDENT de**  
**LES ÉQUIPEMENTS INFOFOR LTÉE**  
131A, boul. Hymus  
Pointe-Claire

## COMPTABLE

Jeune compagnie agressive dans la vente et location d'équipement de construction, nord-est de Montreal, 50 employés, pour prendre charge complète de la comptabilité, états financiers mensuels.

Faire parvenir "curriculum vitae" et salaire demandé.

Toutes applications gardées confidentielles.

Ecrire à:

CASE 14048 LA PRESSE

## VENTE DE SOUPAPES ET CONTRÔLES

Notre compagnie représente un manufacturier de soupapes et contrôles de réputation internationale et recherche un vendeur ambitieux, responsable, pour la manutention des ventes intérieures, commandes, soumissions, factures, etc.

Le candidat devra avoir une expérience dans ce domaine et être parfait bilingue.

Nous offrons un salaire très intéressant.

S.V.P., maller votre curriculum vitae à:

CASE 14038 LA PRESSE  
Montreal H2Y 1K9

## ACTUARIAT

Nous sommes à la recherche d'un étudiant en actuariat pour notre secteur de l'assurance individuelle. Le candidat devra avoir réussi 3 ou 4 examens de la Société des Actuaire et posséder au moins 6 mois d'expérience.

Veuillez vous adresser à:

**Alliance**  
multicelle vie  
M. Raymond Gaudet,  
F.S.A., F.I.C.A.  
Tel.: 284-3808  
Toute demande sera tenue strictement confidentielle.

## HÔPITAL ST-LAMBERT (Convalescents)

UN(E) PHYSIOTHÉRAPEUTE DIPLÔMÉ(E)  
À temps complet ou à temps partiel.  
UN RESPONSABLE DES SERVICES AUXILIAIRES  
**EXIGENCES:** Telles que décrites dans la loi 65.  
INFIRMIERS(ÈRES) LICENCIÉ(S)

Veuillez vous adresser au:

Service du personnel,  
HÔPITAL ST-LAMBERT (Convalescents)  
831 rue Notre-Dame, St-Lambert,  
Tel.: 672-3320, local 34.

## REPRÉSENTANTS DEMANDÉS

Nous offrons une vraie carrière, assurant prestige, meilleur revenu et considération, salaire garanti, commission, avantages sociaux. Formation très poussée et ambiance de travail hors de l'ordinaire. Seriez-vous l'homme qu'on recherche?

Une analyse en profondeur de votre caractère par un service spécialisé et à nos frais, apportera la réponse.

Ça vous intrigue? Téléphoner:

**325-4151**

entre 10 heures a.m. et 4 heures p.m.

## DIRECTEURS DE CHANTIERS ET SURVEILLANTS DE CONSTRUCTION AVEC EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RÉSEAUX DE TRANSPORT ET DES SOUS-CENTRALES OUTRE-MER

Travail en Afrique occidentale centrale qui exige un personnel tant francophone que anglophone. Bilinguisme très souhaité.

Prière de présenter toute demande et curriculum à:

**Mr. A. KRAMER, ADMINISTRATION MANAGER**  
**COMSTOCK INTERNATIONAL LTD.**  
70 POSEIDON BAY  
WINNIPEG, MANITOBA  
R3M 3E5

## CAISSE POPULAIRE

Candidat demande pour poste de comptable. Connaissance du système S.O.C. Age en tre 20 et 30 ans.

S'adresser à:

**CAISSE POPULAIRE ST-BONAVENTURE**

6770, 42e ave. Montréal  
Jacques Lavigne, 729-4355

## LA COMMISSION SCOLAIRE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

requiert les services d'un professeur

option: **ARTS PLASTIQUES**

Niveau Degré Qualifications  
Secondaire II et III Être légalement qualifié ou posséder un baccalauréat enseignement spécialisé des arts plastiques.

Les demandes doivent nous parvenir avant le 2 novembre 1973 au:

**SERVICE DU PERSONNEL**  
M. Jean Faillie  
47 rue Perreault Valleyfield, Qué.

Tel.: 514-371-2000 Poste: 287-288.

## INGÉNIEUR ou TECHNICIEN en ÉLECTRICITÉ

Desurant s'orienter vers un poste stable comme estimateur et avec chance intéressante d'avancement.

L'expérience n'est pas nécessairement requise et l'entraînement sera donné par la compagnie. Deux postes sont offerts et pourront être considérés les candidats ayant les qualifications suivantes:

**POSTE 1:** avoir une expérience de "design" et de surveillance de projets multiples et d'une certaine envergure.

**POSTE 2:** technicien diplômé sans expérience.

Faire parvenir "curriculum vitae" au:

Directeur du Personnel  
**F. VINET INC.**  
1200 rue St-Amour, Ville St-Laurent 384

## ASSURANCES COMMERCIALES

• SOUSCRIPTEUR BILINGUE

5 ou 6 ans d'expérience en assurances générales.  
(Homme ou femme)

**R. MARCHAND**

842-780

## TECHNICIEN

Technicien expérimenté en dépannage de matériel rayons X. Salaire intéressant offert. Voiture fournie et autres avantages.

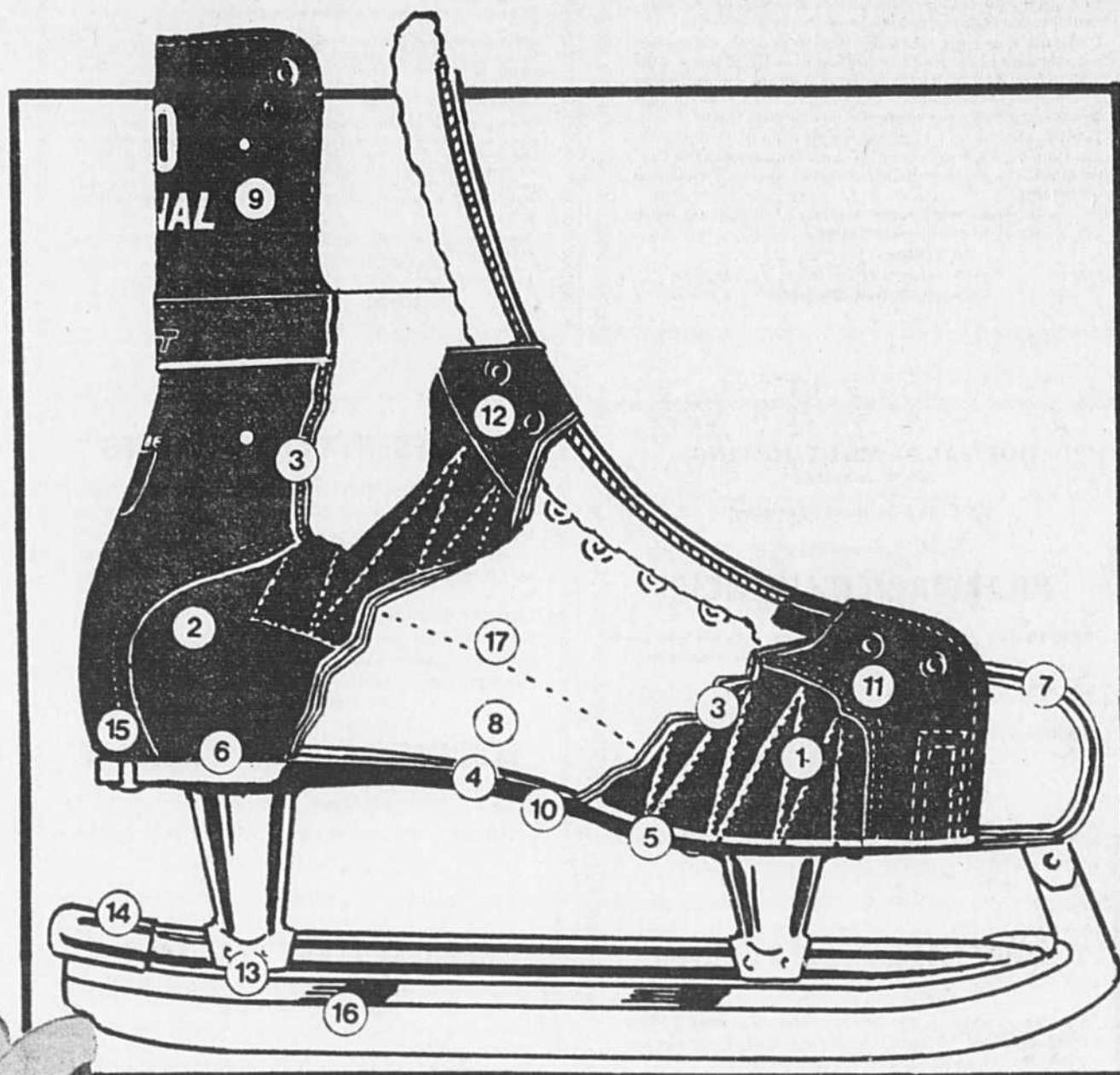
Appeler:  
**M. G. Martel**

636-1243

**CGR CANADA LTÉE LTD.**

Tel.: 689-5287

# Fanatiques du patin ou amateurs de ce sport venez chez Eaton voir nos patins à prix spéciaux



## 1) Patins de hockey professionnel kangourou 90

Pour hommes en pleines et demi-pointures 6 à 12.  
Prix spécial la paire

# 48<sup>99</sup>

Pourquoi ne pas faire de patin cet hiver? C'est un sport pour tous qui vous permettra de garder la forme tout au long de l'hiver.

Allez donc! Vous le savez bien que vous devez faire des efforts pour vous tenir en forme!

Alors faites-les donc en vous amusant. Partez du bon pied en venant jeter un oeil sur les patins à prix spéciaux chez Eaton.

### . National 90

1. Cuir de kangourou
2. Coupe du talon très ajustée.
3. Entredoublure de nylon très résistant.
4. Doublure et fausse semelle intérieure en cuir anglais avec support à l'arche.
5. Semelle extérieure en "Tufflife" renforcée aux points de tension.
6. Semelle extérieure profilée avec élévation au talon.
7. Triple protecteur d'orteils.
8. Longs renforts imperméables.
9. Protège-tendons résistants.
10. Cambrion d'acier.
11. Oeillets telescopiques résistants.
12. Doublure moelleuse.
13. Supports verticaux, tube et lame en acier trempée, plaquée chrome.
14. Garde en plastique.
15. Patin riveté à la bottine par des rivets d'acier. Deux rivets de cuivre anti-rouille sont placés sous le talon.
16. Test Rockwell: 58-60.
17. Bottine traitée "Sanitized"



### Patins pour hommes Eaton Truline #9

Prix spécial

# 25<sup>99</sup>

2) En cuir noir, de coupe courante. Doublure en suède. Lacets solides, oeillets telescopiques. Protège-tendons en "Texon". Double protecteur d'orteils. Languette à envers feutre 1/4". Longs renforts imperméables. Semelle intérieure en fibre résistante doublée de mousse et coton 1/4". Lame et tige en acier trempé plaqué nickel. Traitée "Sanitized". Rivets de cuivre anti-rouille. En pleines et demi-pointures 6 à 12.

Pour garçons:  
Semblables en pleines et demi-pointures 1 à 5 1/2.

Prix spécial **23<sup>99</sup>** la paire

### Patins de fantaisie pour dames

Prix spécial

# 23<sup>99</sup>

la paire

3) Patin à empeigne de cuir blanc doublé de cuir anglais refendu. Supports verticaux aux tendons. Lame MK Sheffield en acier plaqué nickel. Traitée "Sanitized" pour plus de fraîcheur. Pleines et demi-pointures 3 à 10.

Pour jeunes filles:  
Modèle semblable en pleines pointures 11 à 2.

Prix spécial **21<sup>99</sup>** la paire

### EATON CAVENDISH Côte-Saint-Luc

Un nouveau magasin qui vous propose, selon la tradition Eaton, une vaste sélection de marchandises de qualité. Mail Cavendish, 5800, boul. Cavendish, Côte-Saint-Luc.

Eaton est juste au bout du fil... **842-9211**

Eaton Centre-ville (cinquième étage), Anjou, Pointe-Claire et Cavendish (5800 boul. Cavendish, Côte St-Luc).  
Rayon 281.

### À l'occasion du Festival Sonorama

le poste CKAC diffusera en direct du magasin Eaton du Centre-ville, près de la Boutique Audio, au cinquième étage, les 29, 30 et 31 octobre, et les 1er et 2 novembre, de 11 h à 13 h.  
De plus, CKAC présentera une exposition d'anciens appareils de radio et CJAD fera une démonstration simulée de diffusion pour recréer l'atmosphère d'un studio de radio et en exposer le fonctionnement à nos clients.  
A Ottawa, CKOY et CKCH diffuseront en direct du magasin les 29, 30 et 31 octobre, et les 1er et 2 novembre, de 12h à 13h; à Sherbrooke, CKTS et CHLT, le 31 octobre, et les 1er et 2 novembre, de 15h à 17h.

**Votez pour le  
candidat de  
votre choix,  
mais votez!**

# EATON